

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION
DEPARTEMENT DES SCIENCES FINANCIERES ET COMPTABILITE



Mémoire de Fin de Cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences
Financières et Comptabilité
Spécialité : Finance d'Entreprise

Sujet :

**Le financement bancaire du cycle d'exploitation :
Modalités et perspectives
Cas : CPA agence DBK 189**

Réalisé par :

BENAICHA Nadia

BENSETTI Ikram Nour El Houda

Encadré par :

Dr. GUENDOUDI Mohammed

Devant le jury composé de :

Dr. CHERIGUI Djaafar

MCA

Président

UMMTO

Dr. OUCIF FAIZA Kheireddine

MCB

Examineur

UMMTO

Dr. GUENDOUDI Mohammed

MCB

Rapporteur

UMMTO

2023/2024

Remerciements

*Nous souhaitons adresser nos sincères remerciements à notre cher enseignant et encadrant Monsieur **Guendouzi Mohammed** pour sa contribution inestimable à la réalisation de ce projet. Sa disponibilité, ses observations pertinentes et son engagement envers la rigueur scientifique ont joué un rôle essentiel dans l'atteinte de nos objectifs, et nous lui en sommes sincèrement reconnaissantes.*

Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance envers l'ensemble du personnel du CPA Agence DBK 189. Leur accompagnement et leur soutien ont grandement enrichi notre expérience et ont contribué à notre développement professionnel.

Nous ne saurions oublier de remercier les membres du jury qui ont accepté la tâche d'évaluer ce travail. Leur temps et leurs commentaires précieux ont été grandement appréciés.

Pour conclure, nous aimerions présenter nos sincères remerciements à toutes les personnes qui nous ont soutenus tout au long de ce parcours, contribuant ainsi au succès de ce mémoire de fin d'études.

Dédicaces

Ma très chère mère

Ma famille

À mes enseignants

À tous mes amis et toutes les personnes qui me sont chères

*Je dédie ce travail à tous ceux qui ont participé à
l'élaboration de ce travail*

Ikram

Dédicaces

*C'est avec grand plaisir que je dédie ce modeste travail :
À Mes chers parents
À mes chers frères et sœurs
À tous les membres de ma famille
Je dédie ce travail à tous ceux qui ont participé à
l'élaboration de ce travail*

Nadia

Liste des abréviations

- BFR** : Besoins en fonds de roulement
- BNA** : Banque nationale d'Algérie
- BTPH** : Bâtiments travaux publics
- CA** : Chiffre d'affaires
- CAF** : Capacité d'autofinancement
- CASNOS** : Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés
- CNAC** : Caisse Nationale d'Assurance Chômage
- CNAS** : Caisse Nationale des Assurances Sociale
- CPA** : Crédit populaire d'Algérie
- DCT** : Dettes à court terme
- DLMT** : Dettes à moyen et long terme
- DPA** : Délégation de police d'assurance
- EBE** : Excédent brut d'exploitation
- EURL** : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
- FR** : Fonds de roulement
- IBS** : Impôt sur le bénéfice des sociétés
- IFU** : Impôt forfaitaire unique
- IRG** : Impôt sur le revenu global
- PME** : Petite et moyenne entreprise
- SARL** : Société à responsabilité limitée
- SNC** : Société en nom collectif
- RC** : Registre de commerce
- TCR** : Tableau du compte de résultat
- TN** : Trésorerie Nette
- TVA** : Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

| | |
|--|-----|
| Tableau N°1 : représente le mouvement d'affaires confié | 109 |
| Tableau N°2 : représentations Les postes de l'Actif | 109 |
| Tableau N°3 : Représentations Les postes de Passif..... | 110 |
| Tableau N°4 : Représente l'équilibre financier par la méthode des grandes masses | 112 |
| Tableau N°5 : de TCR de l'entreprise pour les exercices 2018, 2019 et 2020. | 113 |
| Tableau N°6 : représente l'analyse par la méthode des ratios..... | 115 |

Liste des figures

| | |
|---|----|
| Figure N°1 : Les différentes phases de cycle d'exploitation | 13 |
| Figure N°2 : Cycle d'exploitation commercial | 14 |
| Figure N°3 : Cycle d'exploitation industriel | 15 |
| Figure N°4 : Cycle d'exploitation dans les services | 16 |
| Figure N°5 : L'organigramme de l'agence « CPA » N°189 » « Draa Ben Khedda » | 96 |

| | |
|--|-----|
| Remerciements..... | II |
| Dédicaces..... | III |
| Liste des figures..... | IV |
| Liste des tableaux..... | V |
| Liste des figures..... | VI |
| Sommaire..... | VII |
| Introduction générale..... | 01 |
| CHAPITRE 1 : LE FINANCEMENT BANCAIRE DU CYCLE D'EXPLOITATION : CONCEPTS ET ENJEUX | |
| Introduction | 05 |
| Section 01 : Présentation du cycle d'exploitation de l'entreprise | 06 |
| Section 02 : Le financement du cycle d'exploitation par le financement bancaire | 17 |
| Section 03 : Enjeux et défis du financement du cycle d'exploitation..... | 24 |
| Conclusion..... | 32 |
| CHAPITRE 2 : LES MODALITES DE FINANCEMENT BANCAIRE DU CYCLE D'EXPLOITATION | |
| Introduction | 33 |
| Section 01 : Les différents produits bancaires destinés au financement de l'exploitation | 34 |
| Section 02 : Le processus de traitement des demandes de crédit d'exploitation..... | 41 |
| Section 03 : Les conditions bancaires et garanties requises pour le financement du cycle d'exploitation | 51 |
| Conclusion | 61 |
| CHAPITRE 3 : LES PERSPECTIVES DU FINANCEMENT BANCAIRE DU CYCLE D'EXPLOITATION | |
| Introduction | 62 |
| Section 01 : Evolution des pratiques relatives au financement bancaire..... | 63 |
| Section 02 : Les nouvelles perspectives en matière de financement du cycle d'exploitation | 73 |
| Section 03 : Etat des lieux des nouvelles innovations en matière de financement en Algérie | 80 |
| Conclusion..... | 90 |
| CHAPITRE 4 : ETUDE D'UN DOSSIER DE CREDIT D'EXPLOITATION FINANCE PAR LE CPA N°189 | |
| Introduction | 91 |
| Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil CPA agence DBK n°189..... | 92 |
| Section 02 : Examen et traitement d'un dossier de crédit d'exploitation | 99 |
| Section 03 : La Gestion des Crédits d'Exploitation par le CPA..... | 118 |
| Conclusion | 124 |
| Conclusion générale | 127 |
| Bibliographie..... | 129 |
| Annexes..... | 133 |
| Table des matières | 140 |

Introduction Générale

Introduction générale

Le système bancaire Algérien a progressé au fil du développement économique en passant d'une économie dirigée vers une économie de marché. A travers l'économie dirigée, la profession du banquier était totalement marginalisée et la signification économique du crédit était ignorée, car les banques à cette période, n'assumaient qu'un rôle de caissier, ce qui a entraîné la négligence du véritable objectif de son existence qui est le financement.

Par la suite, à partir des débuts des années 1990, la réforme du système financier a permis de moderniser le fonctionnement du secteur financier en Algérie, celui-ci s'inscrit alors dans un autre paradigme dit de transition vers l'économie de marché.

L'octroi de crédits est la principale fonction des banques, c'est faire confiance au demandeur en mettant à sa disposition des moyens financiers qui lui permettent d'acquérir immédiatement un bien contre la promesse du client de la restitution des sommes d'argent consommées dans un délai fixé à l'avance. Dans ce cadre, les principaux types crédits à distinguer représentent les crédits d'exploitation qui sont des crédits à court terme et les crédits d'investissement qui sont des financements à moyen et long terme.

Dans le paysage économique actuel, le financement bancaire du cycle d'exploitation occupe une place prépondérante dans la gestion financière des entreprises. Ce processus vital assure le flux de liquidités nécessaire pour soutenir les activités opérationnelles quotidiennes, garantissant ainsi leur fonctionnement efficace et leur croissance à long terme. L'importance du financement du cycle d'exploitation réside dans sa capacité à fournir les ressources nécessaires pour couvrir les coûts liés à l'approvisionnement en matières premières, à la production de biens ou de services, ainsi qu'à leur commercialisation.

Le cycle d'exploitation, qui englobe les différentes étapes allant de l'achat de matières premières à la vente des produits finis, représente le cœur battant de toute entreprise. Chaque phase de ce cycle comporte ses propres défis financiers, allant de la gestion des stocks à la gestion des créances clients. Dans ce contexte, le financement bancaire joue un rôle crucial en offrant des solutions adaptées pour répondre aux besoins de liquidités à chaque étape du processus.

Dans ce cadre, ce mémoire se propose d'explorer en profondeur les mécanismes, les enjeux et les perspectives du financement bancaire du cycle d'exploitation, en mettant en lumière le rôle crucial des institutions financières dans ce domaine. À cet égard, nous envisageons d'examiner de manière spécifique le cas du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), agence DBK n°189. Cette agence, au sein du paysage bancaire algérien, offre un exemple concret des défis et des opportunités liées au financement du cycle d'exploitation dans un contexte spécifique.

En outre, ce mémoire comprendra une analyse approfondie des différentes étapes du cycle d'exploitation, en mettant en évidence les défis financiers spécifiques rencontrés à chaque phase. Nous examinerons également les pratiques innovantes en matière de financement du cycle d'exploitation, telles que le financement participatif, les solutions basées sur la technologie blockchain et le rôle émergent des plateformes de prêt en ligne, avec un regard particulier sur leur applicabilité dans le contexte algérien.

Nous ambitionnons donc à travers ce travail de recherche de contribuer de manière significative à la compréhension et à l'optimisation du financement bancaire du cycle d'exploitation, en mettant en avant l'expérience du Crédit Populaire d'Algérie, agence DBK n°189, comme un cas d'étude pertinent dans le paysage financier algérien.

Choix et intérêt du sujet

Le choix du sujet sur le financement bancaire du cycle d'exploitation, découle de plusieurs considérations clés :

- Le financement du cycle d'exploitation : une préoccupation majeure pour les entreprises.
- Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), agence DBK n°189 : un cas d'étude significatif.
- L'importance de comprendre les pratiques et les défis spécifiques au contexte algérien.
- L'exploration des nouvelles technologies et des pratiques financières innovantes dans le domaine du financement.

Problématique

Face à un environnement économique en constante évolution, caractérisé par des défis nouveaux et des perspectives émergentes, le financement bancaire du cycle d'exploitation revêt une importance cruciale pour les entreprises. Dans cette optique, la problématique dans notre travail de recherche est la suivante :

« Quelles sont les principales modalités du financement bancaire du cycle d'exploitation en Algérie, illustré par le cas du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), agence DBK n°189, évolue-t-il face aux défis actuels et aux nouvelles perspectives ? »

Afin de répondre à cette problématique nous sommes également amenés à cerner et répondre aux questions secondaires suivantes :

- Qu'est-ce qu'un crédit d'exploitation ?
- Quels sont les différents types de financement proposés par les banques aux entreprises ?
- Quelles sont les étapes suivies par les banques Algériennes pour le financement du cycle d'exploitation des entreprises ?
- Quelles sont les innovations récentes en matière de financement bancaire, notamment pour le cycle d'exploitation ?
- - Quels sont les risques que la banque aura à supporter suite à son accord de crédit et quelles seront les mesures à prendre afin de les minimiser ?

Les hypothèses de recherche

En vue de répondre à cette problématique nous avons formulé les hypothèses suivantes :

- Le processus de traitement des demandes de crédits tel qu'il est pratiqué actuellement par les banques en Algérie, notamment par le CPA, n'est pas automatisé et constitue un obstacle à l'amélioration de la réactivité du traitement des demandes de crédit.
- Les innovations financières et technologiques ne sont pas suffisamment implémentées aujourd'hui au niveau des banques algériennes ce qui réduit le développement des nouvelles perspectives de financement des entreprises, notamment pour le cycle d'exploitation.

Méthodologie de la recherche

La méthodologie de cette recherche comprendra les étapes suivantes :

1. Revue de la littérature : Analyse approfondie des écrits existants sur le financement bancaire du cycle d'exploitation, les défis actuels, les nouvelles perspectives et les pratiques du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), agence DBK n°189.

2. Collecte de données : Collecte de données primaires et secondaires à partir de sources telles que des rapports annuels, des documents officiels, des bases de données financières et des entretiens avec des responsables du CPA, agence DBK n°189.
3. Analyse des données : Traitement et analyse des données collectées pour identifier les tendances, les défis et les opportunités dans le financement du cycle d'exploitation, ainsi que l'évaluation de la performance et des pratiques du CPA, agence DBK n°189.
4. Étude de cas : Réalisation d'une étude de cas approfondie sur le processus de financement du cycle d'exploitation au sein du CPA, agence DBK n°189, en mettant en lumière les pratiques, les politiques et les résultats obtenus.

Structure de la recherche

Ce mémoire s'articule autour de quatre chapitres principaux, chacun explorant une dimension spécifique du financement bancaire du cycle d'exploitation. Le premier chapitre offre une présentation détaillée du cycle d'exploitation lui-même, définissant ses composantes, ses caractéristiques et ses phases. Il pose ainsi les fondements nécessaires à la compréhension des enjeux et des défis associés au financement de ce cycle.

Le deuxième chapitre se penche sur les modalités concrètes du financement bancaire du cycle d'exploitation, examinant les différents produits et services offerts par les institutions financières, ainsi que les processus de traitement des demandes de crédit et les conditions requises pour leur obtention.

Le troisième chapitre explore les perspectives d'évolution du financement bancaire du cycle d'exploitation, en mettant en lumière les tendances et les innovations qui façonnent l'avenir de cette pratique. De l'émergence des nouvelles technologies financières à l'adoption de modèles de financement alternatifs, ce chapitre offre un aperçu des transformations en cours dans ce domaine.

Enfin, le quatrième chapitre propose une étude de cas pratique réalisée au niveau du CPA entre du mois mars et le mois de mai 2024, ayant permis d'analyser un dossier de crédit d'exploitation financé par une institution bancaire spécifique. À travers cette étude, nous examinons de manière concrète les processus et les décisions impliqués dans l'octroi de financements pour le cycle d'exploitation.

Chapitre 1

Le financement bancaire du cycle d'exploitation : concepts et enjeux

Introduction

Dans un environnement économique en perpétuelle évolution, le cycle d'exploitation des entreprises constitue un élément central de leur activité. Ce cycle, qui englobe les phases allant de l'approvisionnement en matières premières à la commercialisation des produits ou services, nécessite une gestion financière adéquate pour assurer la pérennité et la croissance des entreprises. Parmi les diverses options de financement disponibles, le financement bancaire occupe une place prépondérante, offrant aux entreprises des solutions flexibles pour répondre à leurs besoins de trésorerie tout au long de leur cycle d'exploitation.

Ce chapitre vise à explorer en profondeur le rôle du financement bancaire dans le cycle d'exploitation des entreprises, en mettant en lumière ses mécanismes, ses modalités et ses enjeux. Nous commencerons par une présentation du cycle d'exploitation, en mettant en évidence ses différentes phases et composants. Ensuite, nous examinerons le rôle spécifique du financement bancaire dans le soutien de ce cycle, en mettant en avant ses mécanismes, ses avantages et ses limites. Enfin, nous aborderons les enjeux et les défis auxquels les entreprises sont confrontées dans le cadre du financement de leur cycle d'exploitation, en analysant les contraintes réglementaires, les risques associés et l'impact sur leur gestion financière.

En explorant ces aspects clés, ce chapitre vise à fournir une compréhension approfondie du financement bancaire du cycle d'exploitation, tout en mettant en évidence les défis et les opportunités qui se présentent aux entreprises dans ce domaine essentiel de la gestion financière.

Section 01 : Présentation du cycle d'exploitation de l'entreprise

Le cycle d'exploitation d'une entreprise constitue un aspect fondamental de sa gestion financière et opérationnelle. Cette section vise à fournir une compréhension approfondie du cycle d'exploitation en définissant ses différentes composantes, en mettant en évidence ses caractéristiques distinctives, en décrivant ses différentes phases et en examinant ses spécificités selon le type d'entreprise.

1. Définition du cycle d'exploitation

Selon Bruno Solnik (2001), « Le cycle d'exploitation correspond à l'état producteur de l'entreprise, c'est-à-dire la transformation des matières achetées en produits finis vendus aux clients. Cette exploitation nécessite la mise en œuvre des outils de production de l'entreprise (investissement immobilisés) et de ses ressources humaines, le cycle d'exploitation correspond donc à la consommation de matières, de travail, de capital de production et de fournisseurs afin d'assurer les ventes de produits »¹.

Le cycle d'exploitation représente le processus complet par lequel une entreprise convertit ses ressources, telles que les matières premières, la main-d'œuvre et le capital, en produits ou services vendables, puis réalise la vente de ces produits ou services et enfin collecte les paiements correspondants. En d'autres termes, c'est la durée nécessaire à une entreprise pour exécuter l'ensemble des opérations depuis l'acquisition des ressources jusqu'à l'encaissement des recettes générées par la vente de ses produits ou services.²

Cette définition englobe toutes les étapes clés du fonctionnement d'une entreprise, depuis la phase de production ou de prestation de services jusqu'à la phase de commercialisation et de recouvrement des créances. Le cycle d'exploitation est donc une mesure importante de l'efficacité opérationnelle d'une entreprise et de sa capacité à générer des liquidités à partir de ses activités commerciales.³

¹ BRUNO Solnik « Gestion financière », 6ème Edition, Dunod, Paris, 2001. P59.

² Vernimmen, P., & Quiry, P. (2021). Finance d'entreprise. Paris, France : Dalloz. P.17

³ Gitman, L. J., & Zutter, C. J. (2019). Principes de gestion financière. Paris, France : Pearson. P.121

2. Les caractéristiques du cycle d'exploitation

L'activité courante de l'entreprise se concrétise par des opérations renouvelées de fourniture de biens ou de services à des tiers qui sont ses clients. Les opérations de l'exploitation ont deux caractéristiques⁴:

- Ce sont des transactions qui, à échéance immédiate ou courte, donne lieu à un flux monétaire en prévenance de tiers. Le client acheteur règle sa dette par un flux qui constitue
- Une recette pour l'entreprise. La transaction s'inscrit dans une logique marchande et commerciale.
- Elles s'inscrivent dans une logique répétitive. Les opérations d'exploitation témoignent d'un savoir-faire de l'entreprise sur un marché. Celle-ci souhaite renouveler les transactions auprès d'autres clients, capitalisant ainsi une expérience ou des économies d'échelles qui sont la conséquence de processus industriel. A plus forte raison si les transactions s'inscrivent dans une logique de renouvellement auprès des mêmes clients. Intervient ici la création d'une réputation à long terme.

Les caractéristiques du cycle d'exploitation déterminent en grande partie la manière dont une entreprise gère ses activités opérationnelles et financières⁵ :

2.1. Durée

Le cycle d'exploitation peut varier considérablement d'une entreprise à l'autre, en fonction de divers facteurs tels que le secteur d'activité, la saisonnalité et la complexité des opérations. Certaines entreprises peuvent avoir un cycle d'exploitation relativement court, tandis que d'autres peuvent avoir un cycle plus long, ce qui impacte directement la trésorerie et la gestion des liquidités.

2.2. Complexité

La complexité du cycle d'exploitation dépend de la nature des opérations de l'entreprise. Les entreprises qui sont impliquées dans des processus de production ou de prestation de

⁴ HUBERT de la Bruslerie, Analyse financière, Information financière, Evaluation, diagnostic Dunod, 5eme Edition, Paris, 2014. P.65

⁵ Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2017). Principes de gestion financière. Paris, France: Pearson. P80

services complexes peuvent avoir un cycle d'exploitation plus compliqué, nécessitant une gestion minutieuse des stocks, des fournisseurs et des délais de paiement.

2.3. Impact sur la trésorerie

Le cycle d'exploitation a un impact direct sur la trésorerie de l'entreprise. Les périodes où l'entreprise doit financer l'achat de matières premières, de main-d'œuvre et d'autres coûts de production sans encore avoir encaissé les recettes de vente peuvent entraîner des pressions sur la trésorerie, nécessitant une gestion prudente des flux de trésorerie et éventuellement le recours à des solutions de financement.

2.4. Dépendance aux fournisseurs et aux clients

Le cycle d'exploitation implique des relations avec les fournisseurs et les clients. Les délais de paiement accordés par les fournisseurs, ainsi que les délais de recouvrement des créances auprès des clients, sont des éléments essentiels à considérer dans la gestion du cycle d'exploitation. Les retards de paiement ou les problèmes de recouvrement peuvent impacter la capacité de l'entreprise à fonctionner efficacement.

2.5. Gestion des stocks

Pour les entreprises impliquées dans la production ou la distribution de biens physiques, la gestion des stocks est un aspect crucial du cycle d'exploitation. Un équilibre doit être trouvé entre maintenir des niveaux de stocks adéquats pour répondre à la demande et éviter les surstocks qui peuvent immobiliser des fonds et affecter la rentabilité.

Comprendre ces caractéristiques permet aux gestionnaires d'entreprise de mieux anticiper les besoins en liquidités, d'optimiser les processus opérationnels et de prendre des décisions financières éclairées pour soutenir la croissance et la rentabilité de l'entreprise.⁶

3. Les phases du cycle d'exploitation

Le cycle d'exploitation recouvre une série d'opérations économiques de production d'un bien ou d'un service qui sera échangé contre paiement. Cette production est ponctuée par

⁶ Pike, R., Neale, B., & Linsley, P. (2018). Corporate finance and investment: Decisions and strategies. Paris, France : Pearson. P.99

un acte commercial : la transaction. On distingue plusieurs phases dans le déroulement du cycle d'exploitation : approvisionnement, production et commercialisation⁷ :

3.1. Phase d'approvisionnement

La phase d'approvisionnement est une étape cruciale du cycle d'exploitation d'une entreprise, car elle marque le début du processus de transformation des matières premières ou des ressources en produits ou services vendables.⁸

3.1.1. Identification des besoins en matières premières ou ressources

Avant de pouvoir commencer la production ou la prestation de services, l'entreprise doit d'abord identifier ses besoins en matières premières ou en ressources nécessaires à ses activités. Cela implique d'évaluer les quantités requises, les caractéristiques spécifiques des matériaux et les fournisseurs potentiels.

3.1.2. Sélection des fournisseurs

Une fois les besoins identifiés, l'entreprise doit sélectionner les fournisseurs qui seront en mesure de fournir les matières premières ou les ressources nécessaires. Cette sélection peut être basée sur des critères tels que la qualité des produits, les délais de livraison, les prix compétitifs et la fiabilité des fournisseurs.

3.1.3. Négociation des termes d'approvisionnement

La phase d'approvisionnement implique également la négociation des termes et conditions avec les fournisseurs. Cela comprend les prix, les délais de livraison, les modalités de paiement et d'autres aspects contractuels. L'objectif est d'obtenir des conditions favorables qui permettent à l'entreprise de minimiser les coûts tout en assurant un approvisionnement fiable et efficace.

3.1.4. Passation des commandes et réception des matières premières

Une fois les termes négociés, l'entreprise passe les commandes auprès des fournisseurs et reçoit les matières premières ou les ressources nécessaires à la production ou à la prestation

⁷ HUBERT de la Bruslerie, analyse financière op cit P4-5.

⁸ Horngren, C. T., Sundem, G. L., Stratton, W. O., Burgstahler, D., & Schatzberg, J. (2017). Introduction à la comptabilité de gestion. Paris, France : Pearson. P.132

de services. Cette étape nécessite une coordination efficace pour s'assurer que les matières premières sont livrées en temps voulu et conformément aux spécifications convenues.

La phase d'approvisionnement est donc une étape fondamentale du cycle d'exploitation, car elle détermine en grande partie la qualité, la disponibilité et le coût des matières premières ou des ressources utilisées dans le processus de production ou de prestation de services.⁹

3.2. La phase de production

La phase de production représente une étape essentielle du cycle d'exploitation, où les matières premières ou les ressources acquises sont transformées en produits finis ou les services sont fournis aux clients. Voici les principaux aspects de cette phase¹⁰ :

3.2.1. Planification de la production

Avant le démarrage effectif de la production, l'entreprise doit planifier ses activités de fabrication ou de prestation de services. Cela implique de définir les objectifs de production, d'établir des calendriers de production, de répartir les ressources et de coordonner les différentes étapes du processus.

3.2.2. Transformation des matières premières

Pendant cette phase, les matières premières ou les ressources sont transformées en produits finis ou les services sont fournis aux clients. Cela peut impliquer des opérations telles que la fabrication, l'assemblage, le traitement, ou la prestation de services conformément aux normes de qualité établies par l'entreprise.

3.2.3. Contrôle de la qualité

Un aspect crucial de la phase de production est le contrôle de la qualité. L'entreprise doit s'assurer que les produits ou services fabriqués répondent aux normes de qualité spécifiées et aux attentes des clients. Cela peut nécessiter la mise en place de processus de contrôle de la qualité, d'inspections et de tests tout au long du processus de production.

⁹ Drury, C. (2018). *Management and Cost Accounting*. Paris, France : Cengage Learning. P.78

¹⁰ Vollmann, T. E., Berry, W. L., Whybark, D. C., & Jacobs, F. R. (2017). *Planification et contrôle de la production*. Paris, France : Dunod. P.111

3.2.4. Gestion des stocks et des coûts

Pendant la phase de production, l'entreprise doit gérer efficacement ses stocks de matières premières, de produits en cours de fabrication et de produits finis. Cela inclut la surveillance des niveaux de stocks, la minimisation des pertes et des gaspillages, ainsi que le contrôle des coûts de production pour garantir la rentabilité.

3.2.5. Maintenance et amélioration des processus

En parallèle avec la production, l'entreprise doit également entretenir ses équipements et ses installations de production pour garantir leur bon fonctionnement et leur efficacité. De plus, elle doit chercher continuellement à améliorer ses processus de production en identifiant et en mettant en œuvre des mesures d'optimisation et d'innovation.

La phase de production est donc une étape critique du cycle d'exploitation, où les matières premières ou les ressources sont transformées en produits finis ou les services sont fournis aux clients. Une gestion efficace de cette phase est essentielle pour assurer la qualité, l'efficacité et la rentabilité des opérations de l'entreprise.¹¹

3.3. La phase de commercialisation

La phase de commercialisation marque le stade final du cycle d'exploitation, où les produits finis ou les services sont mis à disposition des clients cibles et sont vendus sur le marché. Voici les principaux aspects de cette phase¹² :

3.3.1. Développement des canaux de distribution

Avant de pouvoir commercialiser les produits ou les services, l'entreprise doit mettre en place des canaux de distribution efficaces pour atteindre ses clients cibles. Cela peut inclure la sélection de distributeurs, la mise en place de réseaux de vente au détail, ou le développement de canaux de vente en ligne.

3.3.2. Élaboration de stratégies de marketing

La phase de commercialisation implique également l'élaboration de stratégies de marketing visant à promouvoir les produits ou services auprès des clients potentiels. Cela peut

¹¹ Slack, N., Brandon-Jones, A., Johnston, R., & Betts, A. (2018). Operations Management. Paris, France : Pearson. P.56

¹² Kotler, P., Keller, K. L., Manceau, D., & Dubois, B. (2017). Marketing Management. Paris, France : Pearson. P.98

inclure des activités telles que la publicité, les promotions, les campagnes de marketing numérique, et les relations publiques pour accroître la visibilité et la notoriété de la marque.

3.3.3. Gestion des ventes et des relations client

Pendant cette phase, l'entreprise doit gérer ses activités de vente de manière efficace pour convertir les prospects en clients et réaliser des ventes. Cela peut impliquer la formation des équipes de vente, la gestion des relations avec les clients, et la fourniture d'un service après-vente de qualité pour fidéliser la clientèle.

3.3.4. Suivi des performances commerciales

Pour évaluer l'efficacité de ses efforts de commercialisation, l'entreprise doit surveiller et analyser ses performances commerciales. Cela peut inclure le suivi des ventes, des revenus, des parts de marché, ainsi que la collecte de feedback clients pour identifier les points forts et les domaines à améliorer.

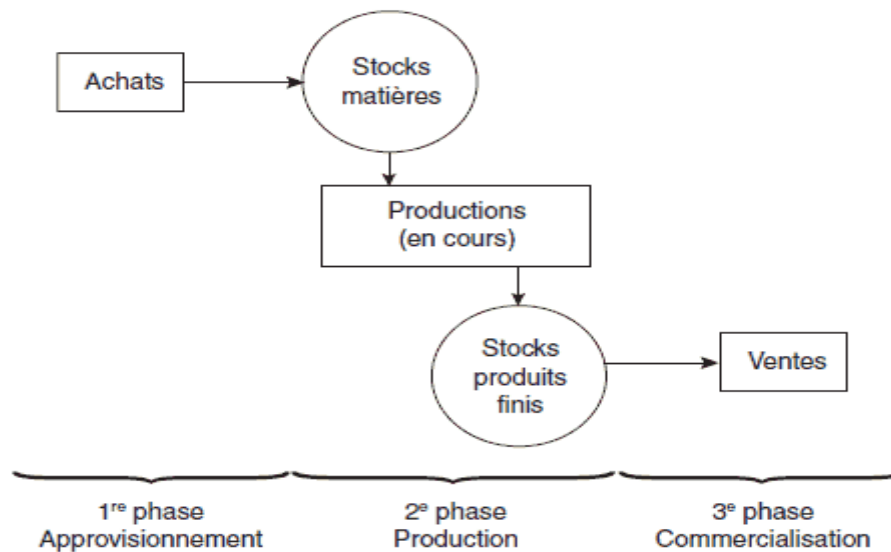
3.3.5. Adaptation aux tendances du marché

La phase de commercialisation nécessite également une adaptation constante aux tendances du marché et aux besoins changeants des clients. Cela peut impliquer des ajustements aux stratégies de marketing, des modifications de produits ou services pour répondre aux demandes du marché, ou des innovations pour rester compétitif.

La phase de commercialisation est donc une étape cruciale du cycle d'exploitation, où les produits ou services de l'entreprise sont introduits sur le marché et offerts aux clients cibles. Une gestion efficace de cette phase est essentielle pour maximiser les ventes, fidéliser la clientèle et assurer le succès commercial de l'entreprise.¹³

¹³ Dubois, P.-L., & Jolibert, A. (2018). Marketing. Paris, France : Vuibert. La figure suivante présente les différentes phases de cycle d'exploitation. P.210

Figure N°1 : Les différentes phases de cycle d'exploitation



Source : H.de La Bruslerie, Analyse financière, Information financière, évaluation, diagnostic Dunod, 5eme édition, Paris, 2014, p54.

Le déroulement du cycle d'exploitation se traduit par un enchaînement de dette et de créances entre « l'amont » et « l'aval ». L'entreprise est d'abord endettée auprès des fournisseurs, puis, au fur et à mesure du processus, elle doit financer les charges et les coûts intermédiaires. Ce n'est qu'à la fin qu'elle rentre dans ses fonds, après la vente, lors des règlements définitifs par l'acheteur. Le déroulement du cycle d'exploitation enduit donc un besoin financer sur une partie plus au moins longue de la période. Le rôle du crédit interentreprises consenti par les fournisseurs, mais aussi consenti par l'entreprise à ses clients, est de toute première importance¹⁴.

4. Les composants du cycle d'exploitation

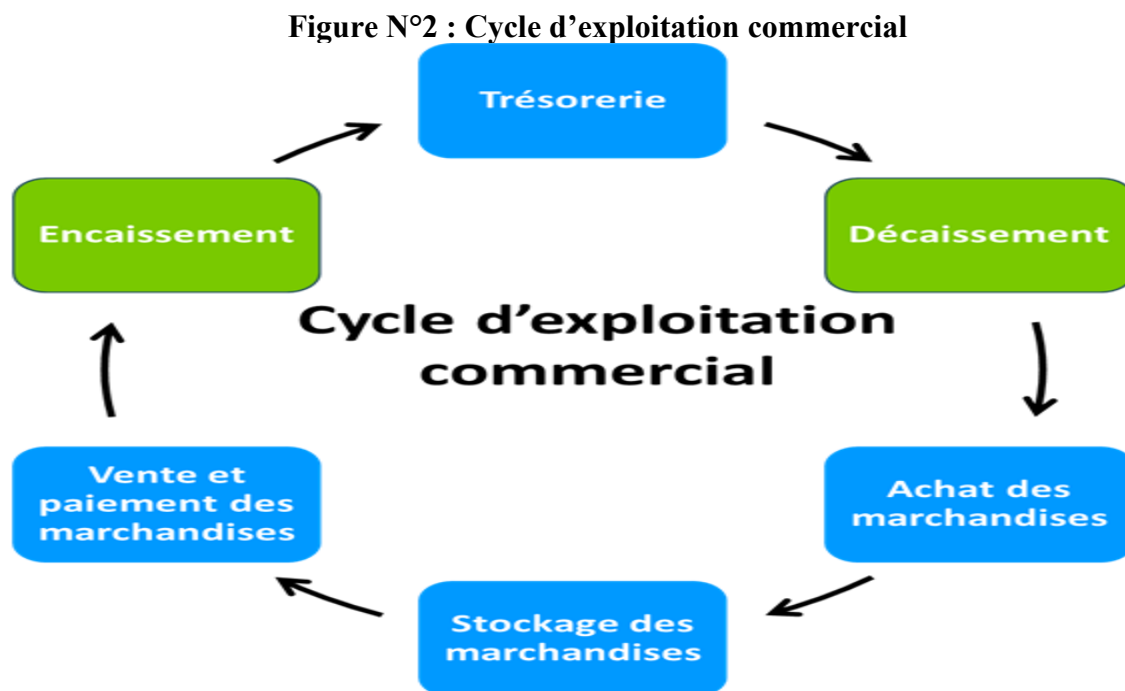
« Le cycle d'exploitation diffère d'une activité à une autre et son déroulement s'étend sur une période plus au moins longue suivant le niveau d'industrialisation du produit final »¹⁵. L'activité qui constitue le moteur économique de votre exploitation peut être désignée comme un cycle. Il existe trois composants du cycle d'exploitation d'une entreprise : commerciale, industrielle, prestation de service.

¹⁴ F. AMGHAR, M. AMIRAT, « L'analyse financière comme outil d'évaluation des risques d'exploitation », mémoire de Master en finance et comptabilité, Université de BEJAIA, 2017, P18.

¹⁵ THIBAUT Jean-Pièrre, « le diagnostic d'entreprise, Guide pratique », Edition corenc : SEDIFOR, Paris, 1989. P.19

4.1. Le cycle d'exploitation d'une entreprise commerciale

Le cycle d'exploitation, est marqué ici par l'absence de l'activité de transformation, et par une importance assez grande des opérations liées à la constitution et à la détention des stocks de marchandises. Lorsqu'ils existent, les besoins de financements d'exploitation sont assez souvent dominés par les fonds gelés dans les stocks non financés par les crédits fournisseurs. La durée de cycle est très subordonnée à la vitesse de rotation ou délai d'écoulement des stocks. On peut ainsi dans cette catégorie, se retrouver face à des unités à court cycle d'exploitation (activité de vente en gros) ou à long cycle d'exploitation (vente de détail)¹⁶.



Source : N. SALHI, « L'analyse financière du cycle d'exploitation d'une entreprise », Mémoire de Master en science de gestion, Option finance d'entreprise, Université de Bejaïa, 2020, P7.

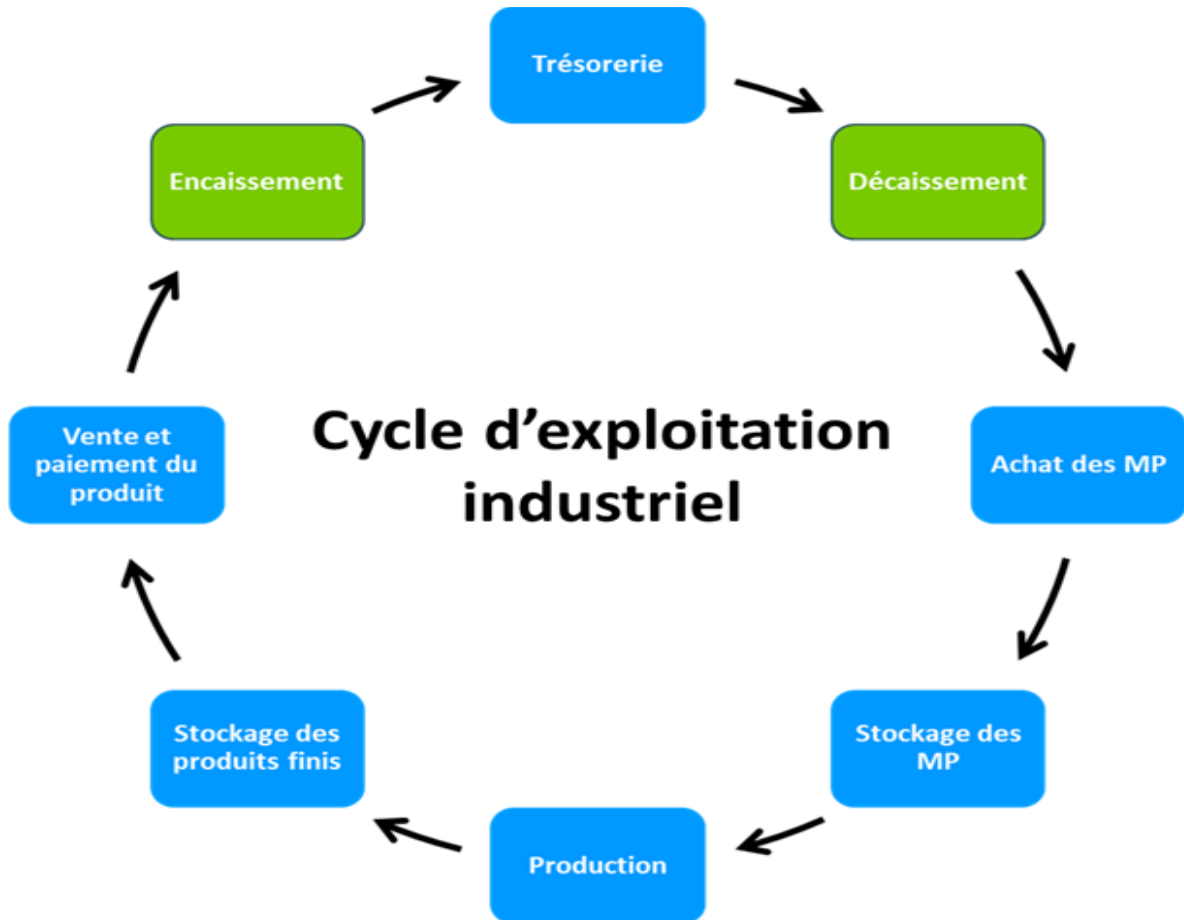
4.2. Le cycle d'exploitation d'une entreprise industrielle

Dans ce cycle d'entreprise, les opérations courantes sont : achats des matières premières, fabrication des produits, stockage, vente. Ces opérations sont décalées dans le temps (fabriquer, stocker, acheminer). De ce fait l'entreprise paie (décaissement) les biens et services avant d'en récolter le fruit de la vente (encaissement). Le décalage entre le décaissement et l'encaissement constitue le cycle d'exploitation. Les diverses opérations induisent l'important flux financiers, et le cycle est souvent caractérisé par d'important besoins de financement, du a la durée

¹⁶ S.Nadjib « L'analyse financière du cycle d'exploitation d'une entreprise »Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de master en sciences de gestion, option finance d'entreprise, Université de BEJAIA, 2020, P6.

généralement longue du cycle de fait des opérations de transformation, et des décalages au niveau des règlements¹⁷.

Figure N°3 : Cycle d'exploitation industriel



Source : N. SALHI, « L'analyse financière du cycle d'exploitation d'une entreprise », Mémoire de Master en science de gestion, Option finance d'entreprise, Université de Bejaïa, 2019/2020, P7.

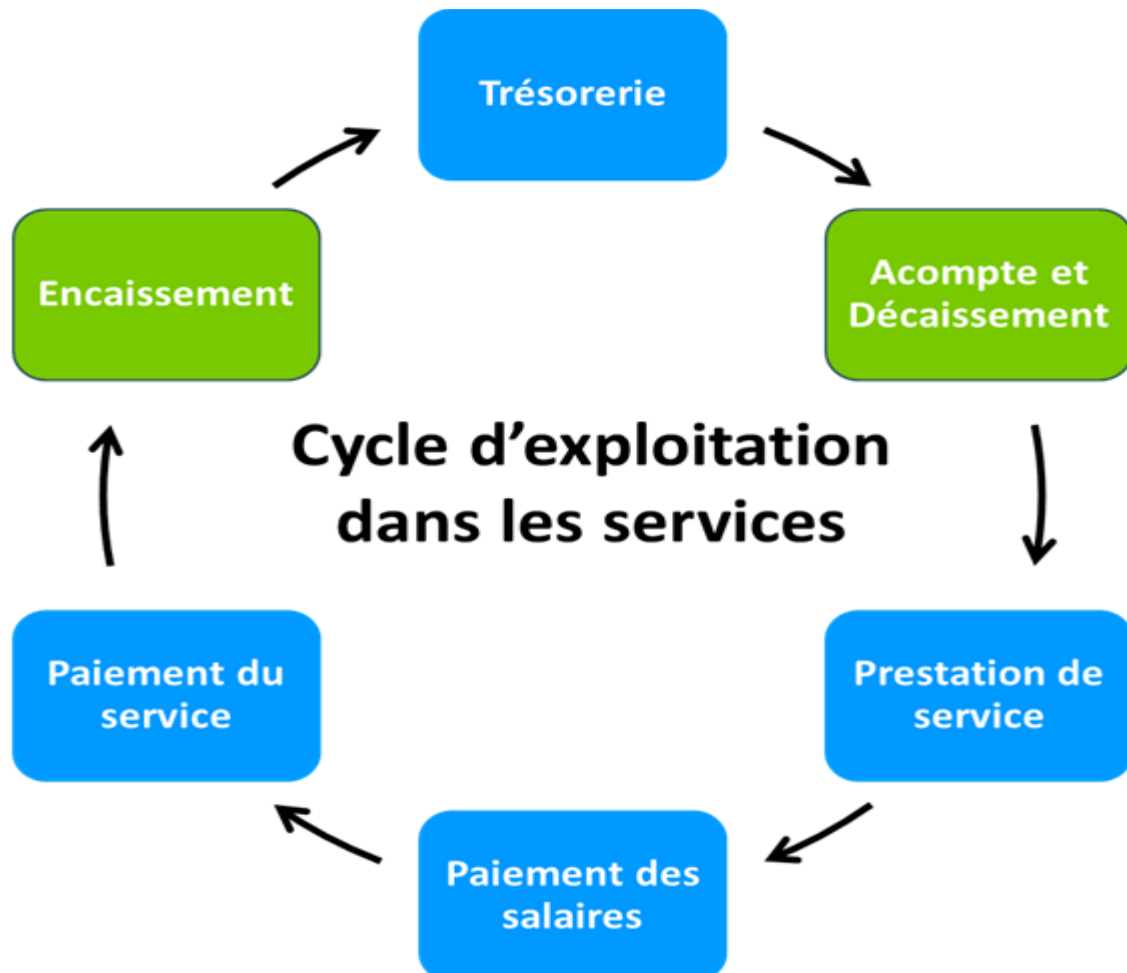
4.3. Le cycle d'exploitation d'une entreprise a prestation de service

Dans les entreprises de services, l'ensemble des activités se concentre généralement, sur les opérations de mise en œuvre des services et de recouvrement de créances. Ainsi l'inexistence des activités de transformation et importance moindre voire quasi-nulle des opérations sur stocks qui constituent dans ce type d'entreprise, des signes distinctifs du cycle d'exploitation. La durée de ce dernier dépend étroitement en cas : de celui de processus de mise en œuvre des prestations et des décalages observés dans les règlements.

¹⁷ S.Nadjib « L'analyse financière du cycle d'exploitation d'une entreprise » Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de master en sciences de gestion, option finance d'entreprise, Université de BEJAIA, 2020, P6.

Les besoins de financement éventuels sont souvent dus, pour leur majeure partie, au fonds gelés en créances sur la clientèle¹⁸.

Figure N°4 : Cycle d'exploitation dans les services



Source : N. SALHI, « L'analyse financière du cycle d'exploitation d'une entreprise », Mémoire de Master en science de gestion, Option finance d'entreprise, Université de Bejaïa, 2020, P7.

¹⁸ Idem

Section 02 : Le financement du cycle d'exploitation par le financement bancaire

Cette section se concentre sur le rôle essentiel du financement bancaire dans le soutien du cycle d'exploitation des entreprises. Nous explorons en détail les différents mécanismes et produits financiers proposés par les institutions bancaires pour répondre aux besoins de trésorerie des entreprises à chaque étape de leur activité opérationnelle. Nous examinerons les principaux mécanismes de financement bancaire, tels que les lignes de crédit, les découverts autorisés et les escomptes de créances, en mettant en lumière leurs avantages, leurs limites et leurs implications pour la gestion financière des entreprises. Enfin, nous discuterons des avantages et des limites du financement bancaire, en mettant en évidence les défis potentiels auxquels les entreprises peuvent être confrontées lorsqu'elles dépendent trop du financement bancaire pour soutenir leurs opérations.

1. Mécanisme de financement bancaire du cycle d'exploitation

Le mécanisme de financement bancaire du cycle d'exploitation constitue le pilier financier essentiel permettant aux entreprises de gérer efficacement leurs besoins de trésorerie tout au long de leur activité opérationnelle.

1.1. Lignes de crédit

Les lignes de crédit sont des facilités de financement fournies par les institutions bancaires aux entreprises pour répondre à leurs besoins de trésorerie à court terme. Ces lignes de crédit sont préalablement convenues entre la banque et l'entreprise et permettent à cette dernière de puiser des fonds jusqu'à un montant maximum défini, appelé plafond de crédit. Contrairement à un prêt traditionnel où un montant fixe est accordé dès le départ, une ligne de crédit offre une flexibilité en permettant à l'entreprise de ne retirer que les fonds nécessaires au moment opportun.¹⁹

Les lignes de crédit peuvent être utilisées pour diverses fins, telles que le financement des stocks, le paiement des fournisseurs, le règlement des créances, ou pour faire face à des besoins imprévus de trésorerie. Elles peuvent également être utilisées comme une source de

¹⁹ Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., & Le Fur, Y. (2019). Finance d'entreprise (12e édition). Dunod. P.198

fonds tampon pour aider les entreprises à surmonter les périodes de fluctuations saisonnières ou les imprévus de trésorerie.

Une caractéristique importante des lignes de crédit est leur caractère renouvelable. Une fois que l'entreprise rembourse le montant utilisé, la ligne de crédit est rétablie jusqu'à concurrence du plafond initial, ce qui permet à l'entreprise de continuer à utiliser les fonds au besoin. Cette flexibilité fait des lignes de crédit un outil de gestion de trésorerie efficace pour les entreprises, car elles ne paient des intérêts que sur les fonds effectivement utilisés.²⁰

Cependant, l'utilisation des lignes de crédit peut également présenter des risques pour les entreprises. L'abus des lignes de crédit peut entraîner une dépendance excessive à l'égard du financement externe et accroître le risque de surendettement. De plus, les taux d'intérêt sur les lignes de crédit peuvent être variables, ce qui expose les entreprises au risque de fluctuations des taux d'intérêt et à des coûts de financement plus élevés en cas de hausse des taux.²¹

Les lignes de crédit sont un instrument financier flexible et polyvalent utilisé par les entreprises pour répondre à leurs besoins de trésorerie à court terme. Cependant, leur utilisation doit être prudente et bien gérée pour éviter les risques associés à un endettement excessif.

1.2. Découverts autorisés

Les découverts autorisés sont des facilités de crédit accordées par les banques aux entreprises sur leurs comptes courants. Contrairement aux lignes de crédit qui sont préalablement convenues pour un montant maximum, les découverts autorisés permettent aux entreprises de dépenser temporairement plus que le solde disponible sur leur compte courant jusqu'à un certain plafond convenu avec la banque. Ces facilités de trésorerie offrent une flexibilité aux entreprises pour faire face à des dépenses imprévues ou des variations temporaires de la trésorerie.²²

Les découverts autorisés sont souvent utilisés par les entreprises pour couvrir des besoins de trésorerie à court terme tels que le paiement de factures urgentes, le règlement des salaires ou le financement d'opérations ponctuelles. Ils sont particulièrement utiles lorsqu'une

²⁰ Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2017). *Principes de finance d'entreprise* (12e édition). McGraw-Hill Education. P.08

²¹ Pike, R., & Neale, B. (2019). *Corporate Finance and Investment: Decisions and Strategies* (9e édition). Pearson. P.109

²² Brealey, R. A., Myers, S. C., & Marcus, A. J. (2017). *Fundamentals of Corporate Finance* (8th ed.). McGraw-Hill Education. P.78

entreprise connaît des variations saisonnières de ses flux de trésorerie ou des imprévus financiers temporaires.

L'utilisation des découverts autorisés est soumise à des conditions définies par la banque, notamment un plafond de découvert autorisé et un taux d'intérêt applicable. Les entreprises sont généralement facturées des intérêts sur le montant en découvert au prorata du temps pendant lequel elles sont en situation de découvert. Il est donc essentiel pour les entreprises de surveiller de près leur utilisation des découverts autorisés afin de minimiser les frais d'intérêt associés.²³

Bien que les découverts autorisés offrent une souplesse financière aux entreprises, leur utilisation excessive peut entraîner des coûts élevés en raison des frais d'intérêt et peut également signaler des problèmes de gestion de trésorerie ou de liquidité. Par conséquent, il est recommandé aux entreprises d'utiliser les découverts autorisés de manière prudente et de les considérer comme une solution de financement temporaire plutôt qu'une source permanente de fonds.

Les découverts autorisés sont un outil de financement court terme utilisé par les entreprises pour faire face à des besoins de trésorerie imprévus ou temporaires. Ils offrent une flexibilité financière, mais doivent être gérés avec prudence pour éviter les coûts élevés et les risques associés à une utilisation excessive.²⁴

1.3. Escomptes de créances

Les escomptes de créances constituent une méthode de financement courante pour les entreprises, leur permettant de convertir leurs créances clients en liquidités immédiates. Ce processus implique de céder les créances à une institution financière, généralement une banque, qui avance un montant inférieur à la valeur nominale des créances, déduction faite d'une commission d'escompte.

Cette pratique est couramment utilisée dans les situations où les entreprises ont besoin de liquidités rapidement et préfèrent ne pas attendre le paiement complet de leurs clients. Les

²³ Besson, J., & Koen, V. (2018). *Gestion financière : théorie et pratique* (4e édition). De Boeck Supérieur. P.66

²⁴ Cornett, M. M., Adair, T. A., & Nofsinger, J. (2018). *Finance d'entreprise : gestion financière* (3e édition). Pearson. P. 107

escomptes de créances offrent donc une solution efficace pour améliorer la trésorerie et financer les activités opérationnelles sans avoir à attendre les délais de paiement de leurs clients.²⁵

Les escomptes de créances présentent plusieurs avantages pour les entreprises. Tout d'abord, ils permettent d'accéder rapidement à des liquidités, ce qui peut être crucial pour les entreprises confrontées à des besoins de trésorerie urgents. De plus, cette méthode de financement ne nécessite pas de garanties supplémentaires, car les créances elles-mêmes servent de garantie. Enfin, les escomptes de créances offrent une alternative au recours à d'autres formes de financement plus coûteuses, telles que les prêts bancaires ou les lignes de crédit.²⁶

Cependant, les escomptes de créances comportent également des inconvénients potentiels. La principale limitation réside dans le coût associé à cette méthode de financement, qui comprend non seulement la commission d'escompte, mais aussi les frais administratifs et les intérêts sur le montant avancé. De plus, les entreprises doivent veiller à ce que leurs clients paient effectivement les créances cédées à la banque, car tout défaut de paiement pourrait les exposer à des risques de recouvrement.

En conclusion, les escomptes de créances constituent une solution de financement flexible et rapide pour les entreprises ayant besoin de liquidités immédiates. Bien qu'ils présentent des avantages indéniables en termes d'accès rapide aux fonds, il est important pour les entreprises d'évaluer attentivement les coûts et les risques associés à cette méthode de financement avant de l'adopter.²⁷

1.4. Autres produits et services

En plus des instruments traditionnels tels que les lignes de crédit, les découverts autorisés, les facilités de caisse et les escomptes de créances, les banques proposent également d'autres produits et services spécifiques pour répondre aux besoins de financement du cycle d'exploitation des entreprises. Parmi ces produits, on trouve notamment²⁸ :

²⁵ Berk, J., & DeMarzo, P. (2017). *Corporate Finance* (4e édition). Pearson Education France. P.77

²⁶ Pike, R., & Neale, B. (2019). *Corporate Finance and Investment: Decisions and Strategies* (9e édition). Pearson. P.100

²⁷ Ross, S. A., Westerfield, R. W., & Jaffe, J. F. (2018). *Corporate Finance* (12th ed.). McGraw-Hill Education.

²⁸ Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2017). *Principes de finance d'entreprise* (12e édition). McGraw-Hill Education. P.54

- **L'affacturage** : Il s'agit d'une technique de financement par laquelle une entreprise cède ses créances commerciales à une société d'affacturage en échange d'un financement immédiat.
- **Les lettres de crédit** : Ce sont des instruments financiers utilisés dans le commerce international pour garantir le paiement entre un acheteur et un vendeur.
- **Les garanties de performance** : Elles sont souvent exigées par les entreprises dans le cadre de contrats commerciaux pour garantir l'exécution des obligations contractuelles.

Ces produits et services offrent aux entreprises des options supplémentaires pour gérer leur trésorerie et financer leurs opérations commerciales de manière efficace.

2. Avantages du financement bancaire

Le financement bancaire offre une multitude d'avantages pour les entreprises, leur offrant des solutions flexibles et diversifiées pour répondre à leurs besoins de trésorerie et de développement.²⁹

2.1. Accès rapide et efficace aux fonds

Les institutions bancaires sont généralement en mesure de fournir des solutions de financement rapidement, ce qui permet aux entreprises de répondre promptement à des besoins de trésorerie urgents ou à des opportunités d'investissement. Cette rapidité d'exécution peut faire la différence entre saisir une opportunité commerciale ou la laisser passer.

2.2. Flexibilité des modalités de financement

Les banques proposent une gamme diversifiée de produits et de services financiers, adaptés aux besoins spécifiques des entreprises. Cela inclut des lignes de crédit renouvelables, des facilités de caisse, des prêts à court terme et d'autres options, offrant ainsi aux entreprises une flexibilité dans la gestion de leur trésorerie et de leurs opérations.

2.3. Coûts compétitifs

Bien que les coûts associés au financement bancaire puissent varier en fonction des conditions du marché et du profil de risque de l'entreprise, les banques proposent souvent des taux d'intérêt compétitifs par rapport à d'autres sources de financement. De plus, les coûts liés

²⁹ Lefebvre, E., & Lefebvre, L. (2018). Gestion financière: L'essentiel de la finance d'entreprise (6e édition). Pearson. P.189

au financement bancaire sont généralement transparents et prévisibles, facilitant ainsi la planification financière à long terme.

2.4. Crédibilité accrue

Le fait de bénéficier d'un financement bancaire peut renforcer la crédibilité d'une entreprise auprès de ses partenaires commerciaux, de ses fournisseurs, de ses clients et des investisseurs potentiels. Cela peut faciliter l'accès à de nouvelles opportunités commerciales, renforcer les relations avec les parties prenantes et renforcer la réputation de l'entreprise sur le marché.

2.5. Maintien du contrôle

Contrairement à d'autres formes de financement telles que le financement par capitaux propres, le financement bancaire permet aux entreprises de conserver le contrôle de leur entreprise. Les entreprises peuvent utiliser le financement bancaire pour répondre à leurs besoins de trésorerie sans diluer leur propriété ou céder une part de contrôle à des investisseurs externes.

2.6. Souplesse dans la gestion financière

Les solutions de financement bancaire offrent aux entreprises une souplesse dans la gestion de leur trésorerie et de leur cycle d'exploitation. Elles peuvent utiliser les produits et services bancaires de manière modulable en fonction de leurs besoins spécifiques, ce qui leur permet de s'adapter rapidement aux fluctuations du marché et de maintenir une performance financière stable.

3. Limites du financement bancaire

Malgré ses nombreux avantages, le financement bancaire présente également des limites et des contraintes auxquelles les entreprises doivent faire face dans leur quête de fonds pour soutenir leurs opérations et leur croissance.³⁰

3.1. Dépendance excessive à l'égard des banques

Les entreprises qui dépendent fortement du financement bancaire peuvent être vulnérables aux changements dans les politiques et les conditions des banques prêteuses. En

³⁰ Pérignon, C., & Smith, D. (2015). Finance d'entreprise. Pearson. P.47

cas de resserrement du crédit ou de changement dans les politiques de prêt, les entreprises pourraient rencontrer des difficultés à obtenir le financement nécessaire pour soutenir leurs activités.

3.2. Exigences de garanties et de covenants

Les banques peuvent exiger des garanties telles que des biens immobiliers, des stocks ou des créances, ainsi que des covenants financiers contraignants pour sécuriser leurs prêts. Cela peut limiter la capacité des entreprises à utiliser leurs actifs comme levier financier ou à prendre des décisions stratégiques sans l'approbation préalable des prêteurs.

3.3. Coûts financiers

Bien que le financement bancaire puisse offrir des taux d'intérêt compétitifs par rapport à d'autres sources de financement, les entreprises doivent néanmoins supporter des coûts financiers sous la forme d'intérêts, de frais de transaction et d'autres charges associées au crédit. Ces coûts peuvent réduire la rentabilité de l'entreprise et affecter sa capacité à générer des bénéfices.

3.4. Restrictions de liquidité

Les entreprises qui dépendent trop du financement bancaire peuvent rencontrer des difficultés à gérer leur liquidité, en particulier en cas de variations soudaines des flux de trésorerie ou de retards dans les paiements des clients. Dans de telles situations, les entreprises pourraient être contraintes de mobiliser des actifs ou de rechercher d'autres sources de financement pour faire face à leurs obligations financières.

3.5. Risque de refinancement

Les entreprises qui ont contracté des prêts bancaires à court terme peuvent être exposées au risque de refinancement si elles ne sont pas en mesure de renouveler ou de rembourser leurs dettes à l'échéance. Un défaut de refinancement pourrait entraîner des conséquences graves telles que des pénalités financières, des saisies d'actifs ou des difficultés de fonctionnement.

En résumé, bien que le financement bancaire soit une source de financement importante et souvent indispensable pour de nombreuses entreprises, il est essentiel de reconnaître ses limites et ses contraintes afin de pouvoir gérer efficacement les risques financiers et assurer la stabilité à long terme de l'entreprise.

Section 03 : Enjeux et défis du financement du cycle d'exploitation

Le financement du cycle d'exploitation présente divers enjeux et défis pour les entreprises, qui peuvent avoir un impact significatif sur leur performance financière et leur viabilité à long terme. Cette section examine ces enjeux et défis, en mettant en lumière les principales contraintes et les perspectives d'évolution du financement du cycle d'exploitation.

1. Contraintes réglementaires

Les contraintes réglementaires dans le domaine du financement du cycle d'exploitation sont essentielles pour garantir la stabilité et la transparence du système financier. Elles visent à protéger les intérêts des parties prenantes, à prévenir les pratiques abusives et à assurer le bon fonctionnement des marchés financiers. Ces contraintes peuvent avoir un impact significatif sur la capacité des entreprises à obtenir du financement bancaire et à gérer leur cycle d'exploitation de manière efficace.

Une des principales contraintes réglementaires concerne les pratiques de crédit. Les institutions financières sont souvent tenues de respecter des normes strictes en matière d'octroi de crédit, notamment en évaluant la solvabilité et la capacité de remboursement des emprunteurs. Ces normes peuvent inclure des critères tels que le niveau d'endettement de l'entreprise, sa rentabilité, sa gestion des liquidités et sa capacité à générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser les prêts. Une compréhension approfondie de ces contraintes réglementaires est essentielle pour les entreprises afin de structurer leur demande de financement de manière à répondre aux exigences des institutions financières.³¹

Par ailleurs, les garanties requises par les banques pour sécuriser les prêts constituent une autre contrainte réglementaire importante. Les banques peuvent exiger des garanties telles que des biens immobiliers, des stocks ou des créances pour réduire leur risque de crédit en cas de défaut de paiement de l'emprunteur. Ces exigences en matière de garanties peuvent varier en fonction de la taille de l'emprunt, du profil de risque de l'entreprise et des politiques internes de la banque prêteuse. Les entreprises doivent être conscientes de ces exigences et être prêtes à fournir les garanties nécessaires pour sécuriser leur financement.³²

En outre, les taux d'intérêt applicables aux prêts bancaires peuvent être réglementés par les autorités financières pour protéger les emprunteurs contre les pratiques de prêt abusives et

³¹ Dostert, N. (2018). Droit bancaire et financier. Paris, France : Dalloz.P.32

³² Storrer, P., & Rebut, D. (2019). Droit bancaire. Paris, France: Éditions Dalloz.P.178

assurer des conditions de financement équitables. Ces réglementations peuvent prendre la forme de plafonds sur les taux d'intérêt ou de directives visant à garantir la transparence et la clarté des conditions de prêt. Les entreprises doivent être conscientes de ces réglementations et évaluer attentivement l'impact des taux d'intérêt sur leur capacité à rembourser leurs prêts et à maintenir leur rentabilité.

En résumé, les contraintes réglementaires jouent un rôle crucial dans le financement du cycle d'exploitation en influençant les pratiques de crédit, les exigences en matière de garanties et les conditions de prêt. Une compréhension approfondie de ces contraintes est essentielle pour les entreprises afin de naviguer avec succès dans le paysage financier et d'obtenir le financement nécessaire pour soutenir leurs opérations.³³

2. Risques associés

Les risques associés au financement du cycle d'exploitation sont des éléments cruciaux à prendre en compte pour les entreprises et les institutions financières. Ces risques peuvent avoir un impact significatif sur la stabilité financière et opérationnelle des entreprises, ainsi que sur la santé du secteur financier dans son ensemble. Voici quelques-uns des risques les plus courants associés au financement du cycle d'exploitation :

2.1. Risque de crédit

Le risque de crédit est un aspect crucial du financement du cycle d'exploitation pour les entreprises et les institutions financières. Il se réfère à la possibilité qu'un emprunteur ne rembourse pas intégralement ou en temps voulu le montant emprunté, ainsi que les intérêts associés. Ce risque peut découler de divers facteurs, notamment la défaillance de l'emprunteur, une mauvaise gestion financière, des conditions économiques défavorables ou des événements imprévus.³⁴

Pour les banques et les prêteurs, le risque de crédit représente une menace potentielle pour leurs actifs et leur rentabilité. Lorsqu'une entreprise ne rembourse pas son prêt, cela peut entraîner des pertes financières pour le prêteur, réduire sa capacité à accorder de nouveaux prêts et compromettre sa réputation sur le marché financier.³⁵

³³ Piriou, P. (2020). Réglementation bancaire et financière. Paris, France: Éditions LexisNexis.P.21

³⁴ Dostert, N. (2018). Droit bancaire et financier. Paris, France : Éditions Dalloz. P.142

³⁵ Piriou, P. (2020). Réglementation bancaire et financière. Paris, France : Éditions LexisNexis.P.25

La gestion efficace du risque de crédit implique l'évaluation minutieuse de la solvabilité des emprunteurs, la mise en place de politiques de crédit prudentes, le suivi régulier des prêts accordés et la diversification du portefeuille de prêts pour réduire l'exposition au risque. Les institutions financières utilisent également des techniques telles que l'analyse de crédit, la notation des emprunteurs et la constitution de provisions pour créances douteuses pour atténuer les effets du risque de crédit.³⁶

2.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est un autre défi majeur auquel sont confrontées les entreprises dans le cadre du financement de leur cycle d'exploitation. Ce risque se réfère à la possibilité qu'une entreprise ne dispose pas des liquidités nécessaires pour répondre à ses obligations financières à court terme. Il peut résulter de divers facteurs tels que des variations saisonnières des flux de trésorerie, des retards de paiement des clients, des imprévus opérationnels ou des difficultés d'accès au financement externe.³⁷

Pour les entreprises, le risque de liquidité peut compromettre leur capacité à honorer leurs engagements financiers, à payer leurs fournisseurs, à rémunérer leur personnel ou à investir dans leurs activités de croissance. En l'absence de liquidités suffisantes, les entreprises peuvent être contraintes de recourir à des solutions coûteuses telles que le financement d'urgence ou la vente d'actifs, ce qui peut affecter leur rentabilité et leur viabilité à long terme.³⁸

Les banques et les institutions financières sont également exposées au risque de liquidité, notamment en raison de leur dépendance aux dépôts des clients pour financer leurs activités de prêt. Lorsque les retraits de dépôts dépassent les capacités de prêt de la banque, cela peut entraîner des difficultés de financement et mettre en péril sa stabilité financière.

Pour atténuer le risque de liquidité, les entreprises et les institutions financières peuvent mettre en œuvre plusieurs mesures préventives. Cela inclut la gestion prudente des flux de trésorerie, la constitution de réserves de liquidités, la diversification des sources de financement, la négociation de conditions de paiement flexibles avec les fournisseurs, et le

³⁶ Storrer, P., & Rebut, D. (2019). Droit bancaire. Paris, France : Éditions Dalloz. P.65

³⁷ Garabiol, F. (2017). La gestion du risque de liquidité dans les institutions financières. Paris, France : Éditions Eska. P.121

³⁸ Lassalle, L. (2019). Gestion de trésorerie et de la liquidité. Paris, France : Éditions Pearson. P.22

maintien de relations solides avec les institutions financières pour un accès rapide au financement en cas de besoin.³⁹

2.3. Risque opérationnel

Le risque opérationnel constitue un autre aspect critique du financement du cycle d'exploitation pour les entreprises. Ce type de risque englobe les pertes potentielles résultant de déficiences ou de défaillances dans les processus internes, les systèmes informatiques, le personnel, ou encore les événements externes tels que les catastrophes naturelles ou les fraudes.

Pour les entreprises, le risque opérationnel peut se matérialiser sous différentes formes, notamment les erreurs humaines, les pannes techniques, les cyberattaques, les litiges juridiques, ou encore les interruptions de la chaîne d'approvisionnement. Ces incidents peuvent entraîner des perturbations dans les activités opérationnelles, des coûts supplémentaires, des pertes financières, voire une atteinte à la réputation de l'entreprise.⁴⁰

Les institutions financières sont également confrontées à des risques opérationnels, étant donné la complexité de leurs opérations et la nature sensible des services qu'elles fournissent. Les défaillances dans les systèmes de paiement, les erreurs de traitement des transactions, ou les failles de sécurité informatique peuvent avoir des répercussions importantes sur la stabilité financière et la confiance des clients.⁴¹

Pour gérer efficacement le risque opérationnel, les entreprises et les institutions financières doivent mettre en place des mesures de contrôle internes robustes, des procédures de gestion des risques, des plans de continuité des activités, ainsi que des programmes de formation et de sensibilisation du personnel. De plus, une surveillance régulière des opérations, des audits internes et externes, ainsi qu'une culture d'entreprise axée sur la gestion des risques sont essentiels pour identifier, évaluer et atténuer les risques opérationnels potentiels.⁴²

2.4. Risque de marché

Le risque de marché constitue un autre défi significatif dans le financement du cycle d'exploitation pour les entreprises. Ce type de risque est lié à la volatilité et aux fluctuations des

³⁹ Monnier, J. (2020). Finance d'entreprise : Stratégie, liquidité et création de valeur. Paris, France : Éditions Dunod. P.34

⁴⁰ Amenc, N., & Le Sourd, V. (2018). Gestion des risques. Paris, France : Éditions Economica. P.201

⁴¹ Carlier, G. (2019). Risques opérationnels : Concepts, méthodes et management. Paris, France : Éditions Pearson. P.122

⁴² Dupont, B., & Journet, B. (2020). Gestion des risques opérationnels. Paris, France : Éditions Eyrolles. P.43

marchés financiers, notamment des taux de change, des taux d'intérêt, des prix des matières premières et des actifs financiers.

Pour les entreprises, le risque de marché peut avoir un impact direct sur leurs résultats financiers et leur capacité à planifier et exécuter leurs stratégies commerciales. Par exemple, une augmentation soudaine des taux d'intérêt peut accroître les coûts de financement, tandis qu'une baisse des prix des matières premières peut affecter la rentabilité des produits. De même, les fluctuations des taux de change peuvent influencer les coûts d'importation et d'exportation, ce qui peut compromettre la compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux.⁴³

Les institutions financières sont également exposées au risque de marché en raison de leur exposition aux fluctuations des prix des actifs financiers, des taux d'intérêt et des devises. Les variations soudaines des marchés peuvent affecter la valeur des portefeuilles d'investissement, la solvabilité des contreparties, ainsi que la liquidité des marchés, ce qui peut avoir des répercussions sur la stabilité financière et la rentabilité des institutions.

Pour atténuer le risque de marché, les entreprises et les institutions financières mettent en œuvre diverses stratégies de gestion des risques, telles que l'utilisation d'instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions, la diversification des portefeuilles d'investissement, ou encore la mise en place de politiques de gestion active des risques. De plus, une analyse régulière des risques de marché, ainsi qu'une surveillance continue des conditions économiques et financières, sont essentielles pour anticiper et atténuer les impacts potentiels sur les activités.⁴⁴

2.5. Risque de change

Le risque de change représente un défi majeur pour les entreprises qui opèrent sur les marchés internationaux et qui sont exposées à des fluctuations des taux de change entre différentes devises. Ce risque survient lorsque les variations des taux de change peuvent affecter la rentabilité des transactions commerciales, les coûts d'importation et d'exportation, ainsi que la valeur des actifs et des passifs libellés dans des devises étrangères.⁴⁵

Pour les entreprises exportatrices, une appréciation de leur monnaie nationale par rapport aux devises étrangères peut réduire leur compétitivité sur les marchés internationaux en

⁴³ Jorion, P. (2019). *Gestion des risques financiers*. Paris, France : Éditions Pearson. P.90

⁴⁴ Laurent, J. P. (2020). *Analyse de la valeur en finance et en gestion des risques*. Paris, France : Éditions Economica. P. 100

⁴⁵ Allais, M., & Chavagneux, C. (2017). *Gestion du risque de change*. Paris, France : Éditions Eyrolles. P.22

rendant leurs produits plus chers pour les acheteurs étrangers. À l'inverse, une dépréciation de la monnaie nationale peut augmenter les coûts d'importation des matières premières et des biens intermédiaires, ce qui peut affecter la rentabilité des entreprises qui dépendent de ces approvisionnements. Les institutions financières sont également exposées au risque de change en raison de leurs activités sur les marchés des changes, où elles facilitent les opérations de change pour leurs clients ou gèrent des portefeuilles de devises. Les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact sur la valeur des actifs et des passifs en devises étrangères, ainsi que sur les positions de change des institutions.⁴⁶

Pour gérer le risque de change, les entreprises et les institutions financières mettent en œuvre diverses stratégies de couverture, telles que l'utilisation de contrats à terme, d'options de change, ou encore de swaps de devises pour protéger contre les fluctuations des taux de change défavorables. De plus, une analyse rigoureuse des expositions au risque de change, ainsi qu'une surveillance continue des marchés des changes et des politiques monétaires, sont essentielles pour gérer efficacement ce type de risque.⁴⁷

3. Impact sur la gestion financière

L'impact du financement du cycle d'exploitation sur la gestion financière des entreprises est considérable et influence plusieurs aspects clés de leur fonctionnement. La gestion financière englobe la planification, l'organisation, la direction et le contrôle des ressources financières de l'entreprise pour atteindre ses objectifs financiers et opérationnels.

3.1. Impact sur la structure du bilan financier de l'entreprise.

Les décisions de financement, telles que l'utilisation de dettes à court terme ou à long terme, ainsi que l'équilibre entre les passifs courants et non courants, ont un impact sur la solvabilité, la liquidité et la rentabilité de l'entreprise. Une gestion prudente du financement du cycle d'exploitation est essentielle pour maintenir un bilan équilibré et optimiser la structure financière de l'entreprise.

⁴⁶ Batsch, L. (2019). Finance internationale : Gestion des risques de change et de taux. Paris, France : Éditions Pearson. P.43

⁴⁷ Sander, P. (2020). Hedging with currency futures : Managing financial risks in currency markets. Paris, France : Éditions Routledge. P. 204

3.2. Impact sur les flux de trésorerie de l'entreprise.

Les décisions de financement affectent les flux de trésorerie entrants et sortants, ainsi que la disponibilité des liquidités pour financer les opérations courantes, les investissements en capitaux et le remboursement des dettes. Une gestion efficace des flux de trésorerie est cruciale pour assurer la stabilité financière et la croissance de l'entreprise.⁴⁸

3.3. Impact sur les décisions d'investissement de l'entreprise.

Les ressources financières disponibles déterminent la capacité de l'entreprise à investir dans de nouveaux projets, de nouveaux équipements ou de nouvelles technologies, ainsi que dans la recherche et le développement. Une gestion judicieuse du financement du cycle d'exploitation permet à l'entreprise d'optimiser ses investissements et de générer des rendements durables à long terme.⁴⁹

3.4. Impact sur la rentabilité et la performance financière globale de l'entreprise.

Une gestion efficace du financement permet de réduire les coûts de financement, d'améliorer la rentabilité des opérations, et d'optimiser le rendement des capitaux investis. Une gestion financière proactive et stratégique contribue à renforcer la compétitivité de l'entreprise, à maximiser la création de valeur pour les actionnaires et à assurer sa pérennité sur le marché.⁵⁰

4. Perspectives d'évolution

Les perspectives d'évolution du financement du cycle d'exploitation ouvrent la voie à de nouvelles approches et pratiques qui façonnent l'avenir des entreprises et des institutions financières. Cette section examine les tendances émergentes et les développements anticipés dans le domaine du financement bancaire du cycle d'exploitation, mettant en lumière les changements structurels et les opportunités émergentes.

4.1. Digitalisation et innovation technologique

La digitalisation transforme rapidement le paysage financier, offrant des solutions innovantes pour le financement du cycle d'exploitation. Les plateformes de financement participatif, les technologies de chaîne de blocs (blockchain) et les outils d'intelligence

⁴⁸ Damodaran, A. (2019). Finance d'entreprise : Théorie et pratique. Paris, France : Éditions Pearson. P.45

⁴⁹ Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2017). Principes de gestion financière. Paris, France : Éditions McGraw-Hill. P.117

⁵⁰ Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., & Le Fur, Y. (2020). Finance d'entreprise. Paris, France : Éditions Dalloz. P. 120

artificielle révolutionnent les processus traditionnels de prêt et de gestion de trésorerie, offrant des possibilités d'optimisation et de personnalisation des services financiers.

4.2. Expansion des partenariats stratégiques

Les partenariats entre les banques, les fintechs, les entreprises technologiques et les entreprises traditionnelles se multiplient, créant des écosystèmes financiers dynamiques. Ces alliances stratégiques permettent de combiner les forces et les expertises de différents acteurs pour proposer des solutions de financement du cycle d'exploitation plus efficaces et adaptées aux besoins des entreprises.⁵¹

4.3. Durabilité et responsabilité sociale

La durabilité et la responsabilité sociale deviennent des préoccupations majeures dans le domaine financier, incitant les entreprises et les institutions financières à intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs décisions de financement. Le financement du cycle d'exploitation peut jouer un rôle crucial dans la promotion de pratiques commerciales durables et responsables.

4.4. Adaptation aux nouveaux modèles économiques

L'émergence de nouveaux modèles économiques, tels que l'économie circulaire, l'économie de plateforme et l'économie collaborative, nécessite des approches de financement innovantes et flexibles. Les entreprises doivent s'adapter à ces changements en repensant leurs stratégies de financement du cycle d'exploitation pour répondre aux besoins d'une économie en constante évolution.⁵²

4.5. Renforcement de la résilience financière

Les crises économiques et les chocs externes soulignent l'importance de renforcer la résilience financière des entreprises. Les institutions financières cherchent à développer des produits et des services de financement du cycle d'exploitation qui aident les entreprises à mieux faire face aux risques et aux incertitudes, en favorisant la stabilité et la pérennité financière à long terme.⁵³

⁵¹ Helfer, J. P., & Pélisse, J. (2018). Innovation et gestion de projets. Paris, France : Éditions Dunod. P.21

⁵² Gourieroux, C., & Jasiak, J. (2019). Finance quantitative avancée. Paris, France : Éditions Economica. P.42

⁵³ Mekki, M., & M'barek, M. (2020). Finance islamique et finance participative. Paris, France : Éditions De Boeck Supérieur.

Conclusion

Le financement bancaire joue un rôle crucial dans le cycle d'exploitation des entreprises, en fournissant les ressources financières nécessaires pour soutenir leurs activités opérationnelles. Tout au long de ce chapitre, nous avons exploré les différents aspects du financement bancaire du cycle d'exploitation, en mettant en lumière ses mécanismes, ses modalités et ses enjeux.

Nous avons d'abord examiné le cycle d'exploitation dans son ensemble, en identifiant ses phases et ses composants essentiels. Ensuite, nous avons analysé en détail le rôle spécifique du financement bancaire dans le soutien de ce cycle, en mettant en avant ses mécanismes de fonctionnement, ses avantages et ses limites. Enfin, nous avons examiné les enjeux et les défis auxquels les entreprises sont confrontées dans le cadre du financement de leur cycle d'exploitation, en soulignant les contraintes réglementaires, les risques associés et l'impact sur leur gestion financière.

En comprenant ces aspects cruciaux du financement bancaire du cycle d'exploitation, les entreprises peuvent prendre des décisions financières éclairées pour optimiser leur gestion de trésorerie, atténuer les risques et saisir les opportunités de croissance. À mesure que les entreprises évoluent dans un environnement économique en mutation constante, le financement bancaire continuera à jouer un rôle central dans leur succès et leur résilience à long terme.

Chapitre 2

Les modalités de financement bancaire du cycle d'exploitation

Introduction

Le deuxième chapitre se penche sur les modalités de financement bancaire du cycle d'exploitation, un pilier essentiel pour la viabilité financière des entreprises. En explorant les différentes facettes du financement bancaire, ce chapitre offre un aperçu détaillé des produits et services disponibles, du processus de traitement des demandes de crédit, ainsi que des conditions et garanties requises pour obtenir un financement. Par le biais d'une analyse approfondie, les lecteurs pourront acquérir une compréhension approfondie des mécanismes sous-jacents qui façonnent le financement bancaire du cycle d'exploitation, et ainsi mieux évaluer les options disponibles pour répondre aux besoins de trésorerie de leur entreprise.

Section 01 : Les différents produits bancaires destinés au financement de l'exploitation

Les banques proposent une gamme diversifiée de produits et de services destinés à répondre aux besoins de financement du cycle d'exploitation des entreprises. Ces produits sont conçus pour fournir des solutions flexibles et adaptées aux différentes phases du cycle d'exploitation. Parmi les principaux produits bancaires destinés au financement de l'exploitation, on trouve :

1. Les crédits par caisse

On appelle crédits par caisse les crédits accordés par une banque autorisant un client à rendre son compte débiteur.⁵⁴

1.1. Les crédits globaux (en blanc)

Ce sont des crédits qui, à titre exceptionnel, ne sont pas assorti d'une garantie.

1.1.1. Découvert bancaire

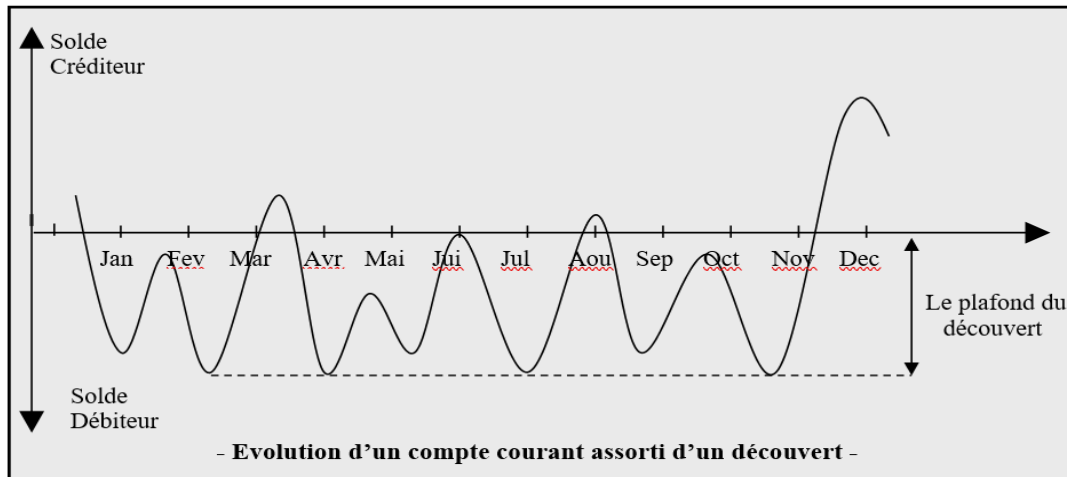
Montant d'une dépense qui excède les disponibilités du débiteur. C'est l'opération de crédit par laquelle une banque autorise son client à prélever sur son compte des fonds pour un montant supérieur à ces disponibilités propres, pour un temps, et moyennant un taux déterminé d'avance.⁵⁵

C'est un crédit à court terme qui répond à un besoin de trésorerie de courte durée généralement une année. D'une façon générale, le total des crédits à court terme ne doit pas dépasser 3 mois du chiffre d'affaires. Les règles prudentielles limitent le niveau du découvert à 15 jours du chiffre d'affaires. La durée du découvert est généralement inférieure à une année, elle peut aller jusqu'à 18 mois pour certaines activités.

Le graphique suivant représente l'évolution d'un compte courant assorti d'un découvert (classique) sur une durée d'une année :

⁵⁴ MONNIER, P., & MAHIER-LEFRANCOIS, S. (2008). Les techniques bancaires en 52 fiches. Paris: Dunod. P. 286

⁵⁵ CHEHRIT, K. (2003). Techniques et pratiques bancaires financières et boursières. Alger : Grand Alger Livres. P. 154

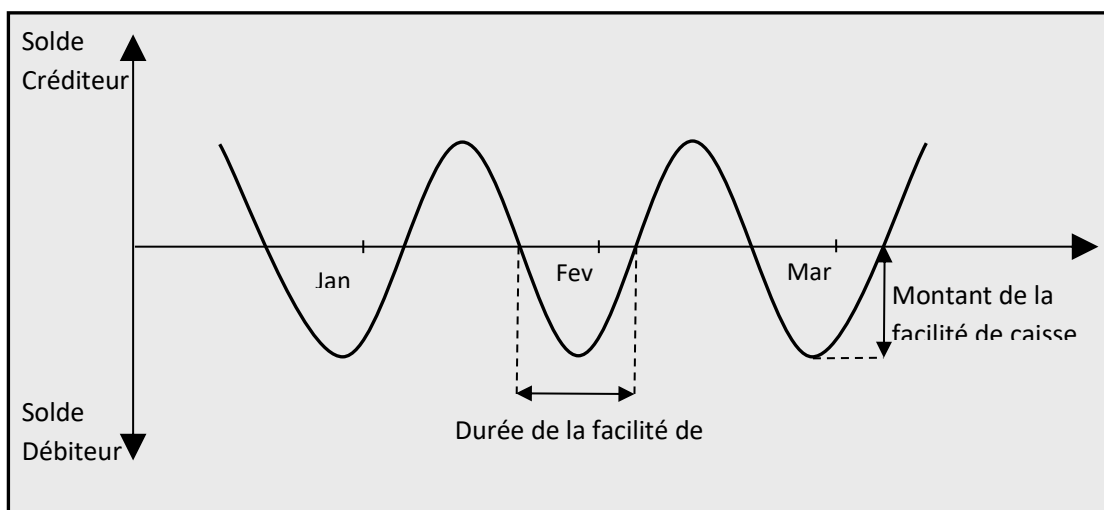


Source : élaboré par nos soins

1.1.2. Facilité de caisse

Permettent à un client de couvrir les besoins de trésorerie périodiques, telles les paies ou les échéances d'effet de commerce. Elles doivent être couvertes dans un délai de quelques jours. Leur montant ne peut donc pas dépasser celui des encaissements qui doivent avoir lieu dans un avenir très proche. Elle a pour objet de pallier mensuellement au décalage de courte durée entre les recettes et les dépenses. L'entreprise sollicite une facilité de caisse de sa banque lorsqu'elle doit faire face à des dépenses et que les recettes seront encaissées quelques jours plus tard. Le crédit consenti est remboursé par les recettes attendues. Le compte du client évolue tantôt en position créditrice et doit enregistrer obligatoirement chaque mois une position créditrice.

Le graphique suivant représente l'évolution d'un compte courant assorti d'une facilité de Caisse :



Source : élaboré par nos soins

1.1.3. Crédit de campagne

Crédit consenti par la banque pour permettre à l'entreprise de faire face à des besoins de trésorerie résultant de son activité saisonnière. Valable surtout dans l'agriculture et l'élevage.⁵⁶ Permettent les approvisionnements saisonniers, suivi de transformation et de vente pendant toute l'année (fabrication de conserve...)⁵⁷

Ils existent deux types d'activités saisonnières :

- L'entreprise doit acheter un grand stock sur une courte période et vend le produit fini durant toute l'année. Cette activité engendre des dépenses massives pour des rentrées étalées sur une longue période ;
- L'entreprise qui fabrique pendant plusieurs mois des articles et qu'elle vend sur une courte période (vêtements de saison, articles scolaires, parapluie...)

1.1.4. Crédit relai

Le crédit-relais est un prêt à court terme pour l'achat d'un bien immobilier. Il correspond à une avance sur la vente d'un bien immobilier qui va permettre d'obtenir des liquidités afin de pouvoir financer la nouvelle acquisition.⁵⁸

Ce prêt permet de financer l'achat d'un bien en attendant la vente d'un autre bien. La banque va avancer sous la forme du prêt relais la somme correspondante (en général entre 70 et 80 % du prix de vente du bien). Le prix est validé par une estimation d'un notaire et/ou d'une ou plusieurs agences immobilières.

Le prêt est en général de courte durée (entre 6 et 24 mois). La banque ne financera qu'une quotité (entre 50 et 80 %) de la valeur du bien à vendre. Le pourcentage s'appliquera sur le montant du bien vendu déduction faite des éventuels encours de crédit. Cette valeur devra avoir été confirmée par une estimation d'agence immobilière ou/et d'un notaire. Enfin, le prêt pourra s'accommoder soit d'une franchise totale (l'emprunteur n'a alors que le montant de l'assurance à payer), soit d'une franchise partielle (l'emprunteur paie l'assurance et les intérêts).

⁵⁶ CHEHRIT, K. Op.Cit. P. 150

⁵⁷ DEKEUWER-DEFOSSEZ, F. (1995). Droit bancaire. Paris: Dalloz. P.144

⁵⁸ BEGUIN, J. M., & BERNARD, A. (2008). L'essentiel des techniques bancaires. Paris: Eyrolles Edition d'Organisation. P. 212

Dans tous les cas de figure, le solde du prêt est remboursé *in fine*, c'est-à-dire au moment où la vente du bien est réalisée.⁵⁹

1.2. Les crédits spécifiques

On les appelle crédits spécifiques parce qu'ils financent un besoin spécifique de trésorerie, soit les stocks ou le poste créances.

1.2.1. L'escompte commercial

L'escompte est une opération qui consiste pour le banquier à racheter à une entreprise les effets de commerce dont elle est porteuse (bénéficiaire final) avant l'échéance et ce moyennant le paiement d'agios, le cédant restant garant du paiement. L'escompte fait donc intervenir trois parties : l'entreprise bénéficiaire de l'escompte, appelée le cédant, le débiteur de l'effet, appelé le cédé et le banquier qui est, lui, le cessionnaire. Pratiquement, le cédant va remettre l'effet à sa banque soit en l'endossant si le nom du bénéficiaire est déjà indiqué, soit en portant comme bénéficiaire le banquier.⁶⁰

1.2.2. Avance sur marchandise

Elle consiste à financer un stock et à appréhender, en contrepartie de ce financement, des marchandises qui sont remises en gage au créancier, on l'appelle aussi l'escompte du warrant, l'entreprise ayant déposé des marchandises dans un magasin général reçoit en contrepartie un récépissé warrant.⁶¹

1.2.3. Avance sur stock

Ce crédit permet de financer une partie des stocks des matières premières ou produits finis de l'entreprise dans l'attente de leur transformation ou leur vente.

1.2.4. Avance sur attestation de travaux

Dans le cadre de la réalisation de marché public, le titulaire de marché peut solliciter de sa banque un financement avant l'exécution du marché ou bien même pendant la réalisation.

⁵⁹ MONNIER, P., & MAHIER-LEFRANCOIS, S. (2010). Op.Cit. P. 223

⁶⁰ BERNET-ROLLANDE, L. (2008). Principe de technique bancaire (éd. 25). Paris: Dunod. P. 292

⁶¹ CHEHRIT, K. Op.Cit. P. 138

1.2.5. Le factoring (affacturage)

La technique de l'affacturage ou de factoring consiste en un transfert de créances commerciales de leur titulaire à une société d'affacturage (le factor) qui se charge d'en opérer le recouvrement et qui en garantit la bonne fin, même en cas de défaillance du débiteur. Le factor peut régler par anticipation tout ou partie du montant des créances transférées.⁶²

2. Les crédits par signature

Si le plus souvent la banque aide l'entreprise en mettant à sa disposition des fonds sous forme de crédits de trésorerie, elle peut aussi lui apporter son concours sous forme d'engagements que l'on appelle des crédits par signature.⁶³ L'organisme bancaire ne procure pas les fonds, mais s'engage à rembourser celui qui les avance au cas où le débiteur ne le ferait pas : c'est le mécanisme des cautions bancaires, des avals...⁶⁴

2.1. Les cautions douanières

La perception des droits de douane afférents à des marchandises importées peut être différée (ou même supprimée dans le cas de marchandises destinées à la réexportation) si l'importateur fournit une caution bancaire. Elles se composent de caution d'enlèvement et caution d'admission temporaire :

2.1.1. Caution d'enlèvement

Il s'agit de la possibilité pour un importateur d'enlever des marchandises sans avoir à attendre la liquidation (calcul) des droits de douane à condition de fournir une caution bancaire.⁶⁵

2.1.2. Caution d'admission temporaire

Dans le cas d'importation de marchandises ou de matériels destinés à être réexporter après transformation ou utilisation, l'importateur doit fournir une caution bancaire appelée caution d'admission temporaire pour bénéficier de l'affranchissement des droits de douanes.

⁶² BEGUIN, J. M., & BERNARD, A. CHEHRIT, K. Op.Cit. P. 260

⁶³ MONNIER, P., & MAHIER-LEFRANCOIS, S. (2008). Op.Cit. P. 308

⁶⁴ DEKEUWER-DEFOSSEZ, F. Op.Cit. P. 70

⁶⁵ MONNIER, P., & MAHIER-LEFRANCOIS, S. (2008). Op.Cit. P. 310

2.2. Les cautions administratives

Ces cautions contiennent les cautions de soumission, les cautions de bonne exécution et les cautions de retenue de garantie.

2.2.1. Cautions de soumission

Elle est délivrée au moment de l'adjudication par les banques au client pour lui permettre d'être admis à la soumission.

2.2.2. Cautions d'adjudication et de bonne exécution (de bonne fin)

Si une entreprise veut participer à des chantiers de travaux commandés par l'État ou les collectivités locales (régions, départements, communes) elle devra apporter des garanties dont la plus importante est la caution d'adjudication et de bonne fin. Cette caution signifie que d'une part (adjudication) le banquier garantit le sérieux de l'entreprise adjudicataire et d'autre part (bonne fin) qu'elle est à même de mener dans de bonnes conditions le chantier à sa fin. Cette caution évite à l'entreprise de déposer des fonds en garantie lorsqu'elle se portera candidate à l'adjudication.⁶⁶

2.2.3. Cautions de retenue de garantie

Dans le cadre de marchés publics ou privés, nationaux ou étrangers. Le maître de l'ouvrage peut différer le paiement intégral des sommes dues dans l'attente de la réception définitive.⁶⁷

2.3. Les cautions fiscales

Les cautionnements bancaires sont prévus par diverses dispositions de droit fiscal. Celle qui s'applique le plus souvent concerne la T.V.A. Les commerçants qui consentent des délais de paiement à leurs clients peuvent n'acquitter la T.V.A qu'avec un certain retard (jusqu'à 4 mois) ; à condition de souscrire des obligations cautionnées par un établissement bancaire. Il existe aussi des cautions bancaires pour les impositions contestées, ou en matière d'enregistrement.⁶⁸

⁶⁶ BERNET-ROLLANDE, L. (2008). Op.Cit. P. 310

⁶⁷ Ibid. P. 311

⁶⁸ DEKEUWER-DEFOSSEZ, F. Op.Cit.

2.3.1. Caution pour impôt contestées

Elle permet à un redevable d'impôt de surseoir à leur paiement jusqu'à décision définitive de l'administration fiscale mais contre la remise d'une caution bancaire. La banque se porte garant de son client à hauteur du montant de l'impôt contesté dans l'attente d'une décision définitive. Le contribuable qui conteste des impôts ou des taxes doit les régler ou fournir des garanties. La banque peut alors se porter caution avec les risques de ne pouvoir être toujours subrogée dans les droits du Trésor.⁶⁹

2.3.2. Obligation cautionnée fiscale

L'obligation cautionnée est un billet à ordre au bénéfice du Trésor public avalisé par une banque. L'obligation cautionnée permet aussi de payer les droits auprès des contributions indirectes. La banque peut délivrer une caution pour le paiement de la TVA, des droits dus sur les boissons, des droits d'enregistrement et des impôts.⁷⁰

2.4. Les avals

Acte par lequel un tiers, distinct du tiré, du tireur et des endosseurs, garantit le paiement à l'échéance d'un effet de commerce.⁷¹ Pour faciliter à son client soit la livraison de marchandises soit l'octroi de crédit par un confrère, le banquier peut accepter (ou avaliser) un effet de commerce tiré par son client en s'engageant de ce fait à payer à l'échéance. À cette date, le client assurera à son banquier la couverture de l'effet par la somme prévue, ce dernier n'ayant pas en principe de décaissement à effectuer.⁷²

2.5. Les crédits documentaires

Le crédit documentaire est utilisé dans le monde entier comme instrument de paiement dans les opérations de commerce international, pour garantir le bon déroulement des échanges et de résoudre tout conflit d'intérêt entre l'acheteur et le vendeur ; or, le crédit documentaire est une technique de paiement née spontanément des besoins de la pratique, il est régi tant dans son principe que dans son fonctionnement opérationnel par les usages de commerce international, auxquels les parties concernées décident de se soumettre sans intervention des différentes législations internationales.⁷³

⁶⁹ BERNET-ROLLANDE, L. (2008). Op.Cit. P. 310

⁷⁰ BEGUIN, J. M., & BERNARD, A. Op.Cit. P. 257

⁷¹ CHEHRIT, K. Op.Cit. P. 137

⁷² BERNET-ROLLANDE, L. (2008). Op.Cit. P. 311

⁷³ BENOIT, F., & ANDRE, P. (2010). Le crédit documentaire. Paris: Vuibert. P. 216

Section 02 : Le processus de traitement des demandes de crédit d'exploitation

Le processus de traitement des demandes de crédit d'exploitation est une étape cruciale dans le financement bancaire des entreprises. Il implique plusieurs étapes, depuis la constitution du dossier de crédit jusqu'à la décision finale de la banque.

1. La constitution du dossier de crédit d'exploitation

La constitution du dossier de crédit d'exploitation constitue la première étape cruciale dans le processus de demande de financement auprès des banques. Cette étape implique la préparation et la soumission d'un dossier complet et cohérent, qui permettra à la banque d'évaluer la demande de crédit de manière approfondie.

1.1. La demande de crédit auprès de la banque

La prise de contact est une étape qui mérite toutes les attentions pour l'établissement de crédit. C'est à partir de ce moment que le crédit a des possibilités d'être refusé ou de faire l'objet d'une étude approfondie. Cette entrée en relation est réalisée soit par un conseiller de clientèle particulier ou professionnel en fonction du demandeur. De façon générale cette étape reste assez similaire entre les banques, puisqu'elles s'appuient sur les mêmes bases de réflexion étant donné qu'il n'y pas encore d'analyse pour examiner les dossiers de prêt.⁷⁴

Il faut comprendre qu'une banque ne peut pas accepter toutes les demandes de crédit qui lui sont proposées. Certains prêts peuvent ne pas être assez rentables ou présenter des risques trop importants pour la banque. L'établissement de crédit a parfaitement le droit de refuser une demande de crédit sans avoir besoin de justifier de façon exhaustive sa décision. Dès qu'un client devient fiché à la Banque, l'établissement de crédit est rarement favorable pour une entrée en relation. En effet si le demandeur de prêt a déjà connu des incidents bancaires, l'attention de la banque augmente car il est possible que de nouveaux aléas puissent voir le jour avec cette personne⁷⁵.

⁷⁴ SUBLET R., « La gestion du risque de crédit bancaire sur les portefeuilles professionnels et particuliers », Bachelor of Business, école de commerce de Lyon, 2015/2016, p.44.

⁷⁵ Ibid, p.44.

Dans un premier temps il faut définir dans quelle catégorie se classe le demandeur de crédit. S'agit-il d'un client qui possède déjà des services dans la banque ou s'agit-il d'un prospect qui n'avait jusqu'à présent aucune relation avec l'établissement⁷⁶?

S'il s'agit d'un prospect, il va faire l'objet d'une étude approfondie. La banque devra analyser en détail l'objet de sa demande car elle n'a aucune connaissance de cette personne. L'analyse se porte sur trois facteurs essentiels, la situation familiale, professionnelle et patrimoniale. Le demandeur justifiera pourquoi il a choisi cette banque plutôt qu'une autre, tout en apportant des arguments cohérents par rapport à son projet pour rassurer le banquier et que sa demande donne une suite favorable.

S'il s'agit d'un client, son dossier va aussi être analysé avec précision. La banque aura déjà une connaissance du demandeur compte tenu de sa relation bancaire.

Cela permet d'avoir un premier point de vue sur le client et de présager s'il s'agit d'un bon client. Le demandeur devra si nécessaire actualiser les informations que possède la banque et fournir toutes données complémentaires sur son projet de l'établissement de crédit.

Dans un second temps, le demandeur de crédit va être classé dans la catégorie de la clientèle particulière ou professionnelle pour être ensuite dirigé vers le conseiller le plus adapté à la demande. La banque va collecter le plus d'informations possible sur le prospect ou compléter les données de son client afin d'avoir une vision la plus complète sur le dossier de prêt et éviter les confusions

1.2. Liste de documents constitutifs du dossier de crédit d'exploitation

La création de dossier de crédit d'exploitation réclame plusieurs pièces justificatives, A ce titre il y a lieu de citer :

1.2.1. Les documents juridiques et administratifs

L'analyse de certains documents administratifs apporte des informations sur l'entreprise client. Ils comprennent :

- Copie certifiée conforme du registre de commerce ;
- Certificat de qualification pour les entreprises de BTPH ;
- Acte de propriété ou bail de location ;

⁷⁶ Ibid, p.45.

- RC / Agrément pour les activités nécessitant un agrément ;
- Statuts (Initiaux + modificatifs) ;
- Rapport du commissaire aux comptes des 03 dernières années.

1.2.2. Les documents comptables et financiers

Au titre de chaque exercice social, les entreprises doivent établir et conserver un certain nombre de documents comptables et financiers. Ils comprennent :

- Situation comptable récente ;
- Le bilan d'ouverture, les prévisions de clôture de l'exercice à financer et le bilan prévisionnel de l'exercice suivant pour les entreprises en démarrage ;
- Bilan prévisionnel (1 an) ;
- Plan de trésorerie prévisionnel - Mensuel ;

1.2.3. Les documents économiques

Les documents économiques exigés par la banque se présentent comme suit :

- Le plan de production annuel ou pluriannuel ;
- Situation des engagements auprès des confrères, établie et signée par le client +
- Relevé de compte bancaire des 12 derniers mois ;
- Fiche de renseignements confidentiels pour les cautions, paraphée et signée par le client.

1.2.4. Les documents commerciaux

Ils comprennent :

- Programme d'importation prévisionnel - Mensuel (quel que soit le mode de règlement des opérations d'importations) ;
- Carnet de commandes de la clientèle.

1.2.5. Les documents fiscaux et parafiscaux

Les principaux documents fiscaux et parafiscaux sont :

- Carte d'immatriculation fiscale ;
- Extraits de rôle apurés de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de mise à jour Caisse d'Assurance Sociale pour les Non-salariés

- (CASNOS) de moins de trois (03) mois ou notification de rééchelonnements des dettes sociales ;
- Attestation de mise à jour Caisse Nationale d'Assurance Salariés (CNAS) ;
- attestation CACOBATH moins de 3 mois.

L'entrée en relation d'une entreprise passe d'abord par une évaluation de l'emprunteur au niveau particulier avec son revenu et son patrimoine. On remarque que le risque est accentué pour les entreprises en création car le conseiller va devoir évaluer les compétences des dirigeants pour être assuré de la stabilité financière de l'organisation.

De plus les banques restent très attentives sur le secteur d'activité de l'entreprise car certains domaines génèrent des risques importants. Les établissements de crédit appliquent une surveillance précise avec une vigilance renforcée tout en effectuant une plus grande sélectivité sur ce type de dossier en raison d'une plus forte proportion de risque.⁷⁷

2. L'identification du demandeur de crédit et son environnement

Effectivement, l'identification de l'entreprise demanderesse de crédit revêt une importance capitale dans le processus d'octroi ou de refus du crédit.

2.1. Identification de l'entreprise en tant qu'entité juridique

Le banquier doit d'abord s'assurer que l'entreprise est dûment enregistrée et qu'elle opère légalement dans le cadre des lois et des réglementations en vigueur. Cela implique de vérifier les documents juridiques de l'entreprise, tels que ses statuts, son immatriculation, etc.

2.2. Identification de l'entreprise en tant qu'entité économique

Outre son statut juridique, l'entreprise doit être évaluée sur le plan économique. Le banquier analyse ses activités, son secteur d'activité, sa taille, sa structure financière, son historique de performance, etc. Cette évaluation permet de comprendre la nature des activités de l'entreprise et son impact sur sa capacité à rembourser le crédit demandé.

2.3. Situation de l'entreprise dans son environnement

L'entreprise ne fonctionne pas dans un vide, mais plutôt dans un environnement économique, social et réglementaire. Le banquier doit donc examiner comment l'entreprise

⁷⁷ Lemarchand, Y., & Tacheau, O. (2015). L'entreprise en difficulté: Guide pratique du redressement et de la liquidation judiciaires. Editions Larcier. P.221

s'insère dans son contexte environnemental. Cela inclut l'analyse de son marché, de ses concurrents, de ses fournisseurs, ainsi que des tendances économiques et sectorielles qui pourraient influencer sa performance financière.

2.4. Analyse de l'historique de l'entreprise

L'examen de l'historique de l'entreprise permet de comprendre sa trajectoire passée en termes de croissance, de rentabilité, de solvabilité, etc. Cela fournit des indications précieuses sur sa capacité à gérer ses finances et à honorer ses engagements financiers à l'avenir.

En somme, l'identification précise de l'entreprise demanderesse de crédit et de son environnement est essentielle pour que le banquier puisse évaluer de manière adéquate les risques associés à l'octroi du crédit et prendre une décision éclairée.⁷⁸

3. L'entreprise et son environnement

Loin de sa fonction principale et essentielle qui est la production de biens et des services, l'entreprise doit être vue comme une organisation complexe, créée et animée par des hommes, ouverte sur son environnement et qui est en interaction perpétuelle avec lui. Pour cet effet, le milieu dans lequel évolue cette entreprise a un impact certain sur son activité et ses capacités futures de survie en milieu concurrentiel.

Par conséquent, le banquier doit analyser cette dernière dans toute sa diversité afin de mieux cerner le risque inhérent au crédit tout en s'appuyant sur les points suivants⁷⁹ :

3.1. Environnement économique et social

L'économie et la société dans lesquelles l'entreprise opère ont un impact direct sur ses activités et sa performance financière. Le banquier doit évaluer les tendances macroéconomiques, telles que la croissance économique, l'inflation, le taux de chômage, ainsi que les facteurs sociaux qui pourraient influencer la demande de ses produits ou services.

⁷⁸ Labro, E., & Llerena, P. (2019). Les banques coopératives face aux défis de la transition énergétique. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 26.

⁷⁹MERAD Y T., MENSOURI C., « Les Opérations De Crédit Bancaires Cas d'un crédit d'exploitation BEA Tizi-Ouzou », Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales Option : Finance, UMMTO, 2014/2015, p.87.

3.2. Le marché de l'entreprise

Comprendre le marché dans lequel l'entreprise évolue est essentiel pour évaluer son potentiel de croissance et de rentabilité. Le banquier analyse la taille du marché, la concurrence, les tendances du secteur, ainsi que les opportunités et les menaces potentielles pour l'entreprise.

3.3. Les partenaires et les concurrents

Les relations de l'entreprise avec ses partenaires commerciaux, ses fournisseurs, ses clients et ses concurrents jouent un rôle crucial dans sa réussite. Le banquier examine la solidité des relations de l'entreprise avec ces parties prenantes, ainsi que la dynamique concurrentielle de son secteur.

3.4. Les perspectives de développement

Enfin, le banquier évalue les perspectives de croissance et de développement de l'entreprise dans son environnement actuel. Cela implique d'analyser sa stratégie commerciale, ses plans d'expansion, ses innovations potentielles, ainsi que les risques et les opportunités qui pourraient influencer sa trajectoire future.

En intégrant ces différents éléments dans son analyse, le banquier peut obtenir une vision holistique de l'entreprise et de son environnement, ce qui lui permet de mieux évaluer les risques associés au crédit et de prendre des décisions éclairées.⁸⁰

4. L'étude du dossier de crédit

Après avoir identifié le client et l'environnement dans lequel il évolue, le banquier procède à la prochaine étape qu'est : l'analyse et le diagnostic financier d'une entreprise.

L'analyste de crédit va étudier le dossier de prêt pour évaluer le niveau de risque, pour mener son analyse et vérifier la faisabilité d'un projet.

L'étude du dossier de prêt a évolué au fil des années. Dans un premier temps l'analyse unique des données financières permettait de supposer la défaillance de l'emprunteur⁸¹.

⁸⁰ Besson, M., & Quélin, B. (2016). *Stratégie: Modèles d'analyse en sciences de gestion*. Pearson France.

⁸¹ LIBBY R., « Accounting Ratios and the Prediction of Failure: Some Behavioral Evidence », *Journal of Accounting Research*, vol. 15, n° 1, printemps 1975, pp.150-161.

Des études plus poussées mettent en évidence que la base financière apporte un premier point de vue au banquier, et que les autres informations viennent confirmer sa vision⁸².

Enfin des recherches montrent que l'environnement est très complexe pour arriver à recueillir des informations fiables et utiles pour connaître parfaitement le client⁸³.

4.1. L'analyse commerciale

Dans son ouvrage MANCHON⁸⁴ précise que le banquier peut obtenir des informations de son client de diverses manières. Les principales sources étant les données financières ainsi que les informations collectées durant les entretiens avec le client. A partir des données du client, le banquier peut avoir une première impression sur la crédibilité et la confiance de ce demandeur d'emprunt. Il ne s'agit que d'un point de vue mais cela peut rendre un dossier de prêt plus favorable. Il peut arriver que cette opinion générale ne reflète pas la qualité de la relation mais le banquier peut rapidement revoir son jugement.

4.2. L'analyse financière

Au sein du groupe Société Générale, le personnel dans les agences ne dispose pas d'un pouvoir de décision pour accorder les crédits. Chaque dossier est envoyé vers la filière du risque pour être étudié en profondeur. Les chargés de clientèle constituent les bases du crédit en collectant les documents et les informations nécessaires pour que la filière du risque les traite par la suite. C'est sur l'expertise de ce service spécialisé dans les crédits que le dossier de prêt peut être accepté ou non.

Les analystes de crédit vont se pencher sur la situation financière et la solvabilité de l'emprunteur pour juger de la faisabilité du projet. Le but est de mettre en évidence les principales sources de risques et de voir les garanties qui peuvent être prises pour atténuer les menaces.

Avant de présenter les différentes étapes qui composent l'analyse financière, nous avons jugé important de commencer par la définir ; et cela comme suit :

⁸² DANOS P., HOLT D.L., IMHOFF E.A. Jr., « The Use of Accounting Information in Bank Lending Decision », *Accounting, Organizations and Society*, vol. 14, n° 3, 1989, pp. 235-246.

⁸³ SCHRODER H.M., DRIVER M.J. et STREUFERT S., « Human Information Processing », New York : Holt, Rinehart and Winston, 1967, cite par : SUBLET R., « La gestion du risque de crédit bancaire sur les portefeuilles professionnels et particuliers », *Bachelor of Business*, école de commerce de Lyon, 2015/2016, p.48.

⁸⁴ MANCHON E., « Analyse bancaire de l'entreprise », Paris, Economica, 5ème édition (Collection Economica – Institut Technique de Banque, 2001, p.541.

« L'analyse financière constitue un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise, aux risques qui l'affectent, aux niveaux et à la qualité de ses performances »⁸⁵.

L'analyse financière se base donc sur l'analyse de la situation passée d'une entreprise pour lui donner des éléments lui permettant d'améliorer sa situation future. L'objectif principal de cette analyse est de diagnostiquer de prêt la santé financière de l'entreprise à savoir son équilibre financier, ses degrés de solvabilité et de liquidité.

Ainsi, le banquier doit suivre lors de son diagnostic, deux principales étapes qui sont :

- Présentation des bilans financiers et analyse de l'équilibre financier.
- Analyse de la rentabilité de l'entreprise.

4.3. Le processus de décision

A la Société Générale, le personnel au sein des agences commerciales n'est pas habilité à prendre la décision au niveau des crédits. Il doit faire remonter les dossiers de prêts dans sa hiérarchie.

Le groupe Société Générale a un processus décisionnaire très spécifique. Le processus est le suivant :

- Constitution du dossier par un conseiller de clientèle
- Vérification et accord auprès du directeur d'agence
- Vérification par le chef de secteur qui donne un avis favorable ou non sur le dossier
- Contrôle par le service des risques et d'analyse du crédit. Cette étape étudie le crédit seulement à partir des données chiffrées issue de l'emprunteur. Le travail est réalisé par des bases de données qui évaluent le potentiel de remboursement du crédit à partir des informations financières. Si acceptation le crédit est accordé sinon le dossier retourne auprès du chef de secteur.

Le conseiller de clientèle peut alors renégocier le dossier au niveau local avec le directeur des risques. Il pourra mettre en avant les opportunités du projet et la faible probabilité de risque. Cette négociation est moins centrée sur les données financières et prend en compte

⁸⁵ COHEN E., « l'analyse financière », 4ème Edition Economica, Paris 1997, p.7.

toutes variables de réussite ou d'échec du dossier de prêt. Le crédit peut être accordé sinon il est définitivement refusé.

La Société Générale a un système décisionnaire décentralisé au niveau des crédits. Cette organisation permet une délégation du pouvoir de décision afin de détecter au maximum les opportunités ou les menaces avant d'accorder un crédit. Cette procédure donne à l'entreprise une bonne réactivité pour donner une réponse objective à la clientèle sur la décision du prêt.

En cas de demande de crédit avec des montants très importants ou des opérations particulières, la décision est prise par un comité du risque. Il s'agit d'un groupe de personnes ayant des compétences spécifiques afin d'apprécier la complexité de la mise en place d'un prêt. Cette cellule indépendante à la filière du risque traditionnelle vient en support pour aider à prendre une décision la plus favorable pour l'entreprise.

4.4. Le suivi du crédit

Le monitoring ou la surveillance bancaire est défini de la façon suivante par NAKAMURA⁸⁶. « Une activité complexe, qui inclut suivre l'évolution des emprunteurs et de leurs flux de trésorerie, décider de renouveler ou de mettre fin aux crédits, surveiller les garanties liées aux prêts, déclarer le défaut de paiement, gérer la résolution du crédit, prévoir les procédures de faillite, saisir et vendre les sûretés ».

Le suivi d'un client par son compte bancaire révèle une source importante d'informations pour le banquier. A travers les flux relevés sur le compte de l'emprunteur, il est possible de vérifier sa situation et d'avoir une vue d'ensemble sur l'état financier de l'individu. MANCHON⁸⁷ explique que l'ensemble des mouvements réalisés sur le compte donne un indicateur de l'évolution des ressources et des charges de l'emprunteur. Le banquier peut plus facilement apprécier les différents entrées et sorties sur le compte.

MESTER, NAKAMURA et RENAULT⁸⁸ étudient les bases de la surveillance des comptes bancaires. Pour les banques cette surveillance permet de connaître les flux monétaires et d'évaluer le potentiel des clients.

⁸⁶ NAKAMURA L-I., Recent research in commercial banking: information and lending", Financial markets, institutions and instruments, vol 2, n°5, 1993, pp.73-88.

⁸⁷ MANCHON E., Analyse bancaire de l'entreprise, Paris, Economica, 5ème édition, 2001.

⁸⁸ MESTER L-J., NAKAMURA L-I., RENAULT M (1998) « Checking accounts and bank monitoring » Federal reserve bank of Philadelphia, working paper n°98-25, cite par : SUBLET R., « La gestion du risque de credit

Cette analyse ne s'arrête pas là car elle met aussi évidence les dysfonctionnements et les possibles défaillances sur le compte. Un client en difficulté va connaître une dégradation de sa situation bancaire. Le banquier sera immédiatement informé par les dépassements d'autorisation de découverts. Il pourra ainsi s'entretenir avec le client pour connaître les causes et y remédier pour stabiliser la relation bancaire et assurer les engagements en cours.

L'étape du suivi des comptes reste très importante car des emprunteurs peuvent avoir une bonne situation à une période. Toutefois elle peut rapidement se dégrader en raison de problèmes liés à la vie personnelle ou professionnelle du client. Les banques sont donc des acteurs majeurs pour surveiller les emprunteurs et anticiper les situations à risques.

Section 03 : Les conditions bancaires et garanties requises pour le financement du cycle d'exploitation

Dans cette section, nous examinerons les conditions et les garanties généralement requises par les banques pour accorder un financement destiné au cycle d'exploitation des entreprises. Ces conditions et garanties peuvent varier en fonction de divers facteurs tels que la taille de l'entreprise, son secteur d'activité, sa situation financière et le montant du financement demandé. Cependant, il existe des critères et des garanties de base que les banques exigent souvent pour sécuriser leurs prêts.

1. Conditions de crédit

Les conditions de crédit établissent les termes et les modalités selon lesquels les banques accordent un financement aux entreprises pour leur cycle d'exploitation. Ces conditions sont définies en fonction de divers critères, tels que la taille de l'entreprise, sa situation financière, le montant du prêt demandé et les politiques internes de la banque.

1.1. Montant du prêt

Le montant du prêt est un élément crucial dans le processus de financement bancaire du cycle d'exploitation. Il représente la somme d'argent que la banque est prête à mettre à la disposition de l'entreprise pour répondre à ses besoins de trésorerie. Plusieurs facteurs influent sur la détermination du montant du prêt⁸⁹ :

- **Besoin de financement** : La banque évalue les besoins de trésorerie de l'entreprise en analysant ses flux de trésorerie prévisionnels, ses investissements à court terme, ses obligations de paiement et ses besoins opérationnels. Le montant du prêt est ajusté en fonction de ces besoins spécifiques.
- **Capacité de remboursement** : La capacité de l'entreprise à rembourser le prêt est un facteur déterminant dans la fixation du montant du prêt. La banque examine la rentabilité de l'entreprise, sa stabilité financière, ses flux de trésorerie disponibles et ses garanties de remboursement.
- **Risque perçu** : La perception du risque par la banque influence également le montant du prêt. Plus le risque perçu est élevé, plus la banque peut être prudente dans l'octroi du financement et limiter le montant du prêt accordé.

⁸⁹ Freixas, X., & Rochet, J. C. (2008). Microéconomie de l'évolution financière. De Boeck Supérieur. P.87

- **Politiques internes de la banque** : Les politiques internes de la banque, notamment en ce qui concerne l'allocation des ressources et les limites d'exposition au risque, peuvent également influencer le montant du prêt.

Une fois que la banque a évalué ces différents facteurs, elle propose un montant de prêt qui répond aux besoins de l'entreprise tout en tenant compte de sa capacité de remboursement et du niveau de risque acceptable.⁹⁰

1.2. Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt est un élément clé du financement bancaire du cycle d'exploitation, car il détermine le coût du crédit pour l'entreprise emprunteuse.⁹¹

- **Fixation du taux** : Le taux d'intérêt peut être fixe ou variable. Un taux fixe reste constant tout au long de la durée du prêt, offrant ainsi à l'entreprise une prévisibilité des coûts d'emprunt. En revanche, un taux variable fluctue en fonction des conditions du marché financier, ce qui expose l'entreprise à un risque de hausse des taux d'intérêt et à une augmentation des coûts d'emprunt.
- **Détermination du taux** : La banque détermine le taux d'intérêt en fonction de plusieurs facteurs, notamment le niveau général des taux sur le marché financier, le risque perçu lié au prêt, la durée du prêt, la qualité de crédit de l'entreprise emprunteuse et les conditions de concurrence entre les institutions financières.
- **Prime de risque** : Les entreprises jugées plus risquées peuvent se voir attribuer un taux d'intérêt plus élevé pour compenser le risque accru pour la banque prêteuse. Cette prime de risque est généralement basée sur l'évaluation de la solvabilité de l'entreprise, sa situation financière, son historique de crédit et d'autres facteurs pertinents.
- **Effet sur le coût du crédit** : Le taux d'intérêt a un impact direct sur le coût total du crédit pour l'entreprise. Un taux plus bas entraîne des paiements d'intérêts moins élevés, ce qui réduit le coût global du financement. À l'inverse, un taux plus élevé augmente le coût du crédit et peut affecter la rentabilité de l'entreprise.
- **Négociation du taux** : Dans certains cas, l'entreprise peut négocier le taux d'intérêt avec la banque, en fonction de sa situation financière, de sa relation avec la banque et des conditions du marché financier. Une bonne gestion de la relation bancaire et une

⁹⁰ Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., Le Fur, Y., & Salvi, A. (2018). Finance d'entreprise. Dalloz. P.203

⁹¹ Pike, R., & Neale, B. (2009). Corporate finance and investment: Decisions and strategies. Prentice Hall. P.40

présentation solide du projet peuvent influencer favorablement les conditions de financement, y compris le taux d'intérêt.

En conclusion, le taux d'intérêt est un élément essentiel à prendre en compte lors du financement du cycle d'exploitation, car il influence directement le coût du crédit et, par conséquent, la rentabilité et la viabilité financière de l'entreprise.⁹²

1.3. Durée du remboursement

La durée du remboursement, également appelée la maturité du prêt, est un aspect crucial du financement bancaire du cycle d'exploitation. Voici quelques points importants à considérer concernant la durée du remboursement⁹³ :

- **Détermination de la durée** : La durée du remboursement est généralement déterminée lors de la négociation du prêt entre l'entreprise emprunteuse et la banque prêteuse. Elle peut varier en fonction de la nature du projet financé, de la capacité de remboursement de l'entreprise, et des politiques de crédit de la banque.
- **Impact sur les paiements** : La durée du remboursement a un impact direct sur le montant des paiements périodiques que l'entreprise devra effectuer pour rembourser le prêt. Une durée plus longue peut entraîner des paiements périodiques plus faibles, tandis qu'une durée plus courte peut entraîner des paiements périodiques plus élevés.
- **Coût total du crédit** : La durée du remboursement influence également le coût total du crédit pour l'entreprise. En règle générale, plus la durée du prêt est longue, plus le coût total du crédit sera élevé en raison des intérêts cumulés sur une période prolongée. À l'inverse, une durée plus courte peut réduire le coût total du crédit, mais peut également entraîner des paiements périodiques plus élevés.
- **Flexibilité de remboursement** : La durée du remboursement peut également affecter la flexibilité de remboursement de l'entreprise. Une durée plus longue peut offrir à l'entreprise une certaine souplesse en réduisant la pression sur sa trésorerie, tandis qu'une durée plus courte peut exiger des paiements périodiques plus élevés, ce qui peut affecter sa capacité à répondre à d'autres besoins de financement ou à faire face à des fluctuations de trésorerie.

⁹² Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2017). Principles of corporate finance. McGraw-Hill Education. P.65

⁹³ Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., & Le Fur, Y. (2014). Finance d'entreprise : Théorie et pratique. Pearson Education France. P.118

- **Adéquation avec le projet** : La durée du remboursement doit être alignée avec la durée de vie économique du projet financé. Il est important que la durée du prêt corresponde à la période pendant laquelle les revenus générés par le projet seront suffisants pour rembourser le prêt, afin d'éviter tout risque de défaut de paiement.

En conclusion, la durée du remboursement est un élément crucial à prendre en compte lors du financement du cycle d'exploitation, car elle influence à la fois les paiements périodiques, le coût total du crédit, la flexibilité de remboursement et l'adéquation avec le projet financé.⁹⁴

1.4. Modalités de remboursement

Les modalités de remboursement définissent les conditions selon lesquelles l'emprunteur devra rembourser le prêt accordé par la banque. Ces modalités comprennent généralement la fréquence des paiements, le montant des paiements périodiques et les options de remboursement anticipé.

Dans le cadre du financement du cycle d'exploitation, les modalités de remboursement sont souvent adaptées à la nature saisonnière ou cyclique des activités de l'entreprise. Par exemple, pour une entreprise dont les revenus sont saisonniers, les paiements périodiques peuvent être structurés de manière à correspondre aux périodes de pic d'activité, avec des montants de paiement plus élevés lorsque l'entreprise génère des revenus plus importants.

Les modalités de remboursement peuvent également être flexibles pour tenir compte des variations imprévues de la trésorerie de l'entreprise. Certaines banques proposent des périodes de grâce ou des reports de paiement en cas de difficultés temporaires de trésorerie, permettant ainsi à l'entreprise de s'adapter aux fluctuations de son activité sans compromettre sa capacité à rembourser le prêt.

En outre, les modalités de remboursement peuvent inclure des options de remboursement anticipé, permettant à l'entreprise de rembourser tout ou partie du prêt avant l'échéance prévue. Cela peut être avantageux pour l'entreprise si elle dispose de liquidités excédentaires et souhaite réduire ses charges d'intérêts ou si elle anticipe des économies de coûts en remboursant le prêt plus tôt que prévu.

⁹⁴ Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2016). Principes de finance d'entreprise. McGraw-Hill Education. P.45

En résumé, les modalités de remboursement jouent un rôle crucial dans la gestion du financement du cycle d'exploitation, en permettant à l'entreprise d'adapter les paiements de remboursement à ses besoins de trésorerie et à la nature de ses activités. Une structure de remboursement flexible et adaptée peut contribuer à assurer la viabilité financière de l'entreprise tout au long de son cycle d'exploitation.⁹⁵

1.5. Conditions spécifiques

Les conditions spécifiques peuvent varier en fonction des politiques internes de la banque prêteuse, des caractéristiques de l'entreprise emprunteuse, ainsi que des conditions économiques et sectorielles. Parmi les conditions spécifiques, on peut citer⁹⁶ :

- **Exigences de garanties additionnelles** : Certaines banques peuvent demander des garanties supplémentaires en fonction du risque perçu lié à l'emprunteur ou à la nature du prêt. Cela peut inclure des garanties personnelles des dirigeants de l'entreprise, des nantissements sur des actifs spécifiques, ou des cautions de tiers.
- **Clauses particulières** : Les contrats de prêt peuvent comporter des clauses spécifiques qui définissent les droits et obligations des parties contractantes. Ces clauses peuvent porter sur des aspects tels que les modalités de remboursement anticipé, les conditions de révision des taux d'intérêt, ou les pénalités en cas de défaut de paiement.
- **Engagements de performance** : Dans certains cas, les banques peuvent conditionner l'octroi du crédit à la réalisation de certains objectifs ou à la mise en œuvre de mesures spécifiques par l'entreprise emprunteuse. Cela peut inclure des engagements de maintien de niveaux de rentabilité ou de solvabilité, ou des plans de restructuration ou d'investissement.
- **Restrictions d'utilisation des fonds** : Les banques peuvent restreindre l'utilisation des fonds empruntés à des fins spécifiques, telles que le financement d'investissements précis, le refinancement de dettes existantes, ou le développement de nouveaux projets. Ces restrictions visent à garantir que les fonds sont utilisés de manière efficace et conforme aux objectifs convenus.

Ces conditions spécifiques peuvent avoir un impact significatif sur les modalités et les coûts du financement bancaire, ainsi que sur la relation entre la banque et l'entreprise

⁹⁵ Brealey, R. A., Myers, S. C., & Marcus, A. J. (2017). Principes de gestion financière (13e éd.). McGraw-Hill Education. P.101

⁹⁶ Peyrelevade, J. (2013). Banque : l'atout public. Paris : Odile Jacob. P.49

emprunteuse. Il est donc essentiel pour les entreprises de comprendre et d'évaluer attentivement ces conditions avant de conclure un accord de financement.

2. Garanties

Les garanties bancaires sont des mécanismes de protection utilisés par les banques pour sécuriser leurs prêts et minimiser les risques de non-remboursement. Elles peuvent être classées en deux catégories principales : les garanties réelles et les garanties personnelles.⁹⁷

2.1. Garanties réelles

- **Hypothèque** : Il s'agit d'un droit réel immobilier consenti par le débiteur (ou un tiers) au profit du créancier sur un bien immobilier. En cas de non-remboursement du prêt, la banque peut exercer son droit de saisie et faire vendre le bien aux enchères pour récupérer les fonds prêtés.
- **Nantissement** : Cette garantie permet à la banque de prendre possession d'un bien meuble (comme des stocks, des équipements ou des actions) en cas de défaut de remboursement. Le bien nanti reste la propriété du débiteur, mais il est mis sous la garde de la banque jusqu'à ce que le prêt soit remboursé.
- **Gage** : Contrairement au nantissement, le gage implique que le bien donné en garantie soit transféré à la banque jusqu'au remboursement complet du prêt. Une fois le prêt remboursé, le bien est restitué au débiteur.
- **Cautionnement réel** : Il s'agit de la mise en gage d'un compte bancaire ou d'un portefeuille de titres comme garantie pour le prêt accordé.⁹⁸

2.2. Garanties personnelles

- **Cautionnement** : Une personne tierce (le garant) s'engage à rembourser le prêt à la place du débiteur principal en cas de défaut de ce dernier. Le garant peut être une personne physique ou morale.
- **Aval** : Cette garantie est similaire au cautionnement, mais elle est souvent utilisée dans le contexte des lettres de change ou des billets à ordre. L'avaliseur s'engage à payer le montant du titre en cas de défaut du débiteur principal.⁹⁹

⁹⁷ Jean Dermine (2005). Banque et marchés financiers. Éditions De Boeck Supérieur. P.21

⁹⁸ Jean Dermine (2005). Gestion de trésorerie : Optimisation du cycle d'exploitation. Éditions d'Organisation. P.109

⁹⁹ Paul-François Renard, Marc Deléchat (2003). Les risques bancaires : mesures, management et régulation. Éditions De Boeck Supérieur. P.201

Les garanties bancaires peuvent varier en fonction de la nature du prêt, du montant emprunté, des politiques internes de la banque et des exigences spécifiques de chaque transaction. Elles sont souvent négociées entre la banque et l'emprunteur lors de la demande de prêt.

En résumé, les garanties bancaires jouent un rôle crucial dans le processus de prêt en assurant la sécurité des fonds prêtés. Elles offrent une protection tant pour la banque que pour l'emprunteur, mais nécessitent une évaluation minutieuse des risques et des obligations pour toutes les parties impliquées.¹⁰⁰

3. Analyse de la solvabilité

Dans le cadre de l'analyse de la solvabilité pour le financement du cycle d'exploitation, il est essentiel de comprendre les différentes dimensions de cette évaluation et comment elle influence les décisions de financement. Les institutions financières utilisent diverses méthodes pour évaluer la solvabilité d'une entreprise, telles que l'analyse des ratios financiers, des indicateurs de rentabilité, de liquidité et de couverture. Expliquez en détail ces méthodes et comment elles sont appliquées dans la pratique bancaire.¹⁰¹

En plus des aspects financiers, les banques examinent les risques spécifiques liés à l'activité de l'entreprise, tels que sa dépendance à certains clients ou fournisseurs, sa sensibilité aux fluctuations économiques, et sa capacité à innover et à s'adapter aux changements du marché.

En complément des données financières, les banques examinent des aspects qualitatifs tels que la réputation de l'entreprise, la compétence de sa direction, sa gouvernance d'entreprise et sa capacité à gérer les risques. Ces facteurs fournissent une vision plus holistique de la solvabilité de l'entreprise. L'analyse de la solvabilité ne se limite pas à évaluer la situation actuelle de l'entreprise, mais également à anticiper ses perspectives futures. Les banques examinent la stratégie de l'entreprise, son positionnement sur le marché et sa capacité à générer des flux de trésorerie durables à long terme.

Certains secteurs d'activité présentent des risques spécifiques que les banques doivent prendre en compte lors de l'évaluation de la solvabilité. Par exemple, les entreprises opérant

¹⁰⁰ Cornu, G. (2017). Vocabulaire juridique. Paris : Presses Universitaires de France. P.25

¹⁰¹ Pierre Vernimmen, Pascal Quiry, Yann Le Fur (2019). Finance d'entreprise. Dalloz. P.79

dans des secteurs cycliques ou soumis à une forte réglementation peuvent présenter des profils de risque différents.¹⁰²

4. Évaluation du risque

L'évaluation du risque dans le cadre du financement du cycle d'exploitation comprend plusieurs aspects essentiels. Tout d'abord, il est crucial d'analyser la santé financière de l'emprunteur. Cela implique d'examiner en détail ses états financiers, ses ratios financiers et sa capacité à générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser le prêt. Une entreprise solide sur le plan financier est généralement considérée comme présentant un risque moindre pour la banque.

Ensuite, l'étude de la solvabilité de l'emprunteur est un élément clé de l'évaluation du risque. Cela consiste à évaluer la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à long terme. Les banques examinent souvent la qualité du crédit de l'emprunteur, son historique de paiement, ainsi que sa réputation sur le marché. Une solvabilité élevée est un indicateur positif pour la banque et peut influencer favorablement la décision d'octroi du crédit.¹⁰³

Parallèlement, l'évaluation des garanties proposées par l'emprunteur est également essentielle. Les garanties peuvent prendre différentes formes, telles que des biens immobiliers, des stocks, des équipements ou des créances. Une évaluation minutieuse de la valeur et de la liquidité de ces garanties permet à la banque de déterminer le niveau de protection en cas de défaut de paiement de l'emprunteur.

Enfin, l'évaluation du risque comprend également une analyse des risques spécifiques liés à l'activité de l'emprunteur, tels que les risques sectoriels, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques peuvent avoir un impact significatif sur la capacité de l'entreprise à rembourser le prêt et doivent donc être pris en compte dans l'évaluation globale du risque.

En résumé, l'évaluation du risque dans le financement du cycle d'exploitation nécessite une analyse approfondie de la santé financière de l'emprunteur, de sa solvabilité, des garanties proposées et des risques spécifiques liés à son activité. Une évaluation rigoureuse permet à la banque de prendre des décisions de financement éclairées, en minimisant les risques de défaut de paiement et en préservant sa propre stabilité financière.¹⁰⁴

¹⁰² Marc Bertonèche, Philippe Foulquier (2009). Analyse financière des groupes. Pearson. P.24

¹⁰³ Michel, G., & Duprey, T. (2016). Analyse financière et évaluation d'entreprise. Dunod. P.134

¹⁰⁴ Petitjean, M. (2014). Finance d'entreprise : Analyse et gestion des risques. Pearson. P.32

5. Conditions spécifiques

Pour développer davantage sur les conditions spécifiques liées au financement du cycle d'exploitation, il convient d'examiner les clauses et exigences particulières que les banques peuvent imposer en fonction des besoins et des caractéristiques de l'entreprise. Ces conditions peuvent varier en fonction de différents facteurs tels que la nature de l'activité de l'entreprise, sa taille, son historique financier, sa situation économique actuelle, et d'autres considérations spécifiques.¹⁰⁵

Parmi les conditions spécifiques à prendre en compte, on peut citer :

- **Exigences sectorielles** : Certaines industries peuvent être soumises à des réglementations spécifiques ou à des risques particuliers, ce qui peut influencer les conditions de financement. Par exemple, les entreprises opérant dans le secteur de la construction peuvent être soumises à des exigences supplémentaires en matière de garanties en raison de la nature des actifs impliqués.
- **Exigences en matière de garanties** : Les banques peuvent exiger des garanties supplémentaires en fonction du profil de risque de l'entreprise et du montant du financement demandé. Ces garanties peuvent prendre diverses formes, telles que des nantissements sur des actifs spécifiques, des cautions personnelles des dirigeants, ou des garanties de tiers.
- **Conditions de remboursement anticipé** : Les banques peuvent inclure des clauses spécifiques régissant le remboursement anticipé du prêt, telles que des pénalités financières en cas de remboursement anticipé ou des restrictions sur les remboursements anticipés partiels.
- **Clause d'audit financier** : Dans certains cas, les banques peuvent exiger une clause permettant d'effectuer des audits financiers réguliers pour vérifier la conformité de l'entreprise aux conditions du prêt et évaluer sa situation financière.
- **Exigences en matière de reporting financier** : Les banques peuvent imposer des exigences spécifiques en matière de reporting financier, telles que la soumission régulière de rapports financiers ou la fourniture d'informations supplémentaires sur la performance opérationnelle de l'entreprise.

¹⁰⁵ Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., & Le Fur, Y. (2019). Finance d'entreprise : Théorie et pratique. Dalloz. P.77

- **Conditions de renouvellement** : En cas de lignes de crédit renouvelables, les banques peuvent inclure des conditions spécifiques régissant le processus de renouvellement, telles que des exigences de performance financière minimale ou des révisions des conditions de financement.

En analysant attentivement ces conditions spécifiques, les entreprises peuvent mieux comprendre les obligations et les contraintes associées au financement bancaire de leur cycle d'exploitation, et ainsi prendre des décisions éclairées en matière de gestion financière.¹⁰⁶

Conclusion

En conclusion, ce chapitre offre un aperçu exhaustif des modalités de financement bancaire du cycle d'exploitation, mettant en lumière les multiples facettes de cette pratique essentielle pour le fonctionnement des entreprises. De la variété des produits bancaires disponibles aux exigences spécifiques liées au processus de demande de crédit, en passant par les conditions et garanties requises, ce chapitre fournit une toile de fond complète pour comprendre les complexités du financement bancaire.

En acquérant une connaissance approfondie de ces aspects, les lecteurs seront mieux armés pour naviguer dans le paysage financier complexe et prendre des décisions éclairées pour assurer la santé financière et la croissance de leur entreprise.

¹⁰⁶ Gauvreau, C. (2017). Gestion financière des entreprises. Presses de l'Université du Québec. P.65

Chapitre 3

**Les perspectives du
financement bancaire
du cycle d'exploitation**

Introduction

Le chapitre précédent a examiné en détail les modalités traditionnelles de financement bancaire du cycle d'exploitation, mettant en lumière les défis et les opportunités qui caractérisent ce domaine crucial de la gestion financière des entreprises. Dans ce chapitre, nous nous tournons vers l'avenir en explorant les perspectives du financement bancaire du cycle d'exploitation.

Le cycle d'exploitation, également connu sous le terme de cycle de conversion de trésorerie, est le laps de temps entre le paiement des matières premières et la réception des paiements des clients. Une gestion efficace de ce cycle est cruciale pour maintenir la liquidité et la solvabilité de l'entreprise.

Avec l'évolution économique et technologique, les perspectives du financement bancaire du cycle d'exploitation sont en constante mutation. Les banques doivent adapter leurs offres pour répondre aux nouvelles attentes des entreprises

Nous examinons les évolutions récentes, les innovations technologiques et les nouvelles tendances qui façonnent le paysage financier actuel et qui auront un impact sur la manière dont les entreprises financent leurs opérations à l'avenir.

Section 01 : Evolution des pratiques relatives au financement bancaire

Cette section explore les transformations majeures ayant façonné le paysage financier moderne. Le financement bancaire a subi des évolutions significatives, marquées par l'innovation technologique, les changements réglementaires et les nouvelles exigences du marché. Cette section se propose d'examiner ces développements clés, offrant ainsi un aperçu des tendances et des défis qui ont influencé la manière dont les entreprises accèdent aux financements bancaires.

1. Les innovations technologiques

L'essor des technologies financières (fintech) a profondément influencé l'évolution du secteur bancaire, introduisant de nouvelles méthodes de prestation de services financiers et de gestion des opérations. Ces innovations technologiques ont permis de simplifier les processus bancaires, d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de fournir des services plus personnalisés aux clients.

Les applications mobiles, les plateformes de crowdfunding, les paiements numériques et les technologies de blockchain sont autant d'exemples de l'impact des innovations technologiques sur le financement bancaire du cycle d'exploitation. Cette transformation numérique a également entraîné des changements dans les attentes et les comportements des clients, les incitant à rechercher des solutions financières plus rapides, plus accessibles et plus flexibles.

Ainsi, les banques traditionnelles sont confrontées au défi de s'adapter à ce nouvel environnement concurrentiel en intégrant les technologies émergentes dans leurs offres de financement du cycle d'exploitation.¹⁰⁷

2. Transformation numérique et innovation dans le secteur financier

La transformation numérique a radicalement modifié le paysage financier, avec des implications majeures pour le financement bancaire du cycle d'exploitation. Les banques adoptent de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et l'analyse des données pour améliorer l'efficacité opérationnelle, la personnalisation des services et la gestion des risques. Les processus de souscription et de

¹⁰⁷ Berger-Thierry, C., & Nivoix, S. (2019). Les nouvelles technologies dans la banque : Enjeux et impacts. Éditions EMS. P54

gestion des crédits sont de plus en plus automatisés, ce qui permet des décisions plus rapides et une meilleure expérience client. De plus, les plateformes de financement participatif et les solutions de paiement numérique offrent des alternatives innovantes au financement traditionnel, élargissant ainsi les options disponibles pour les entreprises à la recherche de capitaux. Cependant, cette transformation numérique soulève également des défis en matière de sécurité des données, de conformité réglementaire et d'éthique, nécessitant une approche proactive de la part des acteurs du secteur financier.¹⁰⁸

2.1. L'automatisation des processus bancaires

L'automatisation des processus bancaires, alimentée par l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, révolutionne la manière dont les banques gèrent les opérations quotidiennes. Des tâches telles que l'évaluation du risque de crédit, la détection de la fraude et la conformité réglementaire sont de plus en plus automatisées, permettant aux banques de réduire les délais de traitement, de minimiser les erreurs et d'améliorer l'efficacité opérationnelle.¹⁰⁹

2.2. Personnalisation des services financiers

Grâce à l'analyse avancée des données, les banques sont en mesure de proposer des services financiers plus personnalisés à leurs clients. En utilisant des algorithmes sophistiqués, elles peuvent anticiper les besoins des clients, leur offrant ainsi des produits et des conseils adaptés à leur situation financière spécifique. Cette personnalisation accrue améliore l'expérience client et renforce la fidélité à la marque.¹¹⁰

2.3. Expansion du financement participatif

Le financement participatif, également connu sous le nom de crowdfunding, gagne en popularité en tant qu'alternative au financement traditionnel. Les plateformes de financement participatif permettent aux entreprises de collecter des fonds auprès d'un large éventail d'investisseurs, contournant ainsi les canaux de prêt traditionnels. Cette approche diversifiée du

¹⁰⁸ Laboul, A. (2020). La banque digitale : De la transformation numérique à la révolution des modèles d'affaires. De Boeck Supérieur. P17

¹⁰⁹ Elliott, G., & Phillipson, M. (2017). Financial Services Revolution: How Blockchain is Transforming Money, Markets, and Banking. Practical Inspiration Publishing. P06

¹¹⁰ Bank of England. (2021). Innovation in payments: the future is now. Bank of England Quarterly Bulletin, 61(2), pp 99-111.

financement offre aux entreprises un accès plus large aux capitaux, tout en offrant aux investisseurs individuels la possibilité de diversifier leur portefeuille d'investissement.¹¹¹

2.4. Émergence des solutions de paiement numérique

Les solutions de paiement numérique telles que les portefeuilles électroniques et les paiements sans contact transforment la manière dont les consommateurs effectuent des transactions financières. Ces solutions offrent une commodité accrue, une sécurité renforcée et une expérience utilisateur améliorée par rapport aux méthodes de paiement traditionnelles. Les banques investissent massivement dans le développement de ces technologies pour répondre aux attentes changeantes des consommateurs en matière de paiement.¹¹²

3. Impact des réglementations sur les pratiques de financement bancaire

L'impact des réglementations sur les pratiques de financement bancaire est vaste et varié, touchant à la fois les banques et les emprunteurs.

3.1. Nouvelles exigences de fonds propres

Les nouvelles exigences de fonds propres imposées par les réglementations bancaires, telles que Bâle III, ont profondément transformé le paysage du financement bancaire. Les réglementations ont introduit des ratios de fonds propres plus stricts, tels que le ratio de solvabilité et le ratio de levier, qui obligent les banques à maintenir un niveau minimum de fonds propres par rapport à leurs actifs pondérés par le risque. Cela vise à renforcer la résilience financière des banques et à réduire le risque de défaillance en cas de crise financière. Le renforcement des exigences en matière de fonds propres peut avoir un impact sur la capacité des banques à accorder des prêts, en particulier aux emprunteurs à plus haut risque ou aux entreprises en démarrage. Les banques doivent désormais consacrer une plus grande partie de leurs fonds propres à des fins de réglementation, ce qui peut réduire la quantité de capital disponible pour le prêt.¹¹³

Pour se conformer aux nouvelles exigences de fonds propres, les banques peuvent devoir lever des capitaux supplémentaires sur les marchés financiers ou retenir une part plus importante de leurs bénéfices pour renforcer leurs fonds propres. Cela peut entraîner des coûts

¹¹¹ Dufau, F. (2019). Innovation dans la banque et la finance : Créativité, digitalisation, disruption (Vol. 10). Editions EMS.P33

¹¹² Laboul, A. (2020). La banque digitale : De la transformation numérique à la révolution des modèles d'affaires. De Boeck Supérieur. P87

¹¹³ Bâle III : implications pour les banques, les entreprises et les investisseurs. (2011). Éditions d'Organisation.

supplémentaires pour les banques, qui peuvent être répercutés sur les clients sous forme de frais plus élevés ou de conditions de crédit moins favorables. Les nouvelles exigences de fonds propres ont incité de nombreuses banques à revoir leurs modèles d'affaires et leurs stratégies de prêt. Certaines banques se sont tournées vers des activités moins risquées ou ont réduit leur exposition aux prêts à haut rendement pour se conformer aux réglementations, tandis que d'autres ont cherché des moyens innovants de renforcer leurs fonds propres, tels que les augmentations de capital ou les partenariats stratégiques.¹¹⁴

Les autorités de réglementation surveillent de près la conformité des banques aux exigences de fonds propres et évaluent régulièrement leur solidité financière. Les banques doivent donc être en mesure de démontrer leur conformité aux réglementations et de maintenir des niveaux de fonds propres adéquats pour assurer leur stabilité financière à long terme.

Par conséquent, les nouvelles exigences de fonds propres ont eu un impact significatif sur le fonctionnement et la gestion des banques, ainsi que sur l'accès au financement pour les emprunteurs. Il est essentiel pour les banques et les emprunteurs de comprendre ces réglementations et de s'adapter à leur évolution pour garantir la stabilité et la viabilité du système financier.¹¹⁵

3.2. Limitations des activités bancaires

Dans le cadre des limitations des activités bancaires, il est crucial de considérer les restrictions imposées par les réglementations sur les opérations des banques. Ces limitations peuvent concerner divers aspects, tels que les types d'opérations autorisées, les volumes d'activités permis, et les réglementations spécifiques à certains secteurs.

Une des limitations majeures concerne les opérations spéculatives et les activités à haut risque. Suite aux crises financières passées, de nombreuses réglementations ont été mises en place pour limiter la capacité des banques à s'engager dans des activités risquées qui pourraient compromettre la stabilité du système financier dans son ensemble. Par exemple, la réglementation Dodd-Frank aux États-Unis a introduit des restrictions sur les activités de

¹¹⁴ Mouy, P. (2019). Bâle IV : quelle nouvelle réglementation pour le secteur bancaire ? *Revue Banque*.

¹¹⁵ Casta, J.-F., & Borrego, M. (2016). Bâle III et Bâle IV : des réglementations bancaires toujours plus strictes. *Revue d'Économie Financière*, 121(1), pp 95-107.

trading des banques et a renforcé les exigences en matière de fonds propres pour couvrir les risques liés à ces activités.¹¹⁶

Une autre limitation concerne les opérations de prêt et d'investissement. Les réglementations imposent souvent des limites sur les montants qu'une banque peut prêter ou investir dans certains secteurs, notamment pour éviter la concentration excessive de risques dans un domaine particulier. Par exemple, les réglementations Bâle III introduisent des exigences de fonds propres différenciées en fonction du niveau de risque des actifs détenus par les banques, ce qui limite leur capacité à accorder des prêts à haut risque sans disposer d'un capital adéquat.

En outre, les réglementations peuvent également imposer des restrictions sur les activités non bancaires des institutions financières, telles que les activités de vente de produits d'assurance ou de gestion d'actifs. Ces limitations visent à éviter les conflits d'intérêts et à prévenir les pratiques abusives qui pourraient nuire aux clients ou compromettre la stabilité financière.¹¹⁷

Enfin, les réglementations peuvent également limiter les activités transfrontalières des banques, en imposant des exigences supplémentaires en matière de surveillance et de conformité pour les opérations internationales. Cela vise à réduire les risques de contagion et à renforcer la supervision des activités bancaires dans un contexte mondialisé.

En résumé, les limitations des activités bancaires imposées par les réglementations visent à préserver la stabilité du système financier, à protéger les consommateurs et à limiter les risques systémiques. Ces restrictions sont conçues pour garantir que les banques opèrent de manière sûre et prudente, en tenant compte des intérêts des parties prenantes et de l'économie dans son ensemble.¹¹⁸

3.3. Surveillance et reporting renforcé des activités

La surveillance accrue représente une autre facette importante des réglementations financières, ayant un impact significatif sur les pratiques de financement bancaire. Ces mesures visent à renforcer la transparence, la responsabilité et la gestion des risques au sein du secteur financier.

¹¹⁶ Brunel, J., & Benbouzid, N. (2016). Le fonctionnement de la banque commerciale. In Banques et marchés financiers (pp. 13-44). Editions EMS.

¹¹⁷ Freixas, X., & Rochet, J. C. (2017). Microéconomie de la banque. *Economica*. P20

¹¹⁸ Jorion, P. (2018). La valeur en banque : théorie, pratique et politique de la valeur économique des banques. *Economica*. P198

Tout d'abord, les régulateurs imposent souvent aux banques des exigences plus strictes en matière de surveillance de leurs activités. Cela peut inclure la mise en place de systèmes de contrôle interne robustes pour détecter et prévenir les activités frauduleuses, le blanchiment d'argent et d'autres comportements illicites. Les banques doivent également mettre en place des mécanismes de suivi des risques, tels que des stress tests et des évaluations régulières de la qualité de leurs actifs, pour s'assurer qu'elles disposent d'une base solide pour leurs opérations.

Parallèlement, les régulateurs exigent également un reporting poussé de la part des banques, afin de fournir une plus grande transparence sur leurs activités et leur santé financière. Cela peut inclure la publication régulière de rapports financiers détaillés, ainsi que la divulgation d'informations sur les risques, les expositions et les politiques de gestion des risques. Ces rapports permettent aux régulateurs, aux investisseurs et au public de mieux comprendre les activités des banques et d'évaluer leur solidité financière.

En outre, les réglementations peuvent également imposer des normes de gouvernance plus strictes aux banques, en exigeant par exemple la nomination de comités de surveillance indépendants et la mise en place de politiques de rémunération alignées sur la gestion des risques et les performances à long terme. Ces mesures visent à promouvoir une culture de responsabilité et de gestion des risques au sein des institutions financières, afin de réduire les chances de comportements imprudents ou excessivement risqués.

La surveillance et le reporting des activités imposées par les réglementations financières sont essentiels pour renforcer la transparence, la responsabilité et la stabilité du secteur financier. Ces mesures permettent de mieux détecter et prévenir les risques, tout en fournissant aux régulateurs, aux investisseurs et au public les informations nécessaires pour évaluer la santé financière des banques et garantir leur bonne gouvernance.

3.4. Adoption de nouvelles technologies de conformité

L'adoption de nouvelles technologies de conformité est un autre aspect important des réglementations financières qui influence les pratiques de financement bancaire. Les institutions financières sont confrontées à des exigences croissantes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres activités illicites, ce qui les pousse à rechercher des solutions technologiques innovantes pour se conformer aux réglementations tout en maintenant l'efficacité opérationnelle.

Dans ce contexte, les banques investissent de plus en plus dans des technologies telles que l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et la blockchain pour renforcer leurs capacités de surveillance et de détection des activités suspectes. Par exemple, les algorithmes d'intelligence artificielle peuvent analyser de vastes quantités de données transactionnelles pour repérer les modèles et les comportements inhabituels qui pourraient indiquer des activités frauduleuses.¹¹⁹

De plus, la blockchain est devenue un outil précieux dans le domaine de la conformité, offrant des solutions de traçabilité et de transparence accrues pour les transactions financières. En utilisant la technologie de la blockchain, les banques peuvent créer des registres immuables et vérifiables de toutes les transactions, ce qui facilite la vérification de la conformité réglementaire et réduit les risques de fraude et de falsification des données.

En outre, les technologies de conformité permettent également d'automatiser de nombreux processus de conformité, ce qui réduit les coûts opérationnels et améliore l'efficacité globale des opérations bancaires. Par exemple, les logiciels de gestion des risques de conformité peuvent automatiser la collecte, l'analyse et le reporting des données de conformité, permettant aux banques de répondre plus rapidement aux exigences réglementaires et de réduire les risques de non-conformité.

Donc, l'adoption de nouvelles technologies de conformité offre aux banques des moyens innovants de se conformer aux réglementations tout en améliorant leur efficacité opérationnelle. Ces technologies permettent aux institutions financières de renforcer leurs capacités de surveillance et de détection des activités illicites, tout en réduisant les coûts et en améliorant la transparence et la traçabilité des transactions financières.¹²⁰

3.5. Effets sur les petites et moyennes entreprises

Les réglementations financières et l'adoption de nouvelles technologies de conformité ont des effets différenciés sur les petites et moyennes entreprises (PME). Alors que ces mesures visent souvent à renforcer la transparence et à réduire les risques dans le secteur financier, elles peuvent également avoir des implications significatives pour les PME, en particulier en ce qui concerne l'accès au financement.

¹¹⁹ Demey, P., & Roussey, L. (2016). Comprendre la banque : Coffret en 2 volumes : Marchés, techniques et stratégies; Banque et finance. Economica. P129

¹²⁰ Gabriel, A. (2019). Intelligence artificielle et banque : Analyse des impacts sur la relation client. Editions Larcier.

En raison des exigences croissantes en matière de documentation et de conformité, les PME peuvent être confrontées à des processus de demande de crédit plus complexes et à des coûts plus élevés associés à la conformité réglementaire. Cela peut rendre plus difficile pour les PME d'obtenir des financements auprès des banques traditionnelles, qui peuvent être réticentes à accorder des prêts à des entreprises dont la conformité est difficile à vérifier ou qui présentent des risques accrus.

De plus, les nouvelles technologies de conformité peuvent également avoir des coûts d'adoption élevés, ce qui peut être prohibitif pour de nombreuses PME, en particulier celles qui ont des ressources limitées. Ces entreprises peuvent se retrouver à devoir investir dans des logiciels et des systèmes coûteux pour se conformer aux exigences réglementaires, ce qui peut mettre une pression supplémentaire sur leurs finances.¹²¹

Cependant, il est également important de noter que les nouvelles technologies de conformité offrent également des opportunités aux PME. Par exemple, l'automatisation des processus de conformité peut aider les entreprises à réduire les coûts administratifs et à améliorer leur efficacité opérationnelle. De plus, l'utilisation de technologies telles que la blockchain peut permettre aux PME de renforcer leur crédibilité et leur transparence auprès des partenaires commerciaux et des investisseurs.

Dans l'ensemble, les effets des réglementations financières et des nouvelles technologies de conformité sur les PME dépendent largement de la manière dont ces entreprises s'adaptent et répondent à ces changements. Alors que certaines PME peuvent être confrontées à des défis accrus en matière de financement et de conformité, d'autres peuvent tirer parti des opportunités offertes par ces évolutions pour renforcer leur position sur le marché et améliorer leur compétitivité.¹²²

¹²¹ Gasse, Y., & St-Pierre, J. (2018). *La gestion financière des PME : théorie et pratique*. Presses de l'Université du Québec. P29

¹²² PwC. (2019). *Les PME face à la transformation digitale : entre défis et opportunités*. PricewaterhouseCoopers.

Section 02 : Les nouvelles perspectives en matière de financement du cycle d'exploitation

La dynamique du financement du cycle d'exploitation des entreprises a connu une transformation significative ces dernières années, sous l'impulsion de l'innovation technologique et des évolutions réglementaires.

Dans cette section, nous explorerons les nouvelles perspectives émergentes qui façonnent le paysage financier actuel. De l'émergence du financement participatif et du crowdfunding à l'adoption croissante de solutions basées sur la technologie blockchain et aux plateformes de prêt en ligne en plein essor, nous examinerons en détail ces développements récents et leur impact sur le financement des entreprises.

1. Le financement participatif et crowdfunding

Le financement participatif offre une alternative prometteuse aux méthodes traditionnelles de collecte de fonds. Grâce à des plateformes en ligne, les porteurs de projets peuvent présenter leurs idées à un large public et solliciter des contributions financières. Cette approche élargit l'accès au financement, en particulier pour les projets innovants ou ceux qui ont du mal à obtenir un soutien financier par les canaux traditionnels. De plus, le crowdfunding permet aux entrepreneurs de valider l'intérêt de leur projet en mesurant directement l'engagement financier des contributeurs potentiels. Cela peut être particulièrement précieux pour les startups cherchant à évaluer la demande du marché avant de lancer leur produit ou service.

Dans le domaine du crowdfunding, plusieurs modèles de financement sont disponibles. Le modèle de don implique des contributions sans contrepartie financière directe, souvent motivées par des considérations philanthropiques ou de soutien à une cause. Le modèle de prêt, quant à lui, implique un remboursement ultérieur des fonds avec intérêts. Les modèles d'investissement en capital permettent aux contributeurs de devenir des actionnaires potentiels de l'entreprise. Enfin, le préachat permet aux contributeurs de précommander un produit ou un service avant sa production, ce qui peut fournir un financement initial pour le projet.¹²³

¹²³ Belleflamme, P., Lambert, T., & Schwienbacher, A. (2014). Crowdfunding : mobiliser la bonne foule. *Revue française de gestion*, 40(239), pp139-156.

Cependant, le crowdfunding n'est pas sans défis. Les porteurs de projets doivent souvent consacrer beaucoup de temps et d'énergie à la promotion de leur campagne pour attirer l'attention des contributeurs potentiels. De plus, la gestion des attentes des investisseurs et la communication transparente des risques associés au projet sont des aspects cruciaux pour maintenir la confiance des contributeurs. En outre, certains projets peuvent ne pas atteindre leurs objectifs de collecte de fonds, ce qui peut entraîner des retards ou des annulations.

Malgré ces défis, le crowdfunding continue de gagner en popularité en tant qu'outil de financement flexible et accessible. En fournissant une plateforme pour la créativité et l'innovation entrepreneuriale, le crowdfunding contribue à diversifier le paysage financier et à offrir de nouvelles opportunités de financement pour une gamme plus large de projets et d'entrepreneurs.¹²⁴

2. Les solutions de financement basées sur la technologie « blockchain »

Les solutions de financement basées sur la technologie blockchain ont émergé comme une alternative innovante aux méthodes traditionnelles de financement. La blockchain, une technologie de registre distribué et sécurisé, permet la création de contrats intelligents et de jetons numériques, offrant ainsi de nouvelles possibilités de financement. Cette innovation offre de nombreux avantages :

2.1. Transparence et Sécurité Accrues

Les solutions de financement basées sur la technologie blockchain sont réputées pour leur transparence et leur sécurité accrues. Grâce à la nature décentralisée de la blockchain, toutes les transactions sont enregistrées de manière transparente et immuable sur un grand livre public. Cette transparence renforce la confiance des parties prenantes, car elles peuvent vérifier chaque transaction sans dépendre d'intermédiaires.

En outre, la blockchain utilise des mécanismes de cryptographie avancés pour sécuriser les données et les actifs. Chaque transaction est cryptée et liée aux transactions précédentes, formant ainsi une chaîne de blocs sécurisée. Cela réduit considérablement les risques de fraude, de manipulation et de cyberattaques.¹²⁵

¹²⁴ Gerber, E. M., Hui, J. S., & Kuo, P. Y. (2012). Le crowdfunding : motivations des utilisateurs et effets sur le financement participatif. Dans Actes du Workshop International sur la Conception, l'Influence et les Technologies Sociales : Techniques, Impacts et Éthique.

¹²⁵ Zibangu, D. K. (2020). Blockchain et financement de l'économie : leçons et enjeux pour les économies en développement. *Afrique Contemporaine*, (273), pp 37-55.

2.2. Des contrats Intelligents pour l'Automatisation

Une autre caractéristique clé des solutions de financement basées sur la blockchain est l'utilisation de contrats intelligents. Les contrats intelligents sont des programmes autonomes exécutés sur la blockchain qui permettent l'automatisation des processus de financement. Ils sont auto-exécutants et auto-vérifiables, ce qui élimine le besoin d'intermédiaires et réduit les coûts de transaction.

Les contrats intelligents peuvent être utilisés pour automatiser divers aspects du financement, tels que la collecte de fonds, la distribution des revenus et même l'exécution de clauses contractuelles. Par exemple, dans le crowdfunding, les contrats intelligents peuvent être programmés pour déclencher automatiquement le transfert de fonds aux porteurs de projet une fois que les objectifs de financement sont atteints.¹²⁶

2.3. Accessibilité Accrue pour les PME et les Startups

Enfin, la blockchain offre une accessibilité accrue au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les startups. Ces entreprises ont souvent du mal à obtenir un financement traditionnel en raison de leur manque d'historique de crédit ou de leurs besoins de financement spécifiques. La blockchain élimine les intermédiaires et réduit les coûts de transaction, ce qui rend le financement plus accessible et abordable pour ces acteurs économiques en plein essor.¹²⁷

3. Le rôle émergent des plateformes de prêt en ligne

Les plateformes de prêt en ligne ont émergé comme une alternative de financement de plus en plus populaire pour les entreprises de toutes tailles. Ces plateformes offrent un accès rapide et simplifié au financement, souvent avec des processus de demande plus flexibles et des délais de traitement plus courts que les institutions financières traditionnelles.

3.1. Transformation du Paysage du Financement

La transformation du paysage du financement est un phénomène clé résultant de l'émergence de nouvelles technologies et de modèles commerciaux innovants dans le secteur financier. Cette évolution a un impact significatif sur la manière dont les entreprises accèdent

¹²⁶ Besson, P., & Branche, J. (2018). Les technologies de la blockchain : opportunités et défis pour les entreprises et le management. *Revue française de gestion*, 44(277), pp 75-94.

¹²⁷ Mikolajczak, K., & Saleh, K. (2021). La blockchain, une technologie en évolution : analyse critique et application aux contrats intelligents. *Revue française de gestion*, 47(295), pp 163-182.

aux financements et sur la diversité des options disponibles. Voici quelques aspects importants de cette transformation :

3.1.1. Diversification des Sources de Financement

La transformation du paysage du financement a conduit à une diversification des sources de financement disponibles pour les entreprises. En plus des méthodes traditionnelles telles que les prêts bancaires, les entreprises peuvent désormais accéder à des financements alternatifs tels que le crowdfunding, le capital-risque, le financement participatif et les plateformes de prêt en ligne. Cette diversification offre aux entreprises un plus large éventail d'options pour répondre à leurs besoins de financement spécifiques.

3.1.2. Accessibilité Accrue au Financement pour les Startups

L'évolution du paysage du financement a également rendu le financement plus accessible aux startups et aux petites entreprises. Les plateformes de financement participatif, par exemple, offrent aux entrepreneurs la possibilité de lever des fonds auprès d'un large public d'investisseurs potentiels, éliminant ainsi certains des obstacles traditionnels rencontrés lors de la recherche de financements pour les nouvelles entreprises.¹²⁸

3.1.3. Innovation Financière et Technologique

La transformation du paysage du financement est étroitement liée à l'innovation financière et technologique. Les avancées technologiques telles que la blockchain, l'intelligence artificielle et les analyses de données ont ouvert de nouvelles possibilités dans le domaine du financement, permettant des processus plus efficaces, une évaluation plus précise du risque et des solutions de financement plus personnalisées.¹²⁹

3.1.4. Adaptation des Institutions Financières Traditionnelles

Face à cette transformation, les institutions financières traditionnelles ont dû s'adapter pour rester pertinentes sur le marché. De nombreuses banques ont investi dans des technologies innovantes, ont établi des partenariats avec des startups fintech et ont revu leurs processus de prêt pour offrir des solutions de financement plus rapides et plus flexibles à leurs clients.

¹²⁸ Brousseau, E., & Rallet, A. (2019). Économie numérique : enjeux, modèles économiques et politiques publiques. De Boeck Supérieur.

¹²⁹ Gruber, M. (2019). Financement de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Routledge.

La transformation du paysage du financement offre de nouvelles opportunités aux entreprises de toutes tailles et favorise l'innovation et la concurrence sur le marché financier. Cependant, elle soulève également des défis en termes de réglementation, de sécurité et d'inclusion financière, nécessitant une collaboration entre les acteurs du secteur financier pour garantir un environnement de financement durable et équitable.¹³⁰

3.2. Accessibilité et Rapidité des plateformes en ligne

La montée en puissance des plateformes de prêt en ligne s'explique en grande partie par leur accessibilité élargie et leur rapidité d'exécution. Ces plateformes offrent des avantages significatifs par rapport aux canaux de prêt traditionnels en termes de facilité d'accès et de rapidité de traitement des demandes de prêt.

3.2.1. Accessibilité accrue

Les plateformes de prêt en ligne élargissent l'accès au crédit en permettant aux emprunteurs de soumettre facilement leur demande de prêt en ligne, depuis n'importe quel endroit disposant d'une connexion Internet. Cette accessibilité élargie est particulièrement bénéfique pour les emprunteurs qui pourraient avoir des difficultés à obtenir un prêt par le biais des canaux traditionnels en raison de leur historique de crédit limité, de leur statut d'emploi ou d'autres facteurs. De plus, ces plateformes peuvent offrir une variété d'options de prêt adaptées à différents profils d'emprunteurs, ce qui les rend plus inclusives et accessibles à un plus large éventail de demandeurs.¹³¹

3.2.2. Rapidité de traitement

Une autre caractéristique clé des plateformes de prêt en ligne est leur rapidité de traitement des demandes de prêt. Contrairement aux banques traditionnelles qui peuvent prendre plusieurs semaines pour évaluer une demande de prêt, les plateformes de prêt en ligne utilisent souvent des algorithmes et des processus automatisés pour analyser rapidement les informations fournies par les emprunteurs et prendre des décisions de prêt en quelques jours, voire en quelques heures. Cette rapidité d'exécution est cruciale pour les emprunteurs qui ont

¹³⁰ Kamel, S., & Taggar, S. (2020). "L'essor des fintech : défis et opportunités." *Revue des perspectives financières*, 3(3), pp 177-193.

¹³¹ Burggraeve, K., & Claeys, J. (2019). FinTech et l'accessibilité des services financiers : Un aperçu des tendances actuelles. *Journal du marketing des services financiers*, 24(3), pp 102-113.

besoin de fonds rapidement pour saisir des opportunités commerciales ou faire face à des besoins financiers urgents.¹³²

3.3. Diversité des Options de Financement

La diversité des options de financement offertes par les plateformes de prêt en ligne constitue un aspect crucial de l'évolution du paysage financier. Ces options comprennent une gamme de produits financiers, tels que les prêts à terme, les lignes de crédit renouvelables, le financement de factures et le financement de l'achat d'équipement. Chaque option a ses propres caractéristiques en termes de montant du prêt, de taux d'intérêt, de durée de remboursement et de conditions de remboursement.

En outre, ces plateformes offrent souvent des solutions sur mesure adaptées aux besoins spécifiques des emprunteurs, ce qui permet une plus grande flexibilité dans la structuration des financements. Par exemple, certaines plateformes permettent aux emprunteurs de choisir entre des remboursements fixes ou variables, ou offrent des périodes de grâce pour les remboursements.¹³³

Cette diversité d'options de financement contribue à élargir l'accès au crédit, en particulier pour les petites entreprises et les startups qui peuvent avoir du mal à obtenir un financement traditionnel auprès des banques. Les plateformes de prêt en ligne offrent souvent des processus de demande simplifiés et des délais de financement plus rapides, ce qui permet aux emprunteurs d'obtenir rapidement les fonds dont ils ont besoin pour développer leurs activités.

Cependant, il convient également de noter que cette diversité d'options de financement peut également présenter des défis, notamment en ce qui concerne la transparence des coûts et des conditions, ainsi que la gestion des risques pour les prêteurs et les emprunteurs. De plus, les réglementations et les exigences de conformité peuvent varier d'une plateforme à l'autre, ce qui peut rendre difficile pour les emprunteurs de naviguer dans le paysage des prêts en ligne et de trouver l'option la plus adaptée à leurs besoins.

¹³² Lin, M. C., & Prabhala, N. R. (2018). L'essor du prêt FinTech aux petites entreprises : Opportunités et défis. *Journal de gestion des risques et financiers*, 11(4), p 80.

¹³³ Lefebvre, A., & Simon, M. (2018). *Le financement participatif : De l'analyse financière au crowdfunding*. Dunod.

En somme, la diversité des options de financement offertes par les plateformes de prêt en ligne ouvre de nouvelles opportunités pour les emprunteurs, tout en présentant des défis uniques en matière de transparence, de réglementation et de gestion des risques.¹³⁴

3.4. Modèles de Financement Alternatifs

Les modèles de financement alternatifs offrent des solutions novatrices pour les entreprises cherchant à financer leur cycle d'exploitation. Ces approches diverses, souvent facilitées par la technologie, peuvent contourner les canaux traditionnels de financement bancaire. Parmi les modèles émergents, on trouve le financement participatif (crowdfunding), les solutions basées sur la technologie blockchain et les plateformes de prêt en ligne.

Le financement participatif, ou crowdfunding, permet aux entreprises de solliciter des fonds auprès d'un large public via des plateformes en ligne. Cette approche démocratise l'accès au financement en permettant aux particuliers et aux investisseurs institutionnels de contribuer à des projets en échange de contreparties financières ou non financières.

Les solutions de financement basées sur la technologie blockchain exploitent la décentralisation et la transparence de cette technologie pour faciliter les transactions financières. Les entreprises peuvent des actifs numériques qui représentent une forme de financement direct ou de participation aux bénéfices.

Les plateformes de prêt en ligne offrent un accès rapide et simplifié au crédit pour les entreprises. Grâce à des processus numérisés et automatisés, elles permettent aux emprunteurs de soumettre des demandes de prêt en ligne et d'obtenir rapidement des fonds, souvent avec des taux d'intérêt compétitifs. Ces modèles alternatifs offrent des avantages tels que la diversification des sources de financement, une plus grande accessibilité pour les petites entreprises et une rapidité de traitement des demandes. Cependant, ils présentent également des défis en termes de réglementation, de sécurité et de confiance des investisseurs.¹³⁵

¹³⁴ Merville, L., & Paul, C. (2017). Prêter autrement : Les nouveaux acteurs du crédit. Presses universitaires de France.

¹³⁵ Hamdani, A., & Girard, T. (2017). Les prêts de pair à pair : quels risques pour les établissements bancaires traditionnels ? *Revue Banque*, (801), pp 44-47.

Section 03 : Etat des lieux des nouvelles innovations en matière de financement en Algérie

La section suivante se penche sur l'état actuel des innovations en matière de financement en Algérie. Alors que le pays cherche à moderniser son secteur financier et à stimuler l'entrepreneuriat, un regard approfondi sur les initiatives gouvernementales, l'adoption des technologies financières par les institutions bancaires et le développement du financement alternatif est essentiel pour comprendre les progrès réalisés et les défis persistants. Cette analyse nous permettra de mieux appréhender le paysage financier algérien et les opportunités émergentes pour les entreprises et les investisseurs.

1. Les Initiatives gouvernementales pour encourager l'innovation financière

Dans cette sous-section, nous examinerons les différentes initiatives prises par le gouvernement algérien pour encourager l'innovation financière dans le pays. Cela pourrait inclure des programmes de soutien financier, des incitations fiscales, des partenariats public-privé et d'autres mesures visant à promouvoir le développement et l'adoption de nouvelles technologies financières.

Les initiatives gouvernementales visant à encourager l'innovation financière en Algérie sont un élément crucial pour stimuler le développement économique et financier du pays. Ces initiatives comprennent divers programmes et politiques conçus pour promouvoir l'adoption et l'intégration des nouvelles technologies dans le secteur financier, ainsi que pour soutenir les entreprises et les startups innovantes.

1.1. Les mesures de soutien financier

Le gouvernement algérien met en œuvre des mesures de soutien financier pour encourager l'innovation dans le secteur financier. Cela peut inclure des subventions, des prêts à taux préférentiels et d'autres formes de financement destinées aux entreprises innovantes, aux startups technologiques et aux projets liés aux technologies financières.¹³⁶

¹³⁶ Ziane, M., & Oulimar, S. (2023). *Le Financement des Start-up En Algérie* (Doctoral dissertation, Université Mouloud Mammeri).

1.2. L'encouragement des partenariats public-privé

Pour favoriser l'innovation financière, le gouvernement algérien encourage les partenariats public-privé. Ces collaborations permettent de combiner les ressources et l'expertise du secteur public et du secteur privé pour développer et mettre en œuvre des initiatives novatrices dans le domaine financier.¹³⁷

1.3. Les incitations fiscales

Des incitations fiscales peuvent également être mises en place pour encourager l'investissement dans les technologies financières et les entreprises innovantes. Cela peut inclure des avantages fiscaux tels que des réductions d'impôts, des crédits d'impôt et d'autres mesures visant à réduire les coûts et les risques associés à l'innovation financière.¹³⁸

1.4. Promotion de l'éducation financière et de la sensibilisation

Le gouvernement algérien joue un rôle important dans la promotion de l'éducation et de la sensibilisation aux technologies financières. Cela peut se traduire par des programmes de formation, des campagnes de sensibilisation et d'autres initiatives visant à familiariser les citoyens et les entreprises avec les avantages et les possibilités offerts par les innovations financières.¹³⁹

Ces initiatives gouvernementales sont essentielles pour créer un environnement propice à l'innovation financière en Algérie, favorisant ainsi la croissance économique, la compétitivité et l'inclusion financière dans le pays.

2. Adoption des technologies financières par les institutions bancaires en Algérie

L'adoption des technologies financières par les institutions bancaires en Algérie est un sujet d'intérêt croissant, reflétant les tendances mondiales vers la numérisation du secteur financier. Dans un contexte où la demande de services bancaires numériques augmente et où la

¹³⁷ Amine, M. Partenariat public-privé et innovation scientifique : quelle relation?. In Actes du Colloque International Coopération Université-Entreprise : d'une recherche «sur» l'entreprise à une recherche «avec» l'entreprise. (p. 82).

¹³⁸ Hadjar, G. (2014). Le partenariat public-privé: transfert de connaissances managériales et apprentissage. Cas d'entreprises publiques algériennes (Mémoire de master, Nice).

¹³⁹ Mohand Said, A. T. (2023). Le financement de l'entrepreneuriat en Algérie: enjeux et perspectives de l'entrepreneuriat vert (Mémoire de mater, UNIVERSITE DE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU).

concurrence s'intensifie, les banques algériennes sont confrontées à la nécessité de moderniser leurs infrastructures et leurs offres pour rester compétitives sur le marché.

Cette transition vers les technologies financières (FinTech) peut être observée à travers plusieurs initiatives et développements. Les banques algériennes commencent à investir dans des systèmes de paiement électronique, des applications mobiles bancaires et des plateformes en ligne pour offrir une gamme plus large de services à leurs clients. De plus, des partenariats avec des startups technologiques locales et internationales sont de plus en plus fréquents, permettant aux banques de bénéficier de solutions innovantes pour améliorer leur efficacité opérationnelle et leur expérience client.¹⁴⁰

Cette adoption des technologies financières est également soutenue par les autorités réglementaires et gouvernementales en Algérie, qui reconnaissent l'importance de la transformation numérique du secteur financier pour stimuler l'inclusion financière, encourager l'innovation et favoriser le développement économique.

Cependant, malgré ces progrès, des défis persistent, notamment en matière de cybersécurité, d'interopérabilité des systèmes et de formation du personnel. De plus, l'adoption généralisée des technologies financières en Algérie est encore à un stade relativement précoce par rapport à d'autres pays, ce qui souligne le besoin d'efforts continus pour accélérer cette transition et maximiser ses avantages pour l'économie et la société algériennes.¹⁴¹

L'adoption des technologies financières par les institutions bancaires en Algérie est un processus complexe, marqué par plusieurs initiatives et développements significatifs. Cette transition vers les FinTechs est motivée par la nécessité pour les banques de s'adapter à un environnement financier en évolution rapide, caractérisé par une demande croissante de services numériques et une concurrence accrue sur le marché.

2.1. Investissements dans les Systèmes de Paiement Électronique

Une des premières étapes de cette transition est l'investissement dans des systèmes de paiement électronique. Les banques algériennes déploient des infrastructures modernes pour

¹⁴⁰ Djenidi, H. (2018). L'impact de la transformation digitale sur la performance des banques algériennes : Cas des banques publiques. Mémoire de Master, Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene, Algérie.

¹⁴¹ Belaïd, A. (2020). Les défis de la transformation numérique dans le secteur bancaire algérien. *Revue de l'Économie Numérique*, 5(2), pp 78-92.

faciliter les transactions électroniques, offrant ainsi à leurs clients une plus grande commodité et une accessibilité accrue aux services bancaires.¹⁴²

2.2. Développement d'Applications Mobiles et de Plateformes en Ligne

Parallèlement aux systèmes de paiement électronique, les banques investissent dans le développement d'applications mobiles bancaires et de plateformes en ligne. Ces outils permettent aux clients d'accéder à leurs comptes, d'effectuer des transactions et de gérer leurs finances à tout moment et en tout lieu, renforçant ainsi l'engagement client et la satisfaction.¹⁴³

2.3. Soutien des Autorités Réglementaires et Gouvernementales

L'adoption des technologies financières est soutenue par les autorités réglementaires et gouvernementales en Algérie. Ces organismes reconnaissent l'importance de la transformation numérique du secteur financier pour stimuler l'inclusion financière, encourager l'innovation et favoriser le développement économique. En conséquence, des politiques et des initiatives sont mises en place pour faciliter cette transition et créer un environnement propice à l'innovation.¹⁴⁴

2.4. Les défis et Opportunités

Malgré les progrès réalisés, des défis persistent, notamment en matière de cybersécurité, d'interopérabilité des systèmes et de formation du personnel. De plus, l'adoption généralisée des technologies financières en Algérie est encore à un stade relativement précoce par rapport à d'autres pays, ce qui souligne le besoin d'efforts continus pour accélérer cette transition et maximiser ses avantages pour l'économie et la société algériennes.¹⁴⁵

3. Développement du secteur du financement alternatif en Algérie

Le développement du secteur du financement alternatif en Algérie représente une évolution significative dans le paysage financier national. Alors que les entreprises et les entrepreneurs cherchent des alternatives aux méthodes traditionnelles de financement, de nouvelles modalités émergent, offrant des opportunités de croissance et d'investissement.

¹⁴² Banque d'Algérie. (2020). Rapport annuel sur la supervision bancaire. Alger.

¹⁴³ Ministère des Finances. (2019). Plan national de transformation digitale. Alger.

¹⁴⁴ Haddad, R. (2018). La transformation digitale des banques algériennes : enjeux et perspectives. *Revue Algérienne de Gestion et de Comptabilité*, 8(2), pp 27-41.

¹⁴⁵ Ould-Abderrahmane, M. (2017). L'impact des technologies financières sur le secteur bancaire en Algérie. *Revue Algérienne d'Économie et de Gestion*, 5(1), pp 55-68.

3.1. Émergence de Nouvelles Modalités de Financement

L'émergence de nouvelles modalités de financement en Algérie reflète une transition vers des méthodes plus diversifiées et flexibles pour répondre aux besoins des entreprises et des entrepreneurs.

3.1.1. Le financement Participatif

Le financement participatif, ou crowdfunding, gagne en popularité en Algérie. Les plateformes de crowdfunding permettent aux entrepreneurs de lever des fonds auprès d'un large public pour financer leurs projets. Cette approche offre une alternative aux méthodes de financement traditionnelles et favorise l'implication de la communauté dans le développement économique.¹⁴⁶

3.1.2. Le Capital-Investissement

Le capital-investissement, également connu sous le nom de private equity, devient une option attractive pour les entreprises en croissance en Algérie. Les investisseurs privés fournissent des fonds en échange d'une participation dans l'entreprise, ce qui peut aider les entreprises à accéder à un financement supplémentaire tout en bénéficiant de l'expertise et du réseau des investisseurs.¹⁴⁷

3.1.3. Le Marchés des Capitaux

Les marchés de capitaux émergent en tant que source de financement pour les entreprises algériennes. Les introductions en bourse et les émissions d'obligations offrent aux entreprises la possibilité de lever des fonds auprès d'investisseurs institutionnels et individuels. Cette diversification des sources de financement contribue à renforcer le système financier du pays.¹⁴⁸

3.1.4. Microfinance

La microfinance joue également un rôle important dans le paysage financier en Algérie, en offrant des services financiers aux entrepreneurs et aux petites entreprises qui ont

¹⁴⁶ Benhabib, M., & Benhabib, L. (2019). Crowdfunding et entrepreneuriat en Algérie : État des lieux et perspectives. *Revue Economie & Management*, (29), pp 15-30.

¹⁴⁷ Banque Mondiale. (2018). Rapport sur le développement dans le monde 2018 : Apprendre à réaliser la promesse de l'éducation pour tous. Banque mondiale.

¹⁴⁸ Société Financière Internationale. (2017). Capital-investissement en Afrique : Guide pour les investisseurs et les entrepreneurs.

généralement un accès limité aux banques traditionnelles. Les institutions de microfinance fournissent des prêts et d'autres services financiers adaptés aux besoins des clients à faible revenu.

L'émergence de ces nouvelles modalités de financement témoigne d'une évolution positive dans le secteur financier en Algérie. Ces approches offrent des opportunités aux entreprises et aux entrepreneurs qui cherchent à développer leurs activités et à stimuler la croissance économique du pays. Toutefois, il est essentiel de mettre en place un cadre réglementaire approprié pour garantir la transparence, la sécurité et la stabilité du marché financier.¹⁴⁹

3.2. Cadre Réglementaire et Institutionnel

Dans le contexte du développement du secteur du financement alternatif en Algérie, le cadre réglementaire et institutionnel revêt une importance capitale.

3.2.1. La réglementation bancaire et financière

La Banque d'Algérie, en tant qu'autorité de régulation financière, joue un rôle essentiel dans l'encadrement des activités financières et bancaires dans le pays. Les lois bancaires et les réglementations émises par cet organe régulateur fixent les règles et les normes auxquelles doivent se conformer les institutions financières opérant en Algérie. Ces réglementations visent à garantir la stabilité et la sécurité du système financier, tout en favorisant l'innovation et le développement du secteur.¹⁵⁰

3.2.2. L'adaptation du cadre réglementaire

Face à l'émergence de nouvelles modalités de financement, telles que le crowdfunding et les plateformes de prêt en ligne, le cadre réglementaire existant doit être adapté pour prendre en compte ces nouvelles réalités. Cela implique d'identifier les lacunes éventuelles dans la réglementation actuelle et de les combler pour assurer la protection des investisseurs et des emprunteurs, ainsi que la prévention des risques systémiques.¹⁵¹

¹⁴⁹ Zellagui, K., & Lahiani, A. (2017). Microfinance et entrepreneuriat en Algérie : Quelle contribution au développement économique et social ? *Revue Innovations et RSE*, 3(1), 15-28.

¹⁵⁰ Banque d'Algérie. (2021). Instruction n°07-2021 relative aux établissements de paiement.

¹⁵¹ Ministère des Finances et du Budget. (2020). Loi de finances complémentaire 2020.

3.2. Croissance des Plateformes de Financement Participatif

La croissance des plateformes de financement participatif en Algérie représente une évolution significative dans le paysage financier du pays. Cette modalité de financement, également connue sous le nom de crowdfunding, permet à des entrepreneurs, des projets ou des entreprises de collecter des fonds auprès d'un large public via des plateformes en ligne.

3.3.1. Expansion de l'écosystème

Au cours des dernières années, l'écosystème du financement participatif en Algérie a connu une expansion remarquable, avec l'émergence de plusieurs plateformes dédiées à cette pratique. Ces plateformes offrent aux porteurs de projets un moyen alternatif de financement, en contournant parfois les canaux traditionnels de prêt bancaire ou d'investissement en capital.¹⁵²

3.3.2. Diversification des projets financés

Les plateformes de financement participatif couvrent une large gamme de secteurs et de projets, allant de l'entrepreneuriat et des start-ups à la culture, l'éducation, l'innovation sociale et environnementale. Cette diversification permet à un large éventail d'initiatives de trouver des sources de financement alternatives, contribuant ainsi à la dynamisation de l'économie et à la création d'emplois.

3.3.3. Impact sur l'inclusion financière

Une des caractéristiques les plus importantes du financement participatif est son potentiel à favoriser l'inclusion financière en donnant accès au financement à des projets qui pourraient avoir du mal à obtenir un soutien financier par les voies traditionnelles. En permettant à des investisseurs de tous horizons de participer à des projets à différents niveaux, le crowdfunding peut contribuer à réduire les disparités en matière d'accès au financement.¹⁵³

3.3.4. Défis et opportunités

Cependant, le développement du financement participatif en Algérie n'est pas sans défis. Des questions telles que la réglementation, la protection des investisseurs, la transparence et la

¹⁵² Kherbouche, A. (2018). Le crowdfunding en Algérie : Quels enjeux et perspectives ? Cas d'étude : la plateforme Djengo. USTHB, Alger.

¹⁵³ Boudina, N., & Nouicer, I. (2019). Le crowdfunding en Algérie : entre opportunités et défis. *Revue Africaine de Management*, 2(1), pp 103-122.

gouvernance doivent être abordées pour garantir le bon fonctionnement et la crédibilité du secteur. Néanmoins, ces défis sont également des opportunités d'amélioration et de renforcement du cadre réglementaire et institutionnel pour favoriser une croissance saine et durable du financement participatif.

Par conséquent, la croissance des plateformes de financement participatif en Algérie offre de nouvelles perspectives pour le financement de projets innovants et la promotion de l'entrepreneuriat. En développant un écosystème favorable à cette pratique, les autorités algériennes peuvent contribuer à stimuler l'innovation, l'inclusion financière et la diversification économique du pays.¹⁵⁴

3.4. Impact sur l'Écosystème Financier

Le développement du secteur du financement participatif en Algérie a suscité un intérêt croissant ces dernières années, offrant une alternative aux méthodes traditionnelles de financement. En effet, plusieurs études, telles que celles menées par Bensalah et Harchaoui (2019) ainsi que Zouaoui et El Amine (2020), ont mis en lumière les opportunités offertes par le crowdfunding pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les start-up du pays.¹⁵⁵

Grâce au crowdfunding, ces entreprises ont accès à des sources de financement plus diversifiées, ce qui leur permet de contourner les contraintes souvent associées aux prêts bancaires traditionnels. En outre, le financement participatif offre aux investisseurs la possibilité de soutenir des projets qui correspondent à leurs valeurs ou à leurs intérêts, renforçant ainsi l'engagement de la communauté dans le développement économique du pays.

Cependant, malgré son potentiel, le crowdfunding en Algérie est confronté à certains défis, notamment en termes de cadre réglementaire et d'infrastructures nécessaires pour soutenir son expansion. Le manque de confiance des investisseurs et le besoin de sensibilisation quant aux avantages du financement participatif sont également des obstacles à surmonter pour favoriser sa croissance.

Néanmoins, avec le soutien des autorités gouvernementales et le développement continu des plateformes de crowdfunding, le secteur du financement participatif en Algérie pourrait

¹⁵⁴ Allali, A. (2020). Crowdfunding en Algérie : une nouvelle source de financement pour les entreprises. *Studia Universitatis Babeş-Bolyai Oeconomica*, 65(1), pp 44-56.

¹⁵⁵ Zouaoui, M., & El Amine, S. (2020). Crowdfunding et financement des start-ups en Algérie : état des lieux et perspectives. *Revue Économique et Sociale*, (1), pp 101-118.

jouer un rôle de plus en plus important dans le financement de l'économie, en particulier pour les entreprises émergentes et innovantes.¹⁵⁶

Conclusion

En conclusion, les perspectives du financement bancaire du cycle d'exploitation sont marquées par un mélange d'incertitudes et d'opportunités. Alors que les évolutions technologiques et les nouvelles tendances ouvrent de nouvelles possibilités de financement et de gestion des liquidités, elles soulèvent également des défis en matière de réglementation, de sécurité et de gouvernance.

Pour les entreprises, il est essentiel de rester à l'affût des développements du marché et d'adopter une approche proactive pour tirer parti des nouvelles opportunités tout en atténuant les risques potentiels. En fin de compte, le financement du cycle d'exploitation continuera d'évoluer dans un environnement dynamique et en mutation, et les entreprises qui sauront s'adapter et innover seront les mieux placées pour prospérer dans ce nouvel environnement financier.

¹⁵⁶ Bensalah, S., & Harchaoui, M. (2019). Le crowdfunding, un nouvel outil de financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) en Algérie. *Revue des Sciences de Gestion*, (290), pp 29-37.

Chapitre 4

**Etude d'un dossier de
crédit d'exploitation
financé par le CPA
n°189**

Introduction

Le dernier chapitre se penche sur une étude de cas spécifique, portant sur un dossier de crédit d'exploitation financé par le CPA (Crédit Populaire d'Algérie), plus précisément par l'agence DBK n°189.

À travers cette étude, nous explorerons en détail la présentation de l'organisme d'accueil, l'analyse approfondie d'un dossier de crédit d'exploitation et la gestion des dossiers de crédit d'exploitation au sein de cette agence.

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil CPA agence DBK n°189

Cette section fournira un aperçu détaillé de l'organisme d'accueil, le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), en se concentrant spécifiquement sur l'agence DBK n°189. Nous examinerons son histoire, les missions de cette agence, sa structure organisationnelle et son rôle dans le secteur financier algérien.

1. Présentation du Crédit Populaire d'Algérie

La banque publique (CPA), est une banque de type commercial qui a été créée par l'ordonnance du n° 66 36 du 19/12/1966 et immatriculée au registre du commerce d'Alger avec le n°84 B 803. La banque CPA a repris la structure de la banque Algéro-Mesr appelée, société Marseillaise de crédit, la banque régionale du crédit populaire d'Algérie et la compagnie française de crédit et de banque.

Actuellement, le CPA compte un réseau de 117 agences réparties sur tout le territoire national, ces agences sont rattachées à 19 groupes d'exploitation. Au niveau de la capitale, les agences du CPA sont au nombre de 25 qui sont issues de trois groupes d'exploitation du CPA: Alger Est, Alger Ouest et Alger Centre.

Nous allons donc présenter dans ce travail, l'agence d'accueil, n°189 où s'est déroulé notre stage, sise à Tizi-Ouzou (commune de DBK), afin de mettre en évidence sa structure et d'illustrer le modèle d'organisation de cette agence bancaire.

De façon générale, une banque a pour finalité d'effectuer la collecte des fonds que lui confie sa clientèle puis de les prêter en retour. L'agence CPA De Tizi-Ouzou n°189 est une agence de première catégorie appartenant au groupe d'exploitation de Tizi-Ouzou. Elle est structurée comme suit:

- Deux sous directeurs assistés par :
 - un sous-directeur administratif
 - un sous-directeur d'exploitation
- Un chef de service (caisse/portefeuille).
- un chef de service (crédit).
- chef de service (étranger)
- Une secrétaire.
- Un assistant de contrôle, chargé aussi de la télé compensation.
- Deux chargés d'études (crédit).

- Deux guichetières, chargées en outre, des virements, des mises à disposition et des opérations de recette et deux caissiers

1.1. Cadre historique du CPA

Depuis la mise en place effective de la BNA, le système bancaire algérien fut renforcé par l'ajout d'un autre acteur et intermédiaire financier bancaire, qui n'est autre que le CPA, qui a été créé en date du 29 décembre 1966, le CPA est considéré alors comme une banque commerciale d'Etat, dont le siège social est situé au 02 boulevard Amirouche Alger. Bien qu'il puisse, au même titre que les autres banques, faire la réception des dépôts de fonds et exécuter des opérations financières avec toute personne physique ou morale.

Lors de sa création, le CPA est spécialisé dans le créneau de l'hôtellerie, l'habitat et l'industrie et financement des secteurs de l'artisanat.

Aussi, a l'image de ses confrères elle a évolué dans un cadre de planification centralisée, qui faisait qu'il y avait un dispositif d'allocation centrale des ressources. Les modalités d'octroi et de gestion des crédits obéissaient à cette époque à des procédures administratives voir à des considérations politiques en dehors de toute logique commerciale et de tout critère de rentabilité financière ou bien d'efficacité économique.

Par la suite, le passage marqué des banques Algériennes vers l'autonomie a fait qu'elles se sont retrouvées mobilisées par un mouvement de transformation d'une ampleur importante. Le crédit Populaire d'Algérie a ainsi engagé un programme de réorganisation profond de ses structures et de ses méthodes.

Récemment, avec l'instauration d'un réseau de distributeurs automatiques de billets DAB et des cartes CPA VISA pour les règlements en devises, représentent les premiers éléments d'une large gamme de produits. Le CPA a renforcé également ses missions à l'internationale. Les nouvelles dispositions relatives à l'extérieur confortent le rôle de la banque dans l'assistance des entreprises. En multipliant ses prises de participation à l'étranger dans des banques ou des sociétés de trading et d'investissement.

A partir de 1966, les banques publiques ont été placées sous la tutelle du Ministère des Finances.

1.2. Évolution du CPA

Le CPA dispose de la qualité d'une banque de dépôts qui peut mobiliser des concours financiers aux professions libérales. Depuis l'année 1985, le CPA donne naissance à la BDL, par la session d'un nombre de 40 agences, accompagné par le transfert d'un nombre de 550 employés. Par ailleurs, les étapes marquantes de l'évolution du CPA sont les suivantes:

- En 1988, le CPA est devenu une entreprise publique économique par action, dont le capital est propriété exclusive de l'Etat.
- En 1990, l'échelon intermédiaire entre la direction et les agences a été supprimé. Des Unités conçues comme reproduction de la direction générale ont été remplacés par des Succursales
- En 1992, les structures centrales ont été réorganisées par la création de la direction adjointe (DGA), regroupe plusieurs directions centrales.
- En 1995, le CPA a adopté de nouveaux organismes d'exploitation visant à adopter l'architecture commerciale de la banque à une économie de marché.

Après avoir satisfait les conditions d'éligibilité prévue par les dispositions de la loi sur la monnaie et du crédit (Loi 90- 10 avril 1990), le CPA a obtenu le 7 avril 1997 son agrément du conseil de la monnaie et du crédit, devenant ainsi la deuxième banque à être agréée.

1.3. Fonctions assignées au CPA

Le CPA assume une multitude de fonctions, en passant de la gestion des moyens de paiement, jusqu'à la mobilisation de produits à caractères très complexes.

Le CPA est présenté par ses statuts à titre d'une banque universelle, il a notamment pour fonction, collecte des ressources et le financement de l'économie, et de ce fait à une plus grande efficacité dans ses modes d'intervention.

Par conséquent, pour remplir correctement ses fonctions, et pour satisfaire aux nouveaux besoins du marché, la banque doit œuvrer à un redéploiement des moyens dont elle dispose et à l'optimisation de ses capacités, pour ce faire elle doit :

- La satisfaction des clients par la capacité d'offrir des produits et des services répondant à leurs besoins
- Assurer un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités qui lui sont assignées

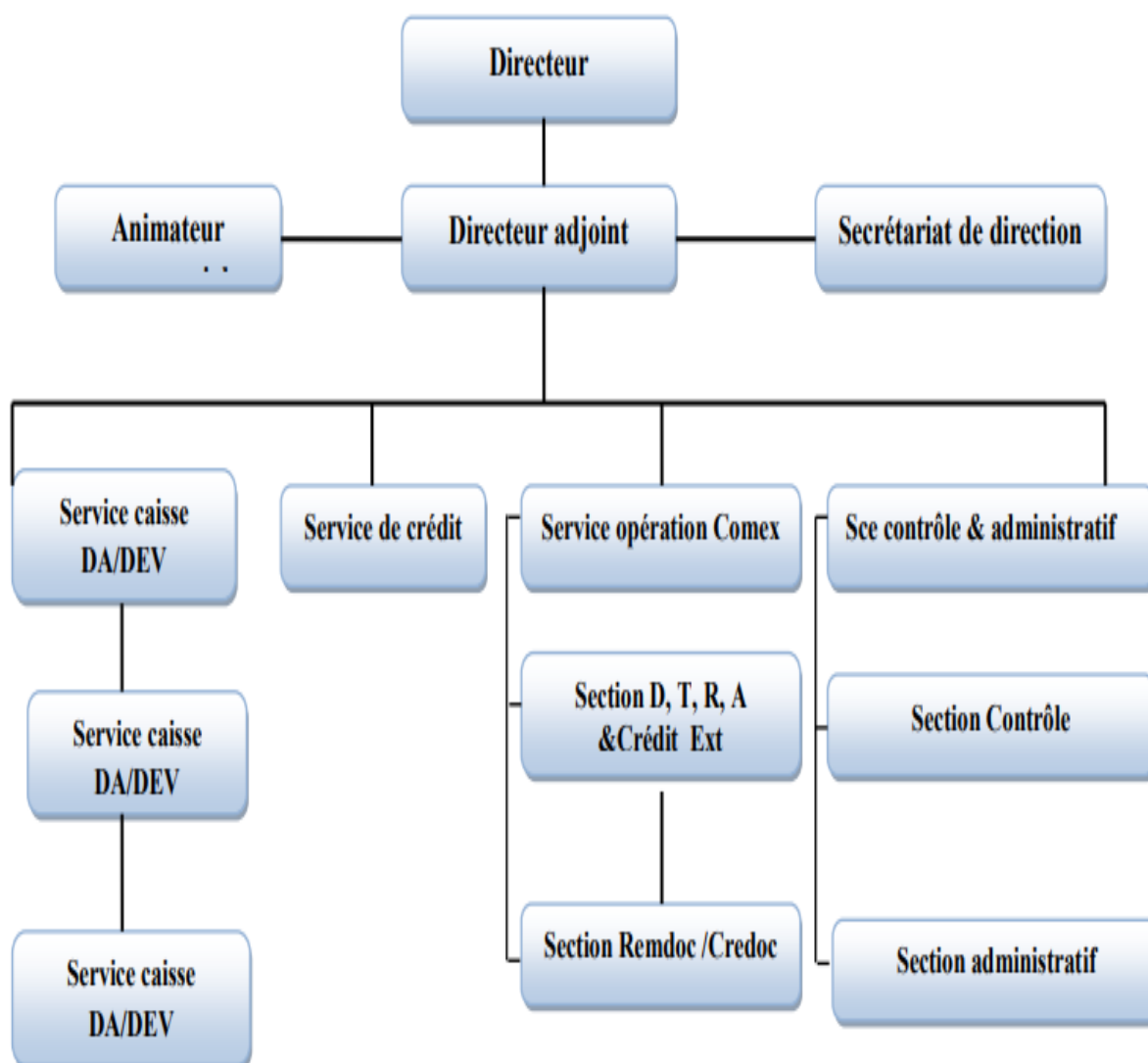
- Accroître efficacité des procédure de contrôle.
- Optimiser la gestion en vue d'assurer les transformations requises.
- Procéder au développement du commerce par l'introduction de nouvelles methodes managériales et de marketing.
- Gérer de façon plus optimale les ressources humaines.
- Développer les moyens informatiques et les systèmes d'information.
- Gérer de façon dynamique la trésorerie de la banque (DA et Devise),
- assurer une gestion optimale des emprunts et gérer de façon active la dette extérieure.
- Mettre en place renforcer la prévision et le contrôle.

2. La présentation de l'agence de Draa Ben Khedda « 189 »

L'agence bancaire CPA Draaben Khedda 189 dans laquelle s'est déroulé notre stage pratique a été créé en Avril 1987,

- Son adresse : 189 cité des 96 logts Apc/Cnep Bt G, Draa ben khedda, Tizi Ouzou, Algérie.
- Tél : 026272046
- Fax : 026272540 Le code de cette agence est n°189.
- Sa forme juridique : Société par Action (SPA).

Figure N°5 : L'organigramme de l'agence « CPA » N°189 » « Draa Ben Khedda »



Source : Document interne au CPA

3. Rôle et organisation des services de l'agence CPA de Draa Ben Khedda

L'agence CPA de Draa Ben Khedda est organisée en plusieurs niveaux et services:

A) Le directeur : Il a pour principales missions :

- Animer, développer, organiser et gérer un centre de profit ;
- La mise en œuvre de la politique commerciale de l'établissement et définition des objectifs de ses collaborateurs ;
- Veiller à l'application de la réglementation en vigueur ;
- Veiller au maintien à la discipline générale au niveau de la structure ;

- Décide sur des situations bien particulières ;
- Assure le bon fonctionnement de l'agence, tant au niveau de l'accueil des clients que de la sécurité.

B) Le directeur adjoint : Il a pour missions :

- Assister le directeur dans ses tâches.
- Organiser et contrôler les travaux exécutés par ses services.
- Participer à l'élaboration du programme de l'agence.
- Prendre le relais lorsque le directeur est absent.

C) Secrétariat général : Il a pour missions :

- Assurer le bon fonctionnement administratif et participe à toutes les décisions politiques. Classer et archiver des documents.
- Filtrer les appels téléphoniques.
- Organiser les déplacements.
- Gérer des dossiers transversaux.
- Rédiger les comptes rendus des réunions.
- Tenir des agendas et organiser des réunions.
- Traiter les correspondances.
- Réceptionner, rédiger et transmettre les courriers et les e-mails
- Gérer l'agenda de son responsable.

D) Service caisse : Dinar/Devise : Il regroupe les services suivants :

1) Le service compartiment Back-office

- L'échange des chèques.
- Gestion des procurations.
- Gestion des chèques.
- Délivrance de chèque de banque.
- Les remises : Remises de chèques et Remises effets.
- Les virements
- Manipulation des fonds.
- Réception des fonds de la part des clients sous forme de dépôts des différents comptes Da/Devise.
- Le décaissement : Paiement des clients au débit des différents comptes.

2) Le service FrontOffice

- Confirmation des ordres passés par les clients.
- Enregistrement des transactions.

- Règlement et livraison des titres.
- Versement des dividendes des actions et des intérêts des obligations.
- Déclaration des transactions à la banque.

E) Service crédit : Il a pour but :

- Etudier et analyser les dossiers de crédit.
- Analyser les besoins des clients.
- Procéder à l'ouverture des lignes de crédit par signature suivant autorisation et dossier formalisés par le service crédit.
- Collecte et enregistrement des demandes de prêt.
- Il s'occupe de l'analyse financière et extra financière des demandes de prêts selon les procédures de l'agence CPA.
- Préparer les documents nécessaires à la conduite de comité de crédit et au déboursement des prêts.
- Assurer le suivi régulier des clients selon les règles et les procédures établies par l'agence CPA.
- Développer et fidéliser des portefeuilles clients

F) Le service contrôle et administratif

1) Contrôle : Il s'occupe de :

- Contribue activement à la gestion prévisionnelle en établissant le budget sur la base des principaux objectifs fixés par la direction.
- La vérification des opérations de casse passées durant la journée.
- Assure le contrôle permanent des réalisations par rapport aux estimations, jouant le rôle d'alerte en cas d'écart.

2) Administratif : Il s'occupe de :

- Avoir une feuille d'émargement (vérification des signatures)
- Déclaration de TVA → Présalaire des stagiaires. → Bordeaux d'absence.
- Etat de chéquiers en stock.
- Etat de chéquiers et CIB/ + - 1 mois
- Etat IRG à renseigner
- Paiement des factures mobiles.
- Paiement des factures téléphone fixes.
- Renseigner état + copie fiche d'intervention.
- Budget : établir état.
- Inventaire.

- Vérifier les outils de la banque.

G) Le service portefeuille : Il a pour but :

- La mobilisation des crédits, les impayés, les dossiers, les risques, les renseignements commerciaux...
- L'escompte des chèques et des effets.
- L'encaissement des chèques et des effets.

Section 02 : Examen et traitement d'un dossier de crédit d'exploitation

L'étude et l'examen d'une demande de crédit d'exploitation introduite auprès de la banque doit, préalablement faire l'objet d'un montage de dossier qui représente pour le banquier une tâche capitale du fait qu'elle représente le socle de son analyse, voire de sa décision.

Effectivement, l'étude du dossier donne lieu à la mise en place d'étapes assez longues, partant de la constitution du dossier vers la décision finale et ce, en mettant l'accent sur l'ensemble des paramètres liés à l'évaluation des risques du crédit et à l'appréciation de l'entreprise qui va demander le financement.

1. La phase de constitution du dossier

Le dossier de crédit doit comporter l'ensemble des documents qui permettent d'appréhender la situation générale de l'entreprise et de faire une étude financière convenable, Ces documents retracent la situation administrative juridique, économique, et financière de la relation.

1.1. Le dossier de crédit d'exploitation

Le dossier de crédit est capital car il permet au banquier de mieux situer et connaître le client de la banque.

Ce dossier doit contenir un maximum de renseignements relatifs au client. Ces renseignements sont composés notamment de :

- La demande de crédit qui doit préciser le montant, la durée, l'objet, et les garanties proposées, datée et signée par le(s) gérant(s).
- Une copie du registre de commerce authentifié par la CNRC.
- une copie des statuts de la (société) : précisant l'étendue des pouvoirs et la répartition du capital sur les différents actionnaires.
- Un titre de propriété du bien proposé en garantie, L'acte de propriété ou le contrat de location du local abritant les activités de l'entreprise.
- L'expertise du ou des biens proposé (s) en garanties.
- Certificat négatif + livret foncier.

- Les bilans comprenant les annexes des trois derniers exercices et certifiés par un comptable et comportant la mention « certifiés conformes à nos écritures » apposée par le gérant suivi de sa signature ou à défaut les bilans fiscaux.

Les bilans fournis doivent être accompagnés de pièces explicatives relatives aux postes importants de ces bilans (particulièrement les postes dettes et banque); Rapport commissaire aux comptes des 03 derniers exercices.

- les bilans prévisionnels.
- Les attestations fiscales et parafiscales récentes à défaut un échéancier de remboursement accordé par l'administration fiscale.
- Des notes de présentation du ou des promoteurs.
- Etude technico-économique (rapport d'activité) en indiquant le taux de change appliqué.
- Une Situation comptable de moins de trois mois, signée par le comptable et les gérants et comportant le cachet de l'entreprise.
- Un tableau de trésorerie revêtu obligatoirement de la signature des personnes habilitées et du cachet de l'entreprise.
- Liste des clients actuels et Contrats, conventions ou marchés signés avec diverses entreprises.

2. L'identification du demandeur de crédit

L'identification du demandeur de crédit constitue l'étape primordiale dans le processus d'étude et d'analyse d'un dossier de crédit. En fait, c'est en connaissant bien son partenaire que le banquier peut orienter sa décision concernant l'octroi ou non du concours sollicité.

Ainsi, avant d'entamer l'analyse des documents comptables et financiers, il est nécessaire pour le banquier d'avoir une idée générale sur le contexte professionnel dans lequel l'entreprise évolue. De ce fait, il est amené à identifier l'entreprise en tant qu'entité juridique et économique, la situer dans son environnement, et ce, après un petit aperçu sur son évolution dans le temps.

3. Relation entre la banque et le demandeur de crédit

La relation entre la banque et le demandeur du crédit commence dès l'ouverture d'un compte au profit de ce dernier. Cette relation est basée essentiellement sur la confiance qui s'instaure au fil du temps avec les différentes opérations qu'effectue le client sur son compte qui reflètent l'activité du client.

3.1. Historique de la relation

La durée de la relation entre la banque et les clients peut être retenue comme critère de classification.

En feuilletant dans l'historique de sa relation avec n'importe quelle entreprise, le banquier recensera tous les événements ayant marqué la démarche de cette entreprise (ouverture du compte, les engagements accordés et leurs dénouements,...).

3.2. Les mouvements d'affaires confiés par la relation

Le compte courant du client retrace l'ensemble des transactions liées à l'activité de l'entreprise. Le mouvement d'affaires confié par le client à sa banque reflète le degré de fidélité et de confiance qu'il a en son banquier. Il se calcule ainsi :

$$\text{Mouvement d'affaires} = \Sigma \text{Mouvements crédit} = \text{versements} + \text{virements reçus} + \text{remises de chèques et effets}$$

Ce mouvement confié doit être rapporté au chiffre d'affaires déclaré (Mouvement confié/ CA déclaré). Suivant ce rapport, trois situations peuvent se présenter :

- **Mouvement confié = chiffre d'affaires (CA) déclaré** : une centralisation du CA au niveau du compte du client, et c'est le cas idéal.
- **Mouvement confié < CA déclaré** : soit il s'agit d'une fausse déclaration du CA (CA fictif) ou d'une non centralisation du CA, c'est-à-dire que le client détient d'autres comptes auprès d'autres banques, ou encore le client réalise des transactions en espèce.
- **Mouvement confié > CA déclaré** : il s'agit d'une fausse déclaration du CA (diminuer le CA pour fuir au fisc), ou d'une réalisation d'opérations hors exploitation.

Les banques exigent souvent aux clients bénéficiaires d'un crédit bancaire de centraliser leurs chiffres d'affaires chez elles.

4. Diagnostic économique & financier de l'entreprise

Après avoir pu identifier et étudier l'environnement du demandeur de crédit, le banquier dispose alors d'une image à priori de celui à qui il a affaire.

Passée cette étape, le banquier prendra en compte des données plus objectives afin de pouvoir compléter et/ou corriger l'idée dont il se fait sur le demandeur de crédit.

A cet effet, le banquier aura à traiter les documents cités précédemment afin de déceler toute anomalie sur la santé financière de l'entreprise.

Il utilisera donc un outil incontournable : l'analyse financière. Celle-ci peut être définie comme suit :

« L'analyse financière est un ensemble de concepts, de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise, aux risques qui l'affectent, au niveau et à la qualité de ses performances. »¹⁵⁷

L'analyse rétrospective concerne l'évolution de l'activité de l'entreprise durant les trois dernières années (généralement). Elle est menée sur la base des données réelles matérialisées par les bilans, les TCR et les états annexes. Ces documents sont établis par la comptabilité de l'entreprise et certifiés par les commissaires aux comptes.

4.1. Le bilan financier

Le bilan financier est un bilan comptable retraité par la banque qui travaille dans un souci liquidatif (optique liquidative).

Il se présente comme suit :

- **L'actif** : il se subdivise en deux parties : une partie regroupant l'actif à plus d'un (01) an (actif immobilisé), et une partie regroupant l'actif à moins d'un (01) an (actif circulant).
- **Le passif** : il comporte également deux parties distinctes : le passif à plus d'un (01) an (capitaux permanents) et le passif à moins d'un (01) an (dettes à court terme).

1) Passage du bilan comptable au bilan financier

Le passage du bilan comptable au bilan financier nécessite plusieurs redressements :

- Retraitement des non-valeurs.

¹⁵⁷ E. COHEN, Analyse financière, 4e édition, Economica, Paris, 1997.

- Réintégration des éléments hors-bilan.
- Réévaluation de certains postes du bilan.
- Reclassement et finalisation du bilan financier.

2) Les principaux postes du bilan financier

a). Contenu de l'actif

- **Valeurs Immobilisées (VI)** : ce poste doit regrouper les immobilisations à plus d'un an dont on doit retrancher les actifs sans valeurs et les immobilisations cessibles à (-) d'un an.
- **Autres Valeurs Immobilisées** : ce poste comprend les éléments auxquels on a un doute, quant à la réalisation au cours de l'exercice, ainsi que les éléments qui ne sont pas parfaitement liquides : stock outil, crédit-bail, créances d'investissement, créances douteuses, titres de placements.
- **Valeurs d'Exploitation (VE)** : cette rubrique comprend les stocks de marchandises, de fournitures ou de produits finis, tout en retranchant la valeur du stock outil.
- **Valeurs Réalisables (VR)** : cette rubrique comprend les créances détenues sur la clientèle, les avances aux fournisseurs ainsi que les EENE. Effets escompté non échus
- **Valeurs Disponibles (VD)** : ce poste comprend les éléments qui ont un degré de liquidité élevé, notamment les liquidités en banque ou à la caisse, ainsi que les titres cotés en bourse.

b). Contenu du passif

- **Les fonds propres** : cette rubrique regroupe le fond social, les écarts de réévaluation, les réserves, les reports à nouveau, les provisions pour pertes et charges, le résultat en instance d'affectation et le résultat à conserver.
- **Les dettes à long et moyen terme (DLMT)** : il s'agit de capitaux d'emprunt dont l'échéance de remboursement dépasse un an, auxquelles il faut ajouter les dettes de bas de bilan qui ont un caractère de long terme.
- **L'ensemble des DLMT et des fonds propres forme les fonds permanents.**
- **Les dettes à court terme d'exploitation** : elle comprend essentiellement les avances reçues, les effets à payer (EAP), et les dettes de stocks.
- **Les dettes à court terme hors exploitation** : cette rubrique comprend les dettes cycliques du passif circulant (dettes envers les associés, impôts et taxes, dividendes,...).

- **Trésorerie du passif** : ce poste comprend les concours bancaires courants, les EENE, et les annuités exigibles des DLMT.

4.2. Le tableau des comptes de résultats (TCR)

Si le bilan donne une image statique de la situation de l'entreprise, le tableau des comptes de résultats permet un examen dynamique. Il retrace l'historique de l'activité de l'entreprise au cours d'un exercice comptable (une année). Il regroupe toutes les charges et tous les produits de l'année.

Le T.C.R. permet de juger la rentabilité de l'entreprise dans son ensemble à travers le résultat net, or le même résultat peut être obtenu de diverses méthodes. Donc, pour pouvoir expliquer le résultat et entrer beaucoup plus dans les détails, il faut le décomposer en phases progressives appelées soldes intermédiaires de gestion.

1) Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion représente une cascade de marges qui constituent de véritables paliers dans la formation du résultat.

La détermination de ces soldes devrait aboutir à l'appréciation de la rentabilité financière de l'entreprise, pour permettre au banquier de calculer si elle est satisfaisante pour faire face au remboursement du crédit demandé.

2) La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement est la ressource interne dégagée par l'entreprise à l'occasion de ses opérations de gestion et qui restera à sa disposition lorsque l'ensemble de ses partenaires (autres entreprises, personnel, établissements de crédit, administrations) auront été rémunérés.

La CAF peut être affectée au financement, maintien ou renouvellement de l'outil de production, au remboursement des emprunts, à la distribution de dividendes ou à la couverture des besoins de l'activité.

4.3. La méthode des masses financières (approche globale)

Elle permet de donner une vue sur l'ensemble du profil financier de l'entreprise et de vérifier l'équilibre correct entre les masses significatives du bilan financier (investissement, financement et exploitation) afin d'apprécier l'équilibre financier de l'entreprise.

- **L'équilibre financier**

C'est une première lecture du bilan qui permet, à travers la comparaison des postes fondamentaux du bilan, de porter une première appréciation sur l'équilibre financier de l'entreprise.

Pour ce faire, il faut confronter la liquidité des postes de l'actif à l'exigibilité des postes du passif. L'appréciation de l'équilibre financier de l'entreprise est menée à l'aide des trois grandeurs financières :

- Le Fonds de Roulement (FR).
- Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR).
- La Trésorerie (Tr).

a). Le fonds de roulement (FR)

Le FR est l'excédent des capitaux permanents sur les emplois stables. Autrement dit, c'est la partie des actifs circulants financés par les capitaux permanents.

Il ne s'agit pas là d'un élément ou d'une masse du bilan mais d'une grandeur à calculer. Cette grandeur peut être calculée de diverses manières :

- **Par le haut du bilan** : $FR = \text{Capitaux Permanents} - \text{Immobilisations nettes}$.
- **Par le bas du bilan** : $FR = \text{Actif circulant} - \text{Dettes à Court Terme}$.

b). Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Le fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'entreprise appelés autrement besoins en fond de roulement.

Il existe en effet un décalage temporaire entre, d'une part, les dépenses engagées par l'entreprise pour produire, et d'autre part, les recettes tirées de la vente des biens ou services produits.

Le besoin en fonds de roulements résulte, donc, de ces décalages temporaires entre les décaissements et les encaissements des flux liés à l'activité de production de l'entreprise. Il représente l'excédent des actifs circulants (hors trésorerie) sur les dettes à court terme hors trésorerie du passif.

$$\text{BFR} = \text{Actif Circulant (hors trésorerie active)} - \text{Passif Circulant (hors Trésorerie Passive)}$$

Le BFR peut être subdivisé en deux parties :

- **Le BFR d'exploitation (BFRE) :** Il ne prend en considération que les opérations liées à l'exploitation de l'entreprise.
- **Le BFR hors exploitation (BFRHE) :** Il ne prend en considération que les opérations exceptionnelles réalisées par l'entreprise (Opérations qui ne relève pas de son activité « normale »).

c). La Trésorerie

La Trésorerie d'une entreprise peut s'évaluer de deux manières différentes selon l'approche retenue :

Tout d'abord, la Trésorerie d'une entreprise correspond à la différence entre ses besoins et ses ressources de financement. Les besoins de l'entreprise peuvent être évalués à l'aide du besoin en fonds de roulement, alors que les ressources de l'entreprise disponibles pour financer ces besoins, s'appellent le Fonds de roulement. La Trésorerie nette de l'entreprise correspond donc au solde net entre ces besoins et ces ressources. Si les besoins excèdent les ressources, la Trésorerie de l'entreprise sera négative (au passif du bilan), alors que si les ressources sont supérieures aux besoins, la Trésorerie sera positive (à l'actif du bilan).

Mais, la Trésorerie d'une entreprise représente aussi l'ensemble de ses disponibilités qui lui permettront de financer ses dépenses à court terme. Dans ce cas, la Trésorerie nette d'une entreprise se calcule en faisant la différence entre sa Trésorerie d'actif et sa Trésorerie de passif.

- **Trésorerie** = Fonds de Roulement - Besoin en Fonds de Roulement

Ou,

- **Trésorerie** = Trésorerie d'actif - Trésorerie du passif.

660Nc'O² vj qf g'F gu'Tc vkqu'

Un ratio est un rapport significatif entre deux grandeurs cohérentes.

Rapport significatif : l'analyste rapproche deux données du bilan ou du TCR dont le rapport permet la mesure d'un critère (rentabilité, productivité, solvabilité...).

Entre deux grandeurs cohérentes : le numérateur et le dénominateur doivent être sélectionnés sur la même base : en données brutes ou nettes, hors taxes ou TTC, etc.

Le calcul d'un ratio en lui-même présente généralement peu d'intérêt, ce qui importe, c'est :

- Son évolution dans le temps.
- Sa position par rapport aux performances des concurrents.
- Sa tenue par rapport à des normes générales, principalement bancaires dans la mesure où elles ont une réelle signification et qu'elles constituent un critère de jugement pour l'analyste.

70Étude'ët examen f øwp'ëcu'f tcvls wg'hpcpe² 'f ct 'ig'ERC'ëi gpeg'3: ; .FDM

L'entreprise « Z'' » a exprimé un renouvellement avec extension des lignes de crédit d'exploitation déjà existantes ; pour un montant global qui s'élève à 5 400 000 DA répartis comme suit :

- Une facilité de caisse pour un montant de 3 200 000 DA.
- Une avance sur facture visées pour un montant de 2 200 000 DA.

700K gpvllc vkqp'f g'la relation de la banque''**7000Rt² ugpvc vkqp'f g'hgpvt gr t kg''**

- Raison sociale : SARL «X»
- Date de création de l'entreprise : 05/05/2014
- Forme juridique actuelle : société à responsabilité limitée.
- Capital social : 3 000 000,00 DA.
- Date d'entrée en relation avec l'agence CPA 189 : 14/11/2016.

70040Ngu'ëvkl² u'f g'hgpvt gr t kg''

L'entreprise X a pour principale activité la fabrication de matières en plastiques

5.1.3. La relation banque/client

La SARL «X» est une entreprise domiciliée au niveau des guichets du CPA le 14 novembre 2016, il faut souligner aussi que l'agence n'a connu aucune difficulté majeure en matière de remboursement des crédits déjà octroyés.

5.1.4. Le mouvement d'affaires confié par l'entreprise

Les mouvements confiés par la relation sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ils démontrent la centralisation de son chiffre d'affaires aux guichets de l'agence.

Tableau N°1 : le mouvement d'affaires confié

U : DA

| RUBRIQUES | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Chiffre d'Affaires HT | 4.277.224 | 5.960.966 | 7.214.411 |
| Mouvement confié | 116.472 | 427.547 | 865729 |
| Mouvement confié/CA % | 3% | 7% | 12% |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données fournis par le CPA

D'après les données du tableau, on observe que l'entreprise a procédé à l'adoption d'une politique de proximité avec sa clientèle en vue d'assurer la meilleure qualité de service tout en assurant une optimisation des coûts.

5.2. Diagnostic économique & financier de entreprise

Principaux paramètres de la situation rétrospective :

5.2.1. Analyse approfondie des bilans financiers

Le retraitement des bilans comptables relatifs aux exercices 2018, 2019 et 2020 nous a permis de dégager les bilans en grandes masses de l'entreprise comme suit:

Tableau N°2 : représentations des postes de l'Actif

U : DA

| ACTIF | 2018 | % | 2019 | % | 2020 | % |
|-----------------------------|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|
| Actif non courant | 4 617 737 | 70% | 3 827 465 | 65% | 5 479 369 | 71% |
| immobilisations .inc | 3 332 | | 2 141 | | 4 891 | |

| | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|-----|------------------|-----|------------------|-----|
| immo corporelles | 4 056 954 | | 3 767 316 | | 5 337 963 | |
| immo financières | 20 897 | | 14 784 | | 19 443 | |
| immobilisations en cours | 536 554 | | 42 117 | | 115 912 | |
| Actif courant | 1 910 360 | 30% | 2 021 979 | 35% | 2 280 397 | 29% |
| stocks et encours | 601 340 | | 733 380 | | 764 857 | |
| créances et emplois assim. | 1 122 272 | | 1 175 878 | | 1 384 316 | |
| Disponibilités et assimilés | 186 748 | | 111 530 | | 131 839 | |
| TOTAL | 6 528 097 | | 5 849 142 | | 7 759 852 | |

Source : réalisé par nos soins à partir des bilans du CPA

Tableau N°3 : Représentations des postes de Passif

U : DA

| PASSIF | 2018 | % | 2019 | % | 2020 | % |
|---------------------------------------|------------------|----------|------------------|----------|------------------|----------|
| Fonds Propres | 2 883 658 | 74% | 3 213 230 | 74% | 3 771 145 | 62% |
| capital émis | 2 000 000 | | 2 000 000 | | 2 000 000 | |
| report à nouveau | 207 887 | | 271 054 | | 528 722 | |
| autres réserves | 503 177 | | 512 574 | | 555 521 | |
| bénéfices non distribués | 171 712 | | 428 446 | | 687 046 | |
| Passif non courant | 1 035 435 | 26% | 1 136 942 | 26% | 2 288 268 | 38% |
| emprunts à LT | 1 035 416 | | 1 136 922 | | 2 236 944 | |
| Impôts différés | | | 51 367 | | | |
| provisions à LT | | | | | | |
| Capitaux Permanents | 3 919 123 | 71% | 4 350 934 | 74% | 6 059 234 | 78% |
| Passif courant | 1 586 962 | 29% | 1 499 269 | 26% | 1 700 141 | 22% |
| Fournisseurs et autres crédits | 254 875 | | 106 889 | | 40 990 | |
| autres dettes | 54 147 | | 9 656 | | 11 534 | |
| partie Crte des emprunts à LT | 139 572 | | 139 576 | | 53 218 | |
| impôts exigibles | 37 435 | | 120 245 | | 177 234 | |
| trésorerie passif | 1 100 956 | | 1 123 243 | | 1 416 788 | |
| TOTAL | 6 528 097 | | 5 849 142 | | 7 759 752 | |

Source : réalisé par nos soins à partir des bilans du CPA

Après une analyse détaillée des bilans financiers de cette relation durant la période 2108 à 2020, nous avons relevé les éléments suivants :

5.2.1.1. Structure de l'Actif

Masse de l'actif non courant : cette rubrique est majoritaire et occupe une part très importante par rapport au total bilan. Cette tendance est due à la nature industrielle de l'entreprise (utilisation d'infrastructures lourdes pour l'exploitation). Elle est composée majoritairement d'immobilisations corporelles qui constituent 84 %, 98% et 97% des actifs immobilisés de la société durant la période étudiée.

Cependant, nous constatons une amélioration de cette rubrique à compter de 2019 puisqu'elle passe de 65% à 71% en 2020, ce qui conduit l'entreprise à une amélioration des actifs circulants (rotation plus fluide).

Masse de l'actif courant : cette rubrique est en diminution de 5% par rapport à l'exercice précédent, mais cette rubrique occupe un faible pourcentage par rapport au total du bilan ce qui démontre une rotation fluide dans de son cycle d'exploitation.

Les valeurs d'exploitation : qui représentent une part importante de l'actif courant ce qui se justifie par le fait que notre relation a besoin de constituer de gros stocks (en raison de l'importance du carnet de commande de l'entreprise) afin de répondre favorablement à la croissance de la demande.

Les valeurs réalisables : principalement constitués du poste « clients » qui constitue l'actif circulant (59% de l'actif circulant en moyenne) provenant des délais considérables accordés à ces derniers.

Quant aux **valeurs disponibles**, elles sont constituées des disponibilités (comptes courants en banques). Leur caractère suffisant ou insuffisant va être déduit en les confrontant avec les dettes financières du passif.

5.2.1.2. Structure du passif

Les postes du passif sont tous en nette progression, ce qui dénote une progression de l'activité de l'entreprise.

Rubrique des Capitaux Etrangers : elle est constituée des fonds propres et du Passif non courant a connu une stagnation durant les trois années d'étude.

La politique utilisée par l'entreprise relative au report d'une grande partie des bénéfices jouera un rôle positif dans la croissance des capitaux propres, passant de 2 883 658 da en 2018 à 3 771 345 da à la fin de l'exercice 2020, soit une augmentation de 31 %.

Il convient de noter que les fonds propres de l'entreprise sont relativement importants. En effet, lorsque nous rapportons ces Capitaux Propres au total bilan, nous constatons que ces derniers sont plus que satisfaisants (en moyenne 70 % du total bilan).

Masse du Passif courant : Elle concerne les dettes fournisseurs, les impôts d'exploitation dus, les autres dettes d'exploitation ainsi que les dettes financières. Cette masse enregistre une stabilité pendant les trois années d'étude.

Les Dettes à Court Terme : hormis les dettes financières, présentent un pourcentage assez important durant les trois exercices. En effet, elles s'accroissent d'année en année, ce qui est un élément favorable pour l'entreprise puisque cela lui permet d'écouler son stock sans avoir à subir de grandes contraintes de trésorerie.

Globalement, l'évolution de la situation financière à travers l'analyse des différents postes des bilans financiers pendant les trois années, est jugée positive et en faveur de l'entreprise.

5.2.2. L'analyse financière par la méthode des grandes masses

L'appréciation de l'équilibre financier de l'entreprise nous incite à calculer : le FR, le BFR et le solde de la trésorerie, comme l'indique la synoptique et le tableau ci-après :

Tableau N°4 : Représente l'équilibre financier par la méthode des grandes masses

U : DA

| Années | 2018 | 2019 | 2020 |
|-------------------|------------|------------|------------|
| FR | 324 318 | 522 609 | 580 248 |
| BFR | 1 377 693 | 1 673 564 | 1 919 240 |
| Trésorerie | -1 053 375 | -1 150 955 | -1 338 992 |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données fournis par le CPA

5.2.2.1. Le fonds de roulement (FR)

L'analyse des valeurs structurelles montre que l'entreprise est structurellement équilibrée. En effet, les immobilisations sont financées en totalité par les ressources permanentes, ce qui permet de dégager un fonds de roulement (FR) positif pour les exercices rétrospectifs et met en sécurité les investissements de la présente relation.

Ce fonds de roulement est constitué en grande partie des fonds propres nets (capital social et les bénéfices non distribués) ainsi que des fonds d'emprunts bancaires.

Du point de vue évolution, le fonds de roulement dégagé par l'entreprise augmente d'année en année. Néanmoins, il passe de 324.318 DA en 2018 Et à partir de 2019, le FR reprend sa progression pour atteindre 580 248 DA en 2020.

5.2.2.2. Le besoin en fonds de roulement (BFR)

La nature de l'activité de l'entreprise qui est à caractère industriel génère un Besoin en Fonds de Roulement très considérable. Ce besoin est généré en majorité par le poste « créances commerciales » et « Stocks ». Il est à noter que les délais de paiements accordés à la clientèle sont plus importants que ceux attribués par les fournisseurs. En effet, pour l'année 2018 à 2020 les créances clients affichent enregistre une augmentation de 260 943 Da, alors que les dettes fournisseurs enregistre une baisse de 214 065 Da.

5.2.2.3. La trésorerie (TR)

La différence entre le FR (Fonds de Roulement) et le BFR (Besoin en Fonds de Roulement) dégage une Trésorerie négative et ce pour les trois (03) années d'étude. Cette situation s'explique par la politique commerciale suivie par l'entreprise qui consiste à accorder des délais de paiements à ses clients, ce que nous avons constaté à notre niveau par l'importance des factures à paiement à terme visées par les clients et par les remises des lettres de change pour paiement.

5.2.3. Analyses et évolution des comptes de résultats

Tableau N°5 : de TCR de l'entreprise pour les exercices 2018, 2019 et 2020.

| RUBRIQUE | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2020 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Ventes de marchandise | / | / | / |
| Production vendue OU Chiffre d'affaires | 4 277 224 | 5 903 896 | 7 148 576 |
| Production entre.p/elle meme | / | 26 960 | 65 835 |
| Variation stocks produits finis et encours | / | 30 110 | / |
| Prestations fournies | / | / | / |
| TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES | 4 277 224 | 5 960 966 | 7 214 411 |
| Marchandises consommées | / | 261 208 | 226 975 |
| Production stockée | -3 825 | / | / |
| Production Immobilisée | 101 307 | / | / |
| Transfert charges de production | / | / | / |
| Subvention d'exploitation | 10 125 | / | / |
| Matières & fournitures consommées | 3 045 454 | 3 553 782 | 4 363 997 |
| Services | 230 271 | 363 792 | 543 954 |
| Loyer crédit bail | / | / | / |
| VALEUR AJOUTEE | 1 109 106 | 1 782 184 | 2 079 485 |

| | | | |
|--------------------------------------|-----------------|------------------|------------------|
| Frais de personnel | 419 477 | 465 537 | 535 368 |
| Impôts et taxes | 59 445 | 81 448 | 100 080 |
| EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION | 630 184 | 1 235 199 | 1 444 037 |
| Autre Produits Opérationnels | 24 761 | / | / |
| Autres Charges Opérationnelles | 20 143 | 137 802 | / |
| Dotation aux amortissements & prévis | 276 937 | 363 870 | 388 013 |
| Pertes de valeurs ou profits | 9630 | 38 247 | / |
| RESULTAT OPERATIONNEL | 367 495 | 771 774 | 1 056 024 |
| Produit financiers | 16 090 | / | / |
| Charges Financières | 171 360 | 241 562 | 207 803 |
| RESULTAT FINANCIER | -155 270 | -241 562 | -207 803 |
| Produit hors exploitation | / | / | / |
| charges hors exploitation | | / | / |
| résultat ordinaire avant impôts | 212 225 | 530 212 | 848 221 |
| Eléments extraordinaires (produits) | / | / | / |
| Eléments extraordinaires (Charges) | / | / | / |
| RESULTAT EXTRAORDINAIRE | 0 | 0 | 0 |
| Impôts exigibles | 40 323 | 100740 | 161 162 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 171 902 | 429 472 | 687 059 |
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 343 263 | 671 035 | 894 861 |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données fournis par le CPA

5.2.3.1. La valeur ajoutée

L'analyse du Tableau des Comptes de Résultats montre que l'activité de l'entreprise génère une valeur ajoutée assez appréciable et qui évolue d'année en année pour passer de 1.109.106 DA en 2018 à 1.782.184 DA en 2019 soit une progression nette de 62%. Cette valeur ajoutée représente en moyenne 30% du Chiffre d'Affaires.

Pour ce qui est de l'exercice 2020, l'entreprise a réalisé 7.214.411 DA de Chiffre d'Affaires et généré ainsi 2.079.486 DA de Valeur Ajoutée.

Cette richesse nouvellement créée est répartie équitablement entre les salariés et l'entreprise elle-même.

5.2.3.2. Résultat opérationnel de l'exercice

Le résultat opérationnel que génère l'activité a enregistré une hausse considérable en 2018. En effet, il passe de 367.496 DA en 2018 à 771.774 DA en 2019 : le résultat a presque triplé en une année. Ce résultat a augmenté à 1.056.023 DA en 2020.

5.2.3.3. Le résultat net

Une fois toutes les charges déduites, y compris l'IBS, la relation dégage un résultat net appréciable qui est de l'ordre de 171.902 DA en 2018 et augmenterait considérablement pour atteindre 687.059 DA en 2020.

Le résultat net de la société représente en moyenne 9% du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise. Cette situation est justifiée par l'importance des charges supportées par l'entreprise vue qu'elle est en face d'investissement.

5.2.3.4. La capacité d'autofinancement

L'activité de l'entreprise génère une CAF très importante qui connaît une progression d'année en année et permet de faire face aux dettes bancaires à moyen terme contractées par la société dans des délais très courts (en moins de deux ans).

5.2.4. L'analyse par la méthode des ratios

Tableau N°6 : représente l'analyse par la méthode des ratios

| RATIOS | FORMULES | 2018 | 2019 | 2020 |
|--------------------------------|--|--------|--------|--------|
| FINANCEMENT PERMANENTS | $\frac{\text{capitaux permanents}}{\text{Actif Non Courant}}$ | 1,09 | 1,14 | 1,11 |
| SOLVABILITE | $\frac{\text{Actifs Réel}}{\text{capitaux étrangers}}$ | 2,10 | 2,22 | 1,95 |
| INDEPENDANCE FINANCIERE | $\frac{\text{Capitaux Propres}}{\text{total bilan}}$ | 0,52 | 0,55 | 0,49 |
| AUTONOMIE FINANCIERE | $\frac{\text{Capitaux Propres}}{\text{capitaux permanents}}$ | 0,74 | 0,74 | 0,62 |
| TRESORERIE IMMEDIATE | $\frac{\text{Trésorerie nette}}{\text{DCT}}$ | - 0,66 | - 0,77 | - 0,79 |
| RATIO DE TRESORERIE A ECHEANCE | $\frac{\text{Créances + Disponibilités}}{\text{Dettes à Court Terme}}$ | 0,83 | 0,86 | 0,89 |
| RENTABILITE FINANCIERE | $\frac{\text{Résultat des capitaux Propres}}{\text{Capitaux Propres}}$ | 6% | 13% | 18% |
| RENTABILITE ECONOMIQUE | $\frac{\text{Résultat Opérationnel}}{\text{capitaux permanents}}$ | 9% | 21% | 17% |
| RENTABILITE COMMERCIALE | $\frac{\text{Résultat net}}{\text{Chiffre d'affaires}}$ | 4% | 7% | 10% |

Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données fournis par le CPA

L'équilibre financier est assuré pour l'entreprise puisque le ratio permettant son calcul est nettement supérieur à 100%, et ce sur toute la durée d'étude.

L'entreprise est autonome vis-à-vis des tiers. En effet, les fonds propres nets représentent plus de 50% de l'ensemble des ressources permanentes. Cette situation est justifiée par l'importance du capital social d'une part et l'injection des bénéfices dans les fonds propres de la société.

L'entreprise dont il s'agit dispose d'une importante capacité de remboursement puisque le ratio permettant son calcul est inférieur à 2, ce qui signifie qu'elle peut faire face à ses engagements à long et moyen termes en moins de deux (02) ans.

Les équipements de production sont pratiquement neufs et ne posent pas de problèmes de vétusté car leur degré d'amortissement est seulement de 10% en 2019. Cela est justifié par l'acquisition en permanence de nouveaux équipements.

La richesse nouvellement créée par l'entreprise est répartie équitablement entre l'entreprise elle-même et les salariés.

L'entreprise est liquide à court terme. En effet, elle peut faire face à ses engagements en recouvrant juste les créances et sans même recourir à la vente de ses stocks.

L'analyse de la rentabilité nous renseigne sur les points ci-après :

- La rentabilité économique qui rapporte le résultat économique aux moyens mis en œuvre pour l'obtenir est très significative sur toute la durée d'étude. Elle est de l'ordre de 21% en 2019.
- La rentabilité propre des associés est faible pour ce qui est des années rétrospectives (6% en 2018) mais s'améliorerait à partir de 2019 ou elle affiche 13% et atteindrait 18% en 2020: chaque dinar investi par les associés leur rapporterait 0.21 dinars.
- La rentabilité commerciale rapportant le résultat net au chiffre d'affaires suit la même tendance que la rentabilité des fonds propres. Elle est de l'ordre de 7% en 2019 et augmenterait pour atteindre 10% en 2020 : un dinar de Chiffre d'Affaires dégagerait 0.11 Dinars de résultats.

En guise de conclusion, nous affirmons que la rentabilité de l'entreprise demeure appréciable comme le montrent les ratios déjà calculés. En somme, la situation de solvabilité et de liquidité de la firme, telle que prouvée par l'analyse patrimoniale des bilans, est favorable.

5.3. Étude de risque

L'entreprise jouit d'une assez bonne structure financière, du fait que le fonds de roulement est positif : ce qui renseigne sur la sécurité des investissements. Cependant, il ne permet pas de couvrir le BFR (Besoin en Fonds de Roulement) qui est très important, ce qui fait ressortir une trésorerie négative pour les années d'étude. L'entreprise dont il s'agit, s'avère solvable, autonome financièrement, jouit d'une capacité de remboursement conséquente et une rentabilité avérée.

A côté de ces données financières, le risque fiscal et parafiscal est à écarter. L'entreprise nous a rendu destinataires d'un extrait de rôles et des attestations de mises à jour CNAS et CASNOS valides et apurées.

5.4. Décision finale de la décision de la banque

Vu les éléments positifs présentés dans la partie ci-avant, la banque a marqué avis favorable prononcé par son Comité de Crédit, pour accompagner financièrement le client à concurrence du montant 5 000 000 Da, répartis comme suit :

- Facilité de caisse pour un montant de 3 000 000 Da.
- Avance sur facture visées pour un montant de 2 000 000 Da.

Section 03 : La Gestion des Crédits d'Exploitation par le CPA

La gestion des crédits d'exploitation par les banques joue un rôle crucial dans le financement des besoins à court terme des entreprises. Ces crédits, souvent appelés "crédits de trésorerie" ou "crédits de fonctionnement", permettent aux entreprises de financer leurs opérations quotidiennes, d'acheter des stocks, de payer des salaires et de couvrir d'autres frais courants.

La Banque CPA, acteur majeur dans le secteur bancaire, offre une gamme complète de services financiers, incluant des crédits d'exploitation destinés à répondre aux besoins de trésorerie des entreprises :

1. Gestion et Suivi des Crédits

La gestion des crédits d'exploitation par les banques est une activité complexe nécessitant une évaluation minutieuse des besoins financiers des entreprises, des risques associés et des mécanismes de suivi rigoureux. En fournissant ces financements, les banques jouent un rôle essentiel dans la stabilité et la croissance économique, soutenant les entreprises dans leurs activités quotidiennes et leurs projets de développement à court terme.

Une fois le crédit accordé, les banques assurent une gestion et un suivi rigoureux. Le suivi des remboursements des crédits d'exploitation est une composante essentielle de la gestion du risque pour les banques. Il permet de s'assurer que les entreprises respectent leurs engagements financiers et que les prêts sont remboursés selon les termes convenus. Voici les principales étapes et techniques utilisées par les banques pour le suivi des remboursements des crédits d'exploitation

2. Mise en Place de Systèmes de Surveillance

Les banques, notamment le CPA, mettent en place des systèmes automatisés et manuels pour surveiller les remboursements :

Logiciels de gestion des prêts : Utilisation de logiciels spécialisés pour suivre les échéances de remboursement, les montants dus et les paiements reçus.

Alertes automatiques : Mise en place d'alertes pour notifier les gestionnaires de crédit et les clients des échéances à venir et des retards éventuels.

3. Établissement de Rapports Périodiques

Des rapports réguliers sont générés pour évaluer la performance des crédits :

Rapports de statut de remboursement : Détails sur l'état actuel des remboursements, y compris les paiements effectués et les montants en souffrance.

Analyse des flux de trésorerie : Examen des flux de trésorerie des entreprises emprunteuses pour anticiper les difficultés de paiement.

4. Communication Proactive avec les Emprunteurs

Maintenir une communication régulière avec les emprunteurs est crucial pour prévenir les défauts de paiement :

Rappels avant échéance : Envoi de rappels quelques jours avant les dates d'échéance des paiements.

Suivi post-échéance : Contact direct avec les clients en cas de retard pour comprendre les raisons et proposer des solutions.

5. Rééchelonnement et Renégociation

Lorsque des difficultés de remboursement surviennent, les banques peuvent proposer des ajustements :

Rééchelonnement des paiements : Modification du calendrier de remboursement pour alléger la charge financière de l'emprunteur.

Renégociation des termes : Ajustement des taux d'intérêt ou des conditions de prêt pour mieux s'adapter à la situation financière actuelle de l'entreprise.

6. Gestion des retards et des Impayés

Le CPA reconnaît que des circonstances imprévues peuvent entraîner des difficultés de remboursement pour les emprunteurs. C'est pourquoi la banque a mis en place un processus de gestion des impayés qui vise à aider les clients en difficulté à trouver des solutions adaptées à leur situation financière.

Tout d'abord, Le CPA s'engage à établir un dialogue ouvert et transparent avec les emprunteurs en difficulté. La communication efficace entre la banque et ses clients est essentielle pour comprendre les problèmes financiers rencontrés et rechercher des solutions adaptées à chaque situation particulière. La banque met en place des dispositifs de contact et de suivi afin de rester

en lien permanent avec les emprunteurs en difficulté et les accompagner tout au long du processus.

Ensuite, le CPA propose une gamme de mesures pour faire face aux impayés et aux difficultés de remboursement. Parmi ces mesures, on retrouve la mise en place de programmes de renégociation des prêts, qui permettent de réajuster les modalités de remboursement en fonction de la situation financière de l'emprunteur. Ces programmes peuvent inclure des options de report ou de rééchelonnement des paiements décidée par le comité habilité dans le respect des dispositions réglementaire régissant ce volet, en tenant compte des revenus générés par les activités agricoles et en adaptant les échéances de remboursement en conséquence.

Dans de nombreux cas, la banque propose des solutions de renégociation des prêts aux emprunteurs en difficulté. Cela peut inclure des modifications des modalités de remboursement, telles que le rééchelonnement des paiements, la prolongation de la durée du prêt ou la réduction des taux d'intérêt, afin de rendre les paiements plus abordables pour l'emprunteur. Sur la base de l'analyse financière et des discussions avec l'emprunteur, le CPA établit un plan de redressement personnalisé. Ce plan peut inclure des actions spécifiques à prendre par l'emprunteur, telles que l'amélioration de la gestion financière, la recherche de nouvelles sources de revenus ou la révision des activités commerciales.

Au final, le CPA veille à préserver ses intérêts tout en cherchant des solutions favorables aux emprunteurs en difficulté. La banque évalue chaque situation de manière individuelle et équitable, en prenant en compte à la fois les intérêts des emprunteurs et sa propre stabilité financière. L'objectif est de parvenir à des accords satisfaisants pour les deux parties, garantissant la viabilité économique des activités agricoles tout en préservant la santé financière de la banque. Ces procédures de gestion des impayés viennent en conformité avec le règlement 14-03 de la Banque d'Algérie, portant classement et provisionnement des créances et des engagements par signature des banques et établissements financiers.

Conformément aux dispositions du règlement, les créances courantes font l'objet d'un provisionnement général à hauteur de 01 % annuellement jusqu'à atteindre un niveau total de 03%.

Quant aux créances classées, leur provisionnement s'effectue comme suit :

- Les créances à problèmes à 20%
- Les créances très risquées à 50%

- Les créances compromises à 100%

Ces taux sont également appliqués aux engagements par signature donnés de façon irrévocable à une contrepartie dont les créances sont classées dans l'une des catégories ci-dessus.

La gestion et l'anticipation des impayés revêt une importance capitale pour la banque, en effet, une mauvaise gestion de ces dernières accroîtrait considérablement le volume des créances classées de la banque et fragiliserait sa situation financière. Par ailleurs, les créances classées impliquent la constitution d'importantes provisions allant jusqu'au montant intégral des créances dues. Celles-ci viendraient s'ajouter aux contraintes financières qui deviendraient alors asphyxiantes pour la banque.

Afin d'éviter la hausse des impayés, la banque doit veiller au respect strict des conditions d'octroi de crédit et effectuer une analyse rigoureuse des dossiers de ses clients suivi par une surveillance permanente de leur situation financière. Par ailleurs, la banque doit améliorer le dynamisme de recouvrement de ses créances en appliquant strictement ce qui est prévu dans les procédures de recouvrement, afin d'éviter que les montants des impayés atteignent des sommes non recouvrables (spirale de l'endettement) entraînée notamment, par l'augmentation des agios et intérêts décomptés.

7. Remboursement des crédits d'exploitation

Les modalités de remboursement des crédits d'exploitation et des découverts bancaires peuvent varier en fonction des conditions contractuelles spécifiques à chaque établissement financier et à chaque type de crédit et ce à l'instar des crédits d'investissement dont le remboursement se fait souvent en fonction d'un échéancier de remboursement du principal et des intérêts suivant plusieurs échéances.

7.1.Échéancier de Remboursement

Les crédits d'exploitation sont souvent assortis d'un échéancier de remboursement spécifique, qui peut être mensuel, trimestriel ou en fonction des cycles de l'entreprise.

Le remboursement peut se faire en une seule fois à l'échéance du crédit, ou par paiements échelonnés.

7.2. Les Intérêts

Les intérêts sont généralement calculés sur le montant du crédit utilisé et peuvent être payés soit en même temps que le capital soit de manière régulière (mensuellement, trimestriellement).

7.3.Cas de remboursement des découverts bancaires

Les découverts bancaires permettent à une entreprise de retirer plus d'argent qu'elle n'en a sur son compte courant, dans une limite convenue avec la banque. Le remboursement ici est alors spécifique.

7.3.1. Intérêts sur Découvert

Les intérêts sur les découverts sont généralement calculés quotidiennement sur le montant du découvert et débité mensuellement. Ces taux d'intérêt sont souvent plus élevés que ceux des crédits d'exploitation.

7.3.2. Remboursement à Court Terme :

Les découverts sont censés être remboursés à court terme, généralement dans le mois suivant la survenue du découvert.

La banque peut exiger le remboursement du découvert à tout moment, ce qui signifie que l'entreprise doit gérer ses flux de trésorerie pour éviter une utilisation excessive du découvert. Les modalités de remboursement sont explicitement détaillées dans la convention de crédit en précisant le montant maximum que le client peut mobiliser sur son compte et les date de résorption des découverts autorisés.

7.3.3. Frais de Découvert

En plus des intérêts, des frais de découvert peuvent être appliqués si l'entreprise dépasse la limite autorisée ou si elle reste à découvert pendant une période prolongée.

7.4. Renouvellement et Révision des crédits d'exploitation

Les crédits d'exploitation et les autorisations de découvert sont souvent soumis à une révision annuelle par la banque, qui peut décider de renouveler, ajuster ou révoquer ces facilités en fonction de la situation financière de l'entreprise et des conditions économiques générales.

8. Constitution et gestion du dossier des garanties.

A l'instar des crédits d'investissements, les crédits d'exploitation sont assortis d'une prise de garantie en couverture du risque de crédit encouru par la banque. Dans ce cadre, plusieurs garanties peuvent être demandées aux clients. Ce dernier doit obligatoirement constituer et présenter les garanties demandées et lever le caractère bloquant mentionné sur son autorisation de crédit afin de pouvoir l'utiliser. Parmi les garanties demandées on peut citer :

- ***Provisions retenues en garanties (PREG)***

Afin de garantir les crédits par signature, des provisions sont constituées. Qui constituent un montant qui est bloqué sur le compte du client afin de couvrir l'engagement pris en contrepartie.

Ces provisions sont constituées par prélèvement du compte de la relation, à l'occasion des encaissements sur situations de travaux par exemple et des retenues sur les mains levées partielles de la caution de restitution d'avances.

- ***Le nantissement*** : Le nantissement est une forme de garantie bancaire couramment utilisée pour sécuriser des prêts et crédits. Il consiste à mettre en gage un bien mobilier (comme des actions, des parts sociales, des fonds de commerce, etc.) ou des créances (comme des factures en attente de paiement) au profit du créancier, généralement une banque, pour garantir le remboursement du crédit.

Le nantissement doit faire l'objet d'un acte écrit, souvent sous forme d'acte authentique (devant notaire) ou d'acte sous seing privé.

Par ailleurs, l'acte de nantissement précise les biens ou créances mis en gage, ainsi que les conditions du nantissement. Enfin, pour certains types de nantissements (comme le nantissement de fonds de commerce), il est nécessaire de réaliser des formalités de publicité afin de rendre le nantissement opposable aux tiers

- ***Caution Solidaire Limités des associés*** : La caution solidaire des associés est une garantie souvent demandée par les banques pour sécuriser un prêt accordé à une entreprise, notamment les PME ou les startups. En se portant caution solidaire, les associés s'engagent personnellement à rembourser les dettes de l'entreprise si celle-ci ne parvient pas à honorer ses engagements financiers.

- **Hypothèque sur terrain et construction** : En tant que garantie, elle permet au créancier (la banque) de faire vendre le bien hypothéqué pour se rembourser en cas de défaillance de l'emprunteur. Voici un aperçu des principales modalités et caractéristiques de l'hypothèque en tant que garantie bancaire. L'hypothèque doit être constituée par un acte notarié, ce qui implique des frais notariés. Aussi, l'hypothèque doit être inscrite au service de la publicité foncière (pour être opposable aux tiers).

- **Les Billets à Ordre** : Les billets à ordre sont une forme de garantie bancaire utilisée principalement dans le cadre des opérations de financement commercial. Ils constituent un engagement écrit de payer une certaine somme à une date future déterminée. Cette forme de garantie offre aux créanciers une certaine sécurité quant au remboursement de la dette.

- **La délégation de polices d'assurance (DPA)** : La délégation de police d'assurance est une garantie bancaire où l'emprunteur cède ses droits sur une police d'assurance au profit du créancier (la banque) pour sécuriser un prêt. Cette pratique est couramment utilisée dans les prêts immobiliers et autres financements importants pour offrir une sécurité supplémentaire au prêteur.

La délégation de police d'assurance consiste à transférer les droits de l'assuré (l'emprunteur) sur les prestations d'une assurance (vie, décès, invalidité, etc.) au bénéfice de la banque. En cas de sinistre couvert par l'assurance, la banque reçoit directement les indemnités pour couvrir le remboursement du prêt.

Conclusion

Notre analyse financière de la SARL "X" basée sur l'analyse rétrospective, du bilan financier, du compte de résultat et de la méthode des grandes masses et des ratios sur trois années consécutives en 2018, 2019 et 2020 nous a permis d'obtenir une vue sur la situation de cette entreprise.

En résumé, le résultat de l'analyse de la structure financière de la SARL "X" est que la structure financière de l'entreprise est bonne, lui permettant de maintenir l'équilibre financier, même s'il y a encore quelques points à noter. De plus, la société "X" a une bonne structure de bilan en termes d'actifs et de passifs, et a obtenu des résultats positifs au cours des trois dernières années. En conséquence, il a une bonne capacité d'autofinancement, un chiffre d'affaires

croissant au cours de la période de l'étude et une forte solvabilité. Tous ces facteurs nous permettent de dire que la structure financière de la SARL "X" est saine.

Par ailleurs, a travers cette expérience au niveau du CPA, nous avons remarqué le retard constaté en matière de digitalisation dans banques Algériennes et du manque de déploiement des nouvelles technologies financières abordées dans le troisième chapitre.

Conclusion Générale

Dans un paysage financier en constante évolution, le financement bancaire du cycle d'exploitation revêt une importance capitale pour le développement et la pérennité des entreprises. À travers cette étude centrée sur le cas du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), agence DBK n°189, nous avons pu observer les nombreuses dimensions de ce processus complexe.

En examinant les défis actuels auxquels sont confrontées les entreprises, tels que la volatilité économique, les changements réglementaires et les pressions concurrentielles, nous avons constaté la nécessité pour les institutions financières, telles que le CPA, d'adopter des approches flexibles et novatrices dans leur offre de services de financement.

En Algérie, les modalités de financement bancaire du cycle d'exploitation suivent généralement un processus parfois long en plusieurs étapes: le dépôt et l'étude détaillée de la demande de crédit, l'analyse des risques par la banque (capacité de remboursement, garanties, etc.), la décision d'octroi ou de rejet du crédit, la mise en place des garanties exigées en cas d'octroi (hypothèques, nantissements, cautions, etc.), et enfin le déblocage des fonds assorti d'un suivi de leur utilisation, ce processus parfois long vient confirmer notre première hypothèse.

L'Algérie doit relever le défi de l'adaptation. Cela implique de former de nouvelles compétences, de sensibiliser les entreprises à l'open innovation, d'établir des cadres réglementaires adaptés et de repenser les modèles d'affaires bancaires. Une collaboration étroite entre les acteurs économiques est indispensable pour créer un environnement financier plus accessible et diversifié, propice au développement durable entreprises.

Le cas du CPA, agence DBK n°189, a illustré comment une institution financière peut s'adapter aux nouvelles réalités du marché en mettant en œuvre des pratiques de gestion modernes, en développant des solutions de financement adaptées aux besoins des entreprises et en intégrant les avancées technologiques pour améliorer son efficacité opérationnelle.

Cependant, malgré les progrès réalisés, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et l'alignement des pratiques de financement avec les objectifs de développement économique durable.

Pour relever ces défis et saisir les opportunités émergentes, une approche collaborative entre les acteurs du secteur financier, les pouvoirs publics et les entreprises est essentielle. Il est impératif de promouvoir un environnement réglementaire favorable à l'innovation, d'encourager l'éducation financière et l'inclusion financière, et de favoriser le développement

de partenariats public-privé visant à renforcer les capacités des entreprises et à stimuler la croissance économique.

En conclusion, cette étude souligne l'importance cruciale du financement bancaire du cycle d'exploitation dans le soutien à l'activité économique et dans la création d'emplois. Tout en reconnaissant les défis qui persistent, ces défis confirment notre seconde hypothèse. Cette étude met donc en lumière les opportunités offertes par l'innovation et la collaboration pour façonner un avenir financier plus inclusif et durable.

Bibliographie

Ouvrages

1. Allais, M., & Chavagneux, C. (2017). Gestion du risque de change. Paris, France : Éditions Eyrolles.
2. Amenc, N., & Le Sourd, V. (2018). Gestion des risques. Paris, France : Éditions Economica.
3. Bâle III : implications pour les banques, les entreprises et les investisseurs. (2011). Éditions d'Organisation.
4. Batsch, L. (2019). Finance internationale : Gestion des risques de change et de taux. Paris, France : Éditions Pearson.
5. BEGUIN, J. M., & BERNARD, A. (2008). L'essentiel des techniques bancaires. Paris: Eyrolles Edition d'Organisation. P. 212
6. BENOIT, F., & ANDRE, P. (2010). Le crédit documentaire. Paris: Vuibert. P. 216
7. Berger-Thierry, C., & Nivoix, S. (2019). Les nouvelles technologies dans la banque: Enjeux et impacts. Éditions EMS.
8. BERNET-ROLLANDE, L. (2008). Principe de technique bancaire (éd. 25). Paris: Dunod. P. 292
9. Brealey, R. A., Myers, S. C., & Allen, F. (2017). Principes de gestion financière. Paris, France : Pearson.
10. Brealey, R. A., Myers, S. C., & Marcus, A. J. (2017). Principes de gestion financière (13e éd.). McGraw-Hill Education.
11. BRUNO Solnik « Gestion financière », 6eme Edition, Dunod, Paris, 2001. P59.
12. Carret, J., & de Charrié, G. (2017). Pilotage de la performance bancaire: Méthode et applications pratiques. Dunod.
13. CHEHRIT, K. (2003). Techniques et pratiques bancaires financières et boursières. Alger : Grand Alger Livres. P. 154
14. COHEN E., « l'analyse financière », 4ème Edition Economica, Paris 1997, p.7.
15. Cornu, G. (2017). Vocabulaire juridique. Paris : Presses Universitaires de France.
16. Damodaran, A. (2019). Finance d'entreprise : Théorie et pratique. Paris, France : Éditions Pearson.
17. DEKEUWER-DEFOSSEZ, F. (1995). Droit bancaire. Paris: Dalloz.
18. Dostert, N. (2018). Droit bancaire et financier. Paris, France : Éditions Dalloz.
19. Drury, C. (2018). Management and Cost Accounting. Paris, France : Cengage Learning.
20. Dufau, F. (2019). Innovation dans la banque et la finance : Créativité, digitalisation, disruption (Vol. 10). Editions EMS.
21. Gabriel, A. (2019). Intelligence artificielle et banque: Analyse des impacts sur la relation client. Editions Larcier.
22. Gauvreau, C. (2017). Gestion financière des entreprises. Presses de l'Université du Québec.
23. Gitman, L. J., & Zutter, C. J. (2019). Principes de gestion financière. Paris, France : Pearson.
24. Helfer, J. P., & Péglise, J. (2018). Innovation et gestion de projets. Paris, France : Éditions Dunod.
25. Kotler, P., Keller, K. L., Manceau, D., & Dubois, B. (2017). Marketing Management. Paris, France : Pearson.
26. Laboul, A. (2020). La banque digitale: De la transformation numérique à la révolution des modèles d'affaires. De Boeck Supérieur.
27. Laurent, J. P. (2020). Analyse de la valeur en finance et en gestion des risques. Paris, France : Éditions Economica.
28. Lefebvre, A., & Simon, M. (2018). Le financement participatif: De l'analyse financière au crowdfunding. Dunod.

29. MANCHON E., Analyse bancaire de l'entreprise, Paris, Economica, 5ème édition, 2001.
30. Mekki, M., & M'barek, M. (2020). Finance islamique et finance participative. Paris, France : Éditions De Boeck Supérieur.
31. Ministère des Finances et de l'Économie. (2019). Plan national de transformation digitale. Alger.
32. Monnier, J. (2020). Finance d'entreprise : Stratégie, liquidité et création de valeur. Paris, France : Éditions Dunod.
33. MONNIER, P., & MAHIER-LEFRANCOIS, S. (2008). Les techniques bancaires en 52 fiches. Paris: Dunod. P. 286
34. Mouy, P. (2019). Bâle IV : quelle nouvelle réglementation pour le secteur bancaire ? Revue Banque.
35. Petitjean, M. (2014). Finance d'entreprise: Analyse et gestion des risques. Pearson.
36. Peyrelevade, J. (2013). Banque: l'atout public. Paris: Odile Jacob.
37. Pierre Vernimmen, Pascal Quiry, Yann Le Fur (2019). Finance d'entreprise. Dalloz.
38. Storrer, P., & Rebut, D. (2019). Droit bancaire. Paris, France: Éditions Dalloz.

Articles de revue

1. Haddad, R. (2018). La transformation digitale des banques algériennes : enjeux et perspectives. Revue Algérienne de Gestion et de Comptabilité, 8(2), 27-41.
2. Hamdani, A., & Girard, T. (2017). Les prêts de pair à pair : quels risques pour les établissements bancaires traditionnels ? Revue Banque, (801), 44-47.
3. Brunel, J., & Benbouzid, N. (2016). Le fonctionnement de la banque commerciale. In Banques et marchés financiers (pp. 13-44). Editions EMS.
4. Casta, J.-F., & Borrego, M. (2016). Bâle III et Bâle IV : des réglementations bancaires toujours plus strictes. Revue d'Économie Financière, 121(1), 95-107.
5. Fonds de Développement de la Finance Numérique. (2021). Stratégie nationale pour le développement de la finance numérique en Algérie. Alger.
6. Kamel, S., & Taggar, S. (2020). "L'essor des fintech : défis et opportunités." Revue des perspectives financières, 3(3), 177-193.
7. Khaldi, A., & Benabed, M. (2020). Les enjeux et perspectives du financement participatif en Algérie. Revue Économique et Sociale, (1), 89-99.
8. Ould-Abderrahmane, M. (2017). L'impact des technologies financières sur le secteur bancaire en Algérie. Revue Algérienne d'Économie et de Gestion, 5(1), 55-68.

Textes et lois

1. Loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales.
2. Loi n° 04-17 du 1er décembre 2004 relative à la régulation bancaire.
3. Banque d'Algérie. (2020). Rapport annuel sur la supervision bancaire. Alger.
4. Banque d'Algérie. (2021). Instruction n°07-2021 relative aux établissements de paiement.
5. Banque Mondiale. (2018). Rapport sur le développement dans le monde 2018: Apprendre à réaliser la promesse de l'éducation pour tous. Banque mondiale.
6. Ministère des Finances et du Budget. (2020). Loi de finances complémentaire 2020.

Annexes

Annexe01:

Nom ou raison sociale :

Check-list 1**CREDIT D'EXPLOITATION : Entreprise en activité****Entreprise déjà domiciliée (renouvellement de dossier)**

| Documentations | Statut | Observation |
|--|--------------------------|-------------|
| 1. Demande de crédit, chiffrée et motivée, signée par la personne habilitée ; | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Bilan définitif fiscal et les annexes du dernier exercice accompagnés du rapport du Commissaire aux Comptes pour les entreprises (SARL dont le Chiffre d'Affaires est supérieur à dix (10) millions de DA et les SPA) ; | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Bilans et Tableaux de Comptes de Résultats (TCR) prévisionnels et annexes (notamment le TFT : le Tableau de Flux de Trésorerie) ; | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Budget d'exploitation prévisionnel et plan de trésorerie pour l'exercice accompagnés de l'état de stock détaillé et des créances pour les principaux clients par maturité ; | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Situation comptable datant de trois (03) mois pour les dossiers présentés au 2 ^{ème} semestre ; | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Attestation fiscale récente apurée et déclaration fiscale du dernier exercice ; | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Attestation parafiscale récente et apurée ; | <input type="checkbox"/> | |
| 8. Copie légalisée des titres de propriété appartenant à l'entreprise et bail de location ; | <input type="checkbox"/> | |
| 9. Note de présentation de l'entreprise (avec fiche de groupe d'affaire pour les entreprises apparentées), qualification des associés et des dirigeants ; | <input type="checkbox"/> | |
| 10. Plan de charge détaillé par client et par produit ; | <input type="checkbox"/> | |
| 11. Programme d'importation et plan de financement (entreprise industrielle ou commerciale) ; | <input type="checkbox"/> | |
| 12. Statut et registre de commerce en cours de validité (en cas de changement entre les exercices) ; | <input type="checkbox"/> | |
| 13. Certificat de conformité pour les sociétés exerçant l'activité d'importation. | <input type="checkbox"/> | |

Nouvelle domiciliation

| Additivement aux documents cités ci-dessus, il y a lieu de compléter le dossier par les documents ci-après : | Statut | Observation |
|--|--------------------------|-------------|
| 1. Bilans, Tableaux des Comptes de Résultats (TCR) et des trois (03) derniers exercices ainsi que le rapport du Commissaire aux Comptes (SARL dont le Chiffre d'Affaires est supérieur à dix (10) millions de DA et les SPA) ; | <input type="checkbox"/> | |
| 2. Bilan de clôture ; | <input type="checkbox"/> | |
| 3. Statuts de l'entreprise ; | <input type="checkbox"/> | |
| 4. Registre de commerce en cours de validité ; | <input type="checkbox"/> | |
| 5. Copie du NIF et du NIS ; | <input type="checkbox"/> | |
| 6. Toute autorisation d'exploitation spécifique à délivrer par les autorités compétentes ; | <input type="checkbox"/> | |
| 7. Autorisation de consultation à la Centrale des Risques de la Banque d'Algérie (pour les crédits de deux (02) millions de DA et plus). | <input type="checkbox"/> | |

 Cochez si document recueilli

Visa Agence:

Annexe02:

**AUTORISATION DE CONSULTATION DE LA CENTRALE DES RISQUES
DE LA BANQUE D'ALGERIE
(Art. 160 loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit)**

Je soussigné :

Agissant au nom de la société :

Date et lieu de naissance/Création :

En qualité de :

Adresse :

N° Identification banque d'Algérie (clé B.A):

Agrément N° :

N° Identification ONS :

Autorise le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), Agence Tizi-Ouzou 189 à consulter la centrale des risques de la Banque d'Algérie et autorise celle-ci à lui communiquer les renseignements enregistrés à notre nom.

*FAIT à TIZI OUZOU
(Cachet et Signature de l'Entreprise)*

Annexe03:

- COMPTE RENDU DE VISITE -

Relation :

Adresse :

Activité :

Compte :

Identifiant client :

Crédit sollicité :

Annexe06:

كفالة و ضمان احتياطي

إذا الممضي ادفعه
الساكن في

اصرح بهذا الصدد انني اقدم للقرض الشعبي الجزائري وكالة تيزي وزو
ضمانا شخصيا بالتضامن لكل المبالغ المستحقة والتي قد تستحق من
طرف..... (2)....

لاي سبب كان في حدود مبلغ (3) (بالارقام)
.....
للاصل و للفوائد و العمولة و المصاريف و الملحقات.

هذا الضمان ينتج كل آثار الضمان الاحتياطي وفقا للمادة 499 من القانون التجاري فما يخص السندات و الأوراق الممضية باي صفة
كانت من

طرف(2).....
و التي كان فيها القرض الشعبي الجزائري أو سيكون حامل أو مستفيد منها و من ثمة لكون ملزم بالتكافل و التضامن كل المكتتبين و
المتضامنين بالوفاء و التقابيل و المظهرين لهذه السندات أو الأوراق.

و من الآن اصرح وفقا للمادة 665 من القانون المدني بأنني قد تنازلت عن حق المطالبة بالتجريد و التقسيم
بشروط صراحة أن هذا الضمان يطبق مباشرة على السندات و الأوراق و من ثمة إذا أصبحت هذه الأخيرة لأنك الجزائر فيها
تستفيد من هذا التعمد بالأفضلية و الأسبقية على الآخرين .

اصفي القرض الشعبي الجزائري و عند الاقتضاء بنك الجزائر من إجراء الاحتجاج أو تبليغه فيما يخص هذه السندات و الأوراق التي
ينتج مبلغاً و بقوة القانون فوائد اتجاهي و ذلك ابتداء من اليوم التالي لتاريخ الاستحقاق.

كل تخيير في مضمون هذه الوثيقة لا يمكن الاحتجاج به في مواجهة بنك الجزائر في حالة عدم القبول .

للقرض الشعبي الجزائري الحق في المطالبة بعريضة شفوية أو مكتوبة تأكيد هذه الكفالة و الضمان الاحتياطي بمجرد ان امضي على
هذه السندات أو الأوراق ولا يجيز لي أن ادفع بحجة استبدال أو تمديد أو تأجيل هذه الكفالة و الضمان الاحتياطي .

يحق للقرض الشعبي الجزائري بمجرد رسالة موسى عليها أن يجعل الدين واجب الاستحقاق و من ثمة تصبح هذه الكفالة و الضمان
الاحتياطي واجبة الاداء .

لا يقبل دين القرض الشعبي الجزائري و كذا هذه الكفالة و الضمان الاحتياطي التجزئة و يكون ورثة المازمين متضامنين في هذا
التعمد .

لا يمكن في ابطار هذه الكفالات و الضمانات الاحتياطية أن ادفع بالحلول فيما يتعلق بالمبالغ التي اكون ملزم بتسديدها طالما أن كل
ديون القرض الشعبي الجزائري لم تسدد.

لتنفيذ هذا التعمد فان الموطن المختار يكون من اختصاص محكمة تيزي وزو .
حرر و امضي ب تيزي وزو في يوم

1 الاسم و اللقب المهنة و العنوان

2 اسم و لقب المقرض

3 في حالة عدم تحديد المبلغ (كلية بدون تحديد المبلغ)

4 على الممضي أن يوقعه بعبارة مقبول لكفالة و ضمان احتياطي بالتضامن في حدود مبلغ..... (أو المبلغ الكلي الغير محدد)
الناتج عن تعهدات السيد.....

على المستخدم عند تلقيه هذه الكفالة اخذ بخط يده كل المعلومات الخاصة ببطاقة التعريف المكان التاريخ و يؤشر على امضاء الكفالة
بجب وضع الطابع و الإمضاء و التاريخ من طرف الكفول

الإمضاء

Table des matières

| | |
|--|------------|
| Remerciements..... | II |
| Dédicaces..... | III |
| Liste des figures..... | IV |
| Liste des tableaux..... | V |
| Liste des figures..... | VI |
| Sommaire..... | VII |
| Introduction générale..... | 01 |
| CHAPITRE 1 : LE FINANCEMENT BANCAIRE DU CYCLE D'EXPLOITATION : CONCEPTS ET ENJEUX | |
| Introduction | 05 |
| Section 01 : Présentation du cycle d'exploitation de l'entreprise | 06 |
| 1. Définition du cycle d'exploitation | 06 |
| 2. Les caractéristiques du cycle d'exploitation | 07 |
| 2.1. Durée | 07 |
| 2.2. Complexité | 07 |
| 2.3. Impact sur la trésorerie | 08 |
| 2.4. Dépendance aux fournisseurs et aux clients..... | 08 |
| 2.5. Gestion des stocks | 08 |
| 3. Les phases du cycle d'exploitation | 08 |
| 3.1. Phase d'approvisionnement | 09 |
| 3.2. La phase de production | 10 |
| 3.3. La phase de commercialisation | 11 |
| 4. Les composants du cycle d'exploitation | 13 |
| 4.1. Le cycle d'exploitation d'une entreprise commerciale | 14 |
| 4.2. Le cycle d'exploitation d'une entreprise industrielle | 14 |
| 4.3. Le cycle d'exploitation d'une entreprise a prestation de service | 15 |
| Section 02 : Le financement du cycle d'exploitation par le financement bancaire | 17 |
| 1. Mécanisme de financement bancaire du cycle d'exploitation | 17 |
| 1.1. Lignes de crédit | 17 |
| 1.2. Découverts autorisés | 18 |
| 1.3. Escomptes de créances | 19 |
| 1.4. Autres produits et services | 20 |
| 2. Avantages du financement bancaire | 21 |
| 2.1. Accès rapide et efficace aux fonds | 21 |
| 2.2. Flexibilité des modalités de financement | 21 |
| 2.3. Coûts compétitifs | 21 |
| 2.4. Crédibilité accrue | 22 |
| 2.5. Maintien du contrôle | 22 |
| 2.6. Souplesse dans la gestion financière | 22 |
| 3. Limites du financement bancaire | 22 |
| 3.1. Dépendance excessive à l'égard des banques | 22 |
| 3.2. Exigences de garanties et de covenants | 23 |
| 3.3. Coûts financiers | 23 |
| 3.4. Restrictions de liquidité | 23 |

| | |
|---|-----------|
| 3.5. Risque de refinancement | 23 |
| Section 03 : Enjeux et défis du financement du cycle d'exploitation..... | 24 |
| 1. Contraintes réglementaires | 24 |
| 2. Risques associés | 25 |
| 2.1. Risque de crédit | 25 |
| 2.2. Risque de liquidité | 26 |
| 2.3. Risque opérationnel | 27 |
| 2.4. Risque de marché | 28 |
| 2.5. Risque de change | 28 |
| 3. Impact sur la gestion financière | 29 |
| 3.1. Impact sur la structure du bilan financier de l'entreprise. | 29 |
| 3.2. Impact sur les flux de trésorerie de l'entreprise. | 30 |
| 3.3. Impact sur les décisions d'investissement de l'entreprise. | 30 |
| 3.4. Impact sur la rentabilité et la performance financière globale de l'entreprise. | 30 |
| 4. Perspectives d'évolution | 30 |
| 4.1. Digitalisation et innovation technologique | 31 |
| 4.2. Expansion des partenariats stratégiques | 31 |
| 4.3. Durabilité et responsabilité sociale | 31 |
| 4.4. Adaptation aux nouveaux modèles économiques | 31 |
| 4.5. Renforcement de la résilience financière | 31 |
| Conclusion..... | 32 |
| CHAPITRE 2 : LES MODALITES DE FINANCEMENT BANCAIRE DU CYCLE D'EXPLOITATION | |
| Introduction | 33 |
| Section 01 : Les différents produits bancaires destinés au financement de l'exploitation | 34 |
| 1. Les crédits par caisse..... | 34 |
| 1.1. Les crédits globaux (en blanc)..... | 34 |
| 1.2. Les crédits spécifiques | 37 |
| 2. Les crédits par signature..... | 38 |
| 2.1. Les cautions douanières | 38 |
| 2.2. Les cautions administratives | 39 |
| 2.3. Les cautions fiscales..... | 39 |
| 2.4. Les avals..... | 40 |
| 2.5. Les crédits documentaires | 40 |
| Section 02 : Le processus de traitement des demandes de crédit d'exploitation..... | 41 |
| 1. La constitution du dossier de crédit d'exploitation | 41 |
| 1.1. La demande de crédit auprès de la banque..... | 41 |
| 1.2. Liste de documents constitutifs du dossier de crédit d'exploitation | 42 |
| 2. L'identification du demandeur de crédit et son environnement..... | 44 |
| 2.1. Identification de l'entreprise en tant qu'entité juridique | 44 |
| 2.2. Identification de l'entreprise en tant qu'entité économique | 44 |
| 2.3. Situation de l'entreprise dans son environnement | 44 |
| 2.4. Analyse de l'historique de l'entreprise..... | 45 |

| | |
|--|-----------|
| 3. L'entreprise et son environnement | 45 |
| 3.1. Environnement économique et social..... | 45 |
| 3.2. Le marché de l'entreprise..... | 46 |
| 3.3. Les partenaires et les concurrents..... | 46 |
| 3.4. Les perspectives de développement | 46 |
| 4. L'étude du dossier de crédit | 46 |
| 4.1. L'analyse commerciale | 47 |
| 4.2. L'analyse financière | 47 |
| 4.3. Le processus de décision | 48 |
| 4.4. Le suivi du crédit..... | 49 |
| Section 03 : Les conditions bancaires et garanties requises pour le financement du cycle d'exploitation | 51 |
| 1. Conditions de crédit | 51 |
| 1.1. Montant du prêt | 51 |
| 1.2. Taux d'intérêt | 52 |
| 1.3. Durée du remboursement | 53 |
| 1.4. Modalités de remboursement | 54 |
| 1.5. Conditions spécifiques | 55 |
| 2. Garanties | 56 |
| 2.1. Garanties réelles | 56 |
| 2.2. Garanties personnelles | 56 |
| 3. Analyse de la solvabilité | 57 |
| 4. Évaluation du risque | 58 |
| 5. Conditions spécifiques | 59 |
| Conclusion | 61 |
| CHAPITRE 3 : LES PERSPECTIVES DU FINANCEMENT BANCAIRE DU CYCLE D'EXPLOITATION | |
| Introduction | 62 |
| Section 01 : Evolution des pratiques relatives au financement bancaire | 63 |
| 1. Historique du financement bancaire..... | 63 |
| 1.1. Période prémoderne | 63 |
| 1.2. Émergence des premières institutions bancaires | 64 |
| 1.3. Révolutions industrielles et financières | 64 |
| 1.4. Crise financière et réglementation | 65 |
| 1.5. Innovations technologiques | 65 |
| 2. Transformation numérique et innovation dans le secteur financier | 66 |
| 2.1. Automatisation des processus bancaires | 66 |
| 2.2. Personnalisation des services financiers..... | 66 |
| 2.3. Expansion du financement participatif..... | 67 |
| 2.4. Émergence des solutions de paiement numérique..... | 67 |
| 3. Impact des réglementations sur les pratiques de financement bancaire..... | 67 |
| 3.1. Nouvelles exigences de fonds propres | 67 |
| 3.2. Limitations des activités bancaires..... | 68 |
| 3.3. Surveillance et reporting accru | 70 |

| | |
|--|-----------|
| 3.4. Adoption de nouvelles technologies de conformité | 71 |
| 3.5. Effets sur les petites et moyennes entreprises | 72 |
| Section 02 : Les nouvelles perspectives en matière de financement du cycle d’exploitation | 73 |
| 1. Financement participatif et crowdfunding | 73 |
| 2. Solutions de financement basées sur la technologie blockchain..... | 74 |
| 2.1. Transparence et Sécurité Accrues | 74 |
| 2.2. Contrats Intelligents pour l'Automatisation..... | 75 |
| 2.3. Tokenisation des Actifs pour la Liquidité | 75 |
| 2.4. Accessibilité Accrue pour les PME et les Startups | 75 |
| 3. Le rôle émergent des plateformes de prêt en ligne..... | 76 |
| 3.1. Transformation du Paysage du Financement | 76 |
| 3.2. Accessibilité et Rapidité..... | 77 |
| 3.3. Diversité des Options de Financement..... | 78 |
| 3.4. Modèles de Financement Alternatifs..... | 79 |
| Section 03 : Etat des lieux des nouvelles innovations en matière de financement en Algérie | 80 |
| 1. Initiatives gouvernementales pour encourager l’innovation financière..... | 80 |
| 1.1. Mesures de soutien financier | 80 |
| 1.2. Encouragement des partenariats public-privé | 80 |
| 1.3. Incitations fiscales | 81 |
| 1.4. Promotion de l’éducation et de la sensibilisation | 81 |
| 2. Adoption des technologies financières par les institutions bancaires en Algérie..... | 81 |
| 2.1. Investissements dans les Systèmes de Paiement Électronique..... | 82 |
| 2.2. Développement d’Applications Mobiles et de Plateformes en Ligne | 83 |
| 2.3. Partenariats avec des Startups Technologiques..... | 83 |
| 2.4. Soutien des Autorités Réglementaires et Gouvernementales..... | 83 |
| 2.5. Défis et Opportunités | 83 |
| 3. Développement du secteur du financement alternatif en Algérie | 84 |
| 3.1. Émergence de Nouvelles Modalités de Financement..... | 84 |
| 3.2. Cadre Réglementaire et Institutionnel..... | 85 |
| 3.3. Croissance des Plateformes de Financement Participatif..... | 87 |
| 3.4. Impact sur l’Écosystème Financier | 88 |
| 3.5. Défis et Opportunités | 89 |
| Conclusion..... | 90 |
| CHAPITRE 4 : ETUDE D’UN DOSSIER DE CREDIT D’EXPLOITATION FINANCE | |
| PAR LE CPA N°189 | |
| Introduction | 91 |
| Section 01 : Présentation de l’organisme d’accueil CPA agence DBK n°189..... | 92 |
| 1. Présentation du Crédit Populaire d’Algérie..... | 92 |
| 1.1. Historique du CPA | 93 |
| 1.2. Evolution du CPA | 94 |
| 1.3. Fonction du CPA | 94 |
| 2. La présentation de l’agence de Draa Ben Khedda « 189 » | 95 |

| | |
|---|------------|
| 3. Rôle et organisation des services de l'agence CPA de Draa Ben Khedda | 96 |
| Section 02 : Examen et traitement d'un dossier de crédit d'exploitation..... | 99 |
| 1. La constitution de dossier | 99 |
| 2. L'identification du demandeur de crédit | 99 |
| 3. Relation entre la banque et le demandeur de crédit | 101 |
| 3.1. Historique de la relation | 101 |
| 3.2. Les mouvements d'affaires confiés | 101 |
| 4. Diagnostic économique & financier de l'entreprise | 102 |
| 4.1. Le bilan financier | 102 |
| 4.2. Le tableau des comptes de résultats (TCR) | 104 |
| 4.3. La méthode des masses financières (approche globale)..... | 105 |
| 4.4. La Méthode Des Ratios | 107 |
| Section 03 : La Gestion des Crédits d'Exploitation par le CPA..... | 108 |
| 1. Identification de demandeur de crédit | 108 |
| 1.1. Présentation de l'entreprise | 108 |
| 1.2. Les activités de l'entreprise | 108 |
| 1.3. La relation banque –client | 108 |
| 1.4. Le mouvement d'affaires confié | 108 |
| 2. Diagnostic économique & financier | 109 |
| 2.1. Analyse approfondie des bilans financiers | 109 |
| 2.2. L'analyse financière par la méthode des grandes masses | 112 |
| 2.3. Analyses et évolution des comptes de résultats | 113 |
| 2.4. L'analyse par la méthode des ratios | 115 |
| 3. Étude de risque | 116 |
| 4. Décision finale et critique de la décision de la banque | 116 |
| 4.1. Condition | 117 |
| 4.2. Garanties | 117 |
| Conclusion | 118 |
| Conclusion générale | 127 |
| Bibliographie | |
| Annexes | |
| Table des matières | |

Résumé

Ce mémoire examine en profondeur les modalités et perspectives du financement bancaire du cycle d'exploitation, en mettant en lumière le cas du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), agence DBK n°189. À travers une analyse approfondie, il explore les enjeux réglementaires, les risques associés, les pratiques de financement, ainsi que les défis et opportunités rencontrés dans le contexte de l'Algérie. La recherche s'appuie sur une méthodologie rigoureuse, comprenant une revue de la littérature, la collecte et l'analyse de données, ainsi qu'une étude de cas approfondie. Les résultats de cette étude offrent des perspectives intéressantes pour améliorer l'accès au financement des entreprises et favoriser leur croissance durable dans le pays.

Mots clés : Financement bancaire, Cycle d'exploitation, Crédit Populaire d'Algérie, CPA, Agence DBK, Modalités, Perspectives, Enjeux, Risques, Algérie.

Abstract

This dissertation thoroughly examines the modalities and perspectives of bank financing for the operating cycle, highlighting the case of the People's Credit of Algeria (PCA), DBK Agency No. 189. Through in-depth analysis, it explores regulatory constraints, associated risks, financing practices, as well as challenges and opportunities encountered in the context of Algeria. The research relies on rigorous methodology, including a literature review, data collection and analysis, as well as an in-depth case study. The findings of this study offer valuable insights to enhance access to financing for businesses and promote their sustainable growth in the country.

Keywords: Bank financing, Operating cycle, People's Credit of Algeria, PCA, DBK Agency, Modalities, Perspectives, Constraints, Risks, Algeria.